

Bolchevisme contre lambertisme



Bolchevisme contre lambertisme



22 mai 1971 : l'AJS et l'OCI (à droite de la photo) célèbrent la Commune de Paris
avec le PS, la FEN, FO et la franc maçonnerie (à gauche) / photo Elie Kagan

Toujours plus de hyènes sur le cadavre de la 4e Internationale	5
2008 : un enterrement avec 3 secrétaires généraux de FO	6
1934-1944 : les premiers pas d'un combinard	7
1914-1947 : le bureaucrate social-impérialiste Jouhaux, travesti en « militant ouvrier »	8
1947-1948 : la division syndicale au compte de l'impérialisme	10
1947 : la censure de Lénine ?	11
1947 : l'exploit de Lambert passe inaperçu	12
1951 : un rôle tardif dans la lutte contre le pablisme	14
1953 : un rôle mineur dans la défense de la 4e Internationale	16
1954 : Lambert subordonne la section française au nationalisme algérien	16
1958 : la section française est détruite	18
1958 : une « tribune libre de la lutte des classes » taillée sur mesure pour les réformistes de la guerre froide	20
1950-1992 : un dirigeant occulte de l'OCI-PCI, le bureaucrate syndical et franc-maçon Alexandre Hébert	21
1965-1973 : la contradiction entre la clique Hébert-Lambert et la FER-AJS	23
1968 : la crise révolutionnaire désarçonne l'OCI	24
1971 : la tendance au « national-trotskyisme » s'affirme	27
1971 : Lambert, supplétif de Mitterrand	28
1977 : pour envoyer une « majorité PS-PCF » au parlement	29
1973 : l'OCI néglige les femmes travailleuses	34
1977 : l'OCI tourne le dos aux travailleurs immigrés	34
1981 : la capitulation devant le front populaire	35
1981 : la fin du bloc avec Moreno sonne le glas des grandes manœuvres internationales	37
1953-2015 : un fonctionnement anti-démocratique, des procédés stalinien	38
1976 : Lambert pris la main dans le sac	40
1983-1984 : la « ligne de la démocratie » bourgeoise	41
1985-1992 : la liquidation de l'OCI-PCI par sa propre direction	43
1993 : Gluckstein & Lambert proclament une 4e Internationale de plus	45
2007 : un « candidat des maires » soucieux de « l'avenir de la France »	47
2015 : l'éclatement du CCI-POI	49
2016 : le sombre avenir du lambertisme international	51
Bannière rouge ou drapeau tricolore, il faut choisir	52

À l'égard des masses qui ne font que chercher une direction révolutionnaire, nous devons faire preuve de la plus grande attention, de la plus grande patience. Il faut leur exposer cent et mille fois les principes révolutionnaires à la lumière des événements du jour. Mais envers ceux qui se présentent aux masses comme des chefs et déploient un drapeau à eux, nous devons faire preuve de sévères exigences. (Léon Trotsky, « Aux jeunes socialistes et communistes qui veulent penser », 22 juillet 1935, *Œuvres* t. 6, EDI, p. 77)

TOUJOURS PLUS DE HYÈNES SUR LE CADAVRE DE LA 4^E INTERNATIONALE

En juillet 2015, le Parti ouvrier indépendant (POI) se divise en deux fractions, chacune avec son hebdomadaire. La scission est consommée par la tenue les 21 et 22 novembre 2015 de deux congrès séparés.

Le POI maintenu garde l'hebdomadaire *Informations ouvrières, tribune libre de la lutte des classes*. Il reste aux mains de la majorité de l'appareil emmené par le chef de file des permanents du POI (Marc Lacaze), le porte-parole des nombreux bureaucrates syndicaux FO (Patrick Hébert) et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire (Lucien Gauthier).

Le POI démocratique publie *La Tribune des travailleurs, tribune libre de la lutte des classes*. Il affirme avoir rallié la majorité des membres à l'appel des trois secrétaires du POI (Daniel Gluckstein, Jean Markun et Gérard Schivardi), avec le renfort de l'historien Jean-Jacques Marie et du vieux cadre international François de Mas-sot.

Des centaines de militants s'écartent, remplis d'amertume ; des dizaines de permanents syndicaux en profitent pour s'émanciper de toute obligation politique. Les règlements de compte entre les deux fractions qui se sont déjà disputé le patrimoine financier et immobilier vont probablement se poursuivre dans la Libre pensée, dans FO, voire dans la CGT et dans la FSU. La scission française va inéluctablement précipiter une crise de ce qui reste du lambertisme international.

Au moins, si l'un des deux POI remettait en question la liquidation de l'OCI-PCI dans le PT-POI, il représenterait un pas en avant. Mais il n'en est rien. Le plus critique vis-à-vis du passé récent, le POID, revendique la continuité avec l'opportunisme, le réformisme et le chauvinisme du PT-POI.

Cette publication s'inscrit dans la continuité, celle qui nous a vus participer dès 2008 à la fondation du Parti ouvrier indépendant et elle s'inscrit dans ce POI des origines. (*La Tribune des travailleurs*, 18 juillet 2015)

Les délégués ont constaté que le congrès pour le POI des origines représentait légitimement le Parti ouvrier indépendant, tant par le nombre d'adhérents que par la continuité de sa politique et la fidélité au manifeste de fondation de 2008. (POID, *Communiqué*, 22 novembre 2015)

La scission du POI est simultanément celle du Courant communiste internationaliste (CCI). À vrai dire, le POI d'avant la scission n'existait pas sans les militants du CCI.

Officiellement, ce CCI que personne ne voit jamais est lui-même affilié à une prétendue 4^e Internationale (dite lambertiste pour la distinguer des autres : pabliste, healyste, northiste, posadiste...). Comme la plupart des « internationales » des épigones, celle fondée par Lambert est fantomatique. Seule l'UCI des franchises étrangères de LO a une existence plus mystérieuse, sans congrès connu des travailleurs et sans même de déclarations publiques.

En pratique, la « QI » lambertiste est la colonne vertébrale d'une organisation qui a des activités publiques : se rendre au siège du FMI, tenir des conférences à Alger avec l'appui des autorités, etc. Cette Entente internationale des travailleurs et des peuples (EITP) est une sorte de minuscule Internationale socialiste, regroupant des centristes de droite, des réformistes de gauche, des bureaucrates syndicaux et des nationalistes de pays dominés. Le jeu des matriochkas ou « poupées russes » (le CCI dans le POI, la « QI » dans l'EITP, etc.) est constitutif du lambertisme.

La continuité entre la 4^e Internationale de Trotsky et le CCI est un mythe lambertiste auquel succombent certains confusionnistes.

Le CCI du POI est, quoiqu'on en pense, l'héritier direct du PCI constitué en 1944, section française de la 4^e Internationale. (Vincent Présumey, « Crise au POI », *Mediapart*, 3 septembre 2015)

L'histoire du CCI plonge ses racines lointaines dans le combat pour la 4^e Internationale. En ce sens, le CCI n'est pas un groupe comme les autres. (GCPOR, *À propos de la crise du CCI*, 1^{er} octobre 2015)

Le CCI-POI-POID ne serait « pas un groupe comme un autre » ? Hélas si ! Les deux branches rivales du lambertisme font partie intégrante du marais centriste né de la disparition de la 4^e Internationale. Dans la mesure où il est différent, il est pire : encore moins démocratique que LO ; encore plus opportuniste que le NPA.

Le POI et le POID sont issus de la *négation* de la 4^e Internationale bolchevik-léniniste, ils incarnent la *rupture* avec son programme et son fonctionnement démocratique.

En France, les organisations à la gauche du PCF et du PS qui peuvent publier un hebdomadaire (le POI, le POID, Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste) et la plupart des groupes « trotskystes » de plus petite taille puisent leur origine dans la destruction de la 4^e Internationale et l'abandon de son programme. Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

- LO, la plus étroitement nationale, est lointainement issue d'une poignée qui l'avait abandonnée du vivant même de Trotsky en 1939 sans aucune divergence politique affichée (Barta) et plus directement de ceux qui se sont adaptés au stalinisme, contre son programme, dans les années 1960-1970 (Hardy, Laguiller).
- Le NPA est l'héritier de ceux qui l'ont détruite en 1949-1953 (Pablo, Mandel, Frank...) sous la pression du stalinisme mondial et qui suivent depuis les vacillations politiques de la petite bourgeoisie mondiale.
- Les deux POI procèdent de l'abandon ultérieur du programme par les dirigeants des sections qui avaient défendu la 4^e Internationale en 1952-1953 (Cannon, Healy, Lambert...).

En particulier, tous les épigones révisent le marxisme sur la question essentielle de l'État (l'analyse de l'État comme instrument de la classe dominante, la nécessité de détruire l'État bourgeois). Par exemple, la LCR dénonce la dictature du prolétariat en 2003 et sa « 4^e Internationale » demande l'intervention des troupes de l'ONU en Ukraine en 2014. LO propose le « *contrôle de la police* » en 1973, celui de la police et de l'armée en 1978 ; appelle au rétablissement de l'ordre dans les banlieues en 2005 ; réclame plus de policiers en 2001, 2005 et 2008...

Au marxisme et à la participation au mouvement d'émancipation du prolétariat par lui-même se substitue l'opportunisme : aider telle ou telle coalition ou mouvement petit-bourgeois (bureaucratie syndicale, parti réformiste, front populaire, nationalisme bourgeois, écologisme politique...) à accomplir ses buts, appliquer ses décisions, le pousser en avant, le conseiller... La différence éventuelle de l'objet des illusions (MNA ou FLN, PCF ou PS, CGT ou FO, Assad ou Daech...) revêt, de leur point de vue, une grande importance et conduit à des polémiques entre eux et en leur sein, mais est en réalité bien secondaire. Les courants centristes sont tous victimes de la contradiction entre leur prétention révolutionnaire et leur pratique opportuniste.

Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. (Léon Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le front populaire »,

26 novembre 1935, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 540)

D'où la subordination de LO aux staliniens défrôqués du PCF et à la bureaucratie corrompue de la CGT, son intégration grandissante à l'appareil de la CGT. D'où la liquidation de la LCR dans un parti semi-réformiste, le NPA, l'adaptation de ce NPA au PCF et à EELV, son intégration dans les appareils de Solidaires, de la CGT et de la FSU. D'où la liquidation du PCI (QI-CIR) dans le PT-POI réformiste et social-chauvin, sa subordination à la bureaucratie de FO, ses accointances avec la franc-maçonnerie, son intégration à l'appareil de FO et celui de la CGT.

Le POI maintenu et le POID se disputent l'héritage politique de Lambert, mais on retrouve ce dernier aussi dans le Parti socialiste (Jospin, Cambadélis, Assouline, Grosset, Darriulat...), le Parti de gauche (Mélenchon, Corbière, Revol...), la Nouvelle gauche socialiste (Hoang-Ngoc)...

2008 : UNE CÉRÉMONIE AVEC 3 SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE FO

Aux obsèques de Pierre Lambert (1920-2008), sont présents, outre Gérard Filoche (fondateur de la LC-LCR, membre du bureau national du PS) et Jean-Luc Mélenchon (alors sénateur du PS), André Bergeron, Marc Blondel et Jean-Claude Mailly (trois secrétaires nationaux successifs de FO). Ces derniers sont les héritiers assumés de Léon Jouhaux, le chef syndical vendu dès 1914 à sa bourgeoisie impérialiste et à ce titre dénoncé successivement comme un bureaucrate et un traître par la Gauche de Zimmerwald, l'Internationale communiste et la 4^e Internationale.

Un fondateur du Parti des travailleurs (PT), Alexandre Hébert, est présent. Son fils, dirigeant du PT à qui il a légué en 1992 l'union départementale FO de Loire atlantique, prononce à cette occasion un éloge funèbre au nom du PT qui deviendra peu après POI.

Il faut combattre pour faire respecter en toutes circonstances, l'indépendance des partis et des syndicats... Dès 1947, au congrès de l'organisation trotskyste, il fait voter un amendement afin de modifier la prise de position, prise par l'Internationale communiste, appelée « les 21 conditions ». Il fait modifier en particulier les articles 9 et 10 afin de leur substituer la reconnaissance réciproque de l'indépendance des partis et des syndicats. C'est cette orientation qui restera au plan syndical et au plan politique, toute sa vie, un acte majeur. C'est au nom de cette orientation, qu'il a combattu, à la fois avec les militants algériens mais avec des militants du monde entier dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pour faire respecter la

liberté et l'indépendance des organisations. (Patrick Hébert, *Discours aux obsèques de Lambert*, 25 janvier 2008)

Ce galimatias, si on le décrypte, a le mérite de dévoiler les deux aspects complémentaires du lambertisme :

- la collusion avec les bureaucraties ouvrières et le nationalisme bourgeois ;
- l'édulcoration à cette fin du programme communiste.

Pourtant, les chefs de la future tendance CLAIRE du NPA se joignent au chœur et conseillent d'étudier la vie et l'œuvre de Lambert.

*Les trotskystes de principe se doivent de sauver la mémoire de Pierre Lambert et de s'intéresser à son itinéraire... Pierre Lambert restera comme une figure du mouvement ouvrier français... Un courage admirable... C'est pourquoi le meilleur hommage à Pierre Lambert est d'étudier maintenant sa vie comme il l'a menée d'un bout à l'autre, en militant ouvrier, de poursuivre le combat trotskyste... (CRI, « Pierre Lambert 1920-2008, ancien dirigeant trotskyste historique », 22 janvier 2008, *Le Cri des travailleurs*, janvier 2008)*

À chacun ses guides. Lambert a détruit la section française de la 4^e Internationale qui avait survécu à l'offensive de Pablo, a servi de rabatteur aux syndicats de guerre froide et à la sociale-démocratie avant de finir comme un défenseur de l'État bourgeois et un social-patriote. Ainsi s'explique la présence de trois secrétaires généraux de FO aux obsèques de Lambert.

Cette étude montre, en s'appuyant sur plusieurs générations de témoins et sur les actes de l'imposeur lui-même, que le « lambertisme » est avant tout une école de bureaucrates syndicaux et de politiciens sociaux-démocrates.

1934-1944 : LES PREMIERS PAS D'UN COMBINARD

Dans certaines circonstances, des médiocrités passent au premier plan de la vie d'un parti.

Staline représente un phénomène absolument exceptionnel. Il n'est ni penseur ni écrivain, ni orateur. (Léon Trotsky, *Staline*, 1940, 10-18, t. 1, p. 19)

Toutes proportions gardées, Lambert était de ce genre : une nullité théorique, un orateur médiocre, un auteur illisible. Opportuniste, retors, combinard, manœuvrier, il n'a pris de l'importance qu'avec la liquidation de la 4^e Internationale, à laquelle il a contribué.

C'était une vraie tête politique, mais dans le genre intrigant, un politicien d'un genre un peu spécial. Il y a des gens capables de mani-

puler les autres, il est de ceux-là... Lambert était totalement dépourvu de scrupules et de respect des autres... il était plutôt inculte, il me semble qu'il ne lisait jamais. (Boris Fraenkel, *Profession : révolutionnaire*, Le Bord de l'eau, p. 97)

Né en 1920, Lambert rejoint en 1934 la JC, l'organisation de jeunesse du PCF, dont il est exclu en 1935. Il passe alors à la GR du PS-SFIO. Vers 1936-1938, il adhère au groupe La Commune de Raymond Molinier, Pierre Frank, Jeanne Martin et Henri Molinier, une scission de la section française de la 4^e Internationale (le POI, Parti ouvrier internationaliste).

Durant la guerre, il se trouve dans le Comité communiste internationaliste (CCI) qui continue dans la clandestinité ce courant. Il en est exclu en décembre 1943 pour manœuvre et indiscipline.

Lambert avait été exclu du CCI pour « attitude irresponsable dans les tâches qui lui avaient été confiées ». (Yvan Craipeau, *Contre vents et marées, les révolutionnaires pendant la 2^e Guerre mondiale*, 1977, Savelli, p. 256)

Un événement très mineur doit être éclairé en raison de l'importance qu'allait prendre son personnage principal de longues années après : il s'agit de l'exclusion de Pierre Lambert du CCI... Mis sur la touche de toute direction, celui-ci se rallia en 1943 à la tendance d'Henri Molinier. Chargé dans le CCI d'un groupe de formation de stagiaires, lesquels, selon les principes du Comité, ne devaient pas être impliqués dans les débats de tendance, il brisa cette discipline en tentant de les gagner à la minorité. L'une de ces stagiaires, Marguerite Bonnet, plus respectueuse que Lambert des principes de l'organisation, en informa la direction. Il fut exclu sur cette base et Henri Molinier lui-même refusa de le défendre. Aussitôt après cette exclusion, Lambert se précipita pour demander son entrée dans le POI. La direction de celui-ci demanda à celle du CCI si elle pouvait accepter cette « adhésion ». Le Cci ne s'y opposa pas. (Michel Lequenne, *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, 2005, Syllepse, p. 96)

Michel Pablo et le secrétariat européen de la 4^e Internationale parviennent à réunifier en mars 1944 sur une base de principe le POI, le CCI et le groupe Octobre (seule la minuscule UCI de Barta se tient à l'écart de cette fusion et de la 4^e Internationale). En 1944, le jeune Lambert cesse de travailler en usine pour devenir permanent... et il y prend goût.

J'ai occupé, au départ, des responsabilités dans la CGT métallurgie, à différents niveaux... J'étais fin octobre-début novembre

1944 secrétaire de l'union locale CGT de Cluchy... (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 53, 55)

Le problème sur lequel passe Lambert dans ses souvenirs de 2002 est qu'il mène en 1943-44 un jeu personnel dans le syndicat, dissimulé à son organisation.

Tous les trotskistes que j'avais rencontrés depuis mon entrée dans le mouvement [1943] et jusqu'à la libération de Paris m'avaient impressionné par leur caractère et leurs connaissances. L'estime qu'ils m'avaient inspirée demeura, voire se renforça ultérieurement. Un seul m'était apparu comme peu sérieux : mon responsable de rayon, Lambert. Je devais apprendre plus tard que, s'il s'était aussi investi dans une entreprise, il n'y avait pas fait, comme tous les autres, un travail d'implantation à la base, mais avait trouvé le moyen de se mettre en contact avec l'appareil clandestin de la CGT et d'y monter si haut que notre direction découvrit tout à coup que ce trotskiste était sur le point de devenir membre de la direction confédérale... (Michel Lequenne, Le Trotskisme, une histoire sans fard, 2005, Syllepse, p. 112)

En 1945, Lambert devient contrôleur aux allocations familiales quand la Sécurité sociale est cogérée par la CGT. Ce poste lui laisse beaucoup de temps libre quoiqu'il le trouve insuffisamment rémunéré.

Lambert a toujours eu une attitude douteuse à l'égard du fric. Ça avait commencé par le fait que Lambert avait demandé et obtenu de se faire donner un salaire de demi-permanent alors qu'il avait déjà sa sinécure aux Allocations familiales. (Michel Lequenne, « Entretien », 19 mars 2004, Karim Landais, Passions militantes et rigueur historienne, t. 1, STE tirage, p. 223)

1914-1947 : LE BUREAUCRATE SOCIAL-IMPÉRIALISTE JOUHAUX, TRAVESTI EN « MILITANT OUVRIER »

Comparé aux dirigeants « trotskystes » d'après-guerre (Bleibtreu, Cliff, Goonewardena, Grant, Hansen, Healy, Lora, Mandel, Moreno, Pablo, Peng, de Silva...) et même à ses adjoints français (Bloch, Just, de Massot...), Lambert est un nain théorique. Par exemple, son explication du stalinisme est pitoyable.

À travers la subordination à un parti, la subordination de syndicats à l'État a débouché sur le bilan tragique du stalinisme. (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 74)

Autrement dit, un phénomène d'aussi grande ampleur que la dégénérescence de l'URSS et celle, consécutive, de l'Internationale communiste s'expliquerait par une erreur politique du Parti communiste (bolchevik) et celle-ci résiderait dans la subordination des syndicats à l'État ouvrier né en 1917. Il est difficile d'imaginer une explication du stalinisme aussi éloignée du matérialisme historique et des analyses de l'Opposition de gauche de l'IC et de la 4^e Internationale.

D'une part, quelles que soient les erreurs de la direction du temps de Lénine, les syndicats conservent une certaine autonomie avant la prise du pouvoir par la bureaucratie étatique ; d'autre part, l'arriération économique et culturelle, les destructions de la guerre inter-impérialiste et de la guerre civile, les échecs des révolutions à l'ouest et à l'est (avec l'aide des Jouhaux et des Blum) créent le cadre de la contre-révolution politique de 1924-1928.

La bureaucratie soviétique s'est renforcée au fur et à mesure que la classe ouvrière mondiale recevait de plus rudes coups. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont, peu à peu, miné la confiance des travailleurs soviétiques dans leur allié international. A l'intérieur du pays, régnait encore la misère la plus aigüe. Les représentants les plus courageux et les plus dévoués de la classe ouvrière, soit avaient péri dans la guerre civile, soit s'étaient élevés et, pour la majeure partie, intégrés dans les rangs de la bureaucratie, ayant perdu tout esprit révolutionnaire. Fatiguée par les terribles efforts des années révolutionnaires, privée de perspective, aigrie par toutes les désillusions, la grande masse est retombée dans la passivité. On a observé une réaction de ce genre après chaque révolution. (Léon Trotsky, « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition », 12 novembre 1935, Œuvres t. 7, EDI, p. 101)

Staline incarne la bureaucratie montante et son étroitesse nationale. Sa domination s'établit par étapes jusqu'à la liquidation physique de 1936 à 1940 des cadres qui pourraient prendre la tête d'une révolution politique.

Ce serait faux de croire que Staline avait, dès le début, un plan stratégique. Il tâtait le terrain. Il est certain que la tutelle marxiste-révolutionnaire lui pesait. En fait, il cherchait une politique plus simple, plus nationale, plus « sûre ». Le succès qu'il rencontra fut inattendu, et d'abord pour lui. Ce fut celui d'une nouvelle couche dirigeante, l'aristocratie révolutionnaire qui cherchait à s'affranchir du contrôle des masses et avait besoin d'un arbitre fort et sûr pour ses affaires internes. (Léon Trotsky, « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposi-

tion », 12 novembre 1935, *Œuvres* t. 7, EDI, p. 104)

Toutes les fois (trois) que Lambert cite Jouhaux dans son testament politique, c'est avec indulgence. Il présente Jouhaux, Bothereau, Bergeron... comme de simples « responsables », des « militants », et non des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Quand des dirigeants de la confédération CGT décidèrent de participer à la mise en place de la Charte du travail de Pétain, il y eut alors une poignée de militants de toutes tendances pour s'opposer à cette dérive, parmi lesquels le réformiste Léon Jouhaux qui refusa cette intégration au corporatisme. (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, *Itinéraires*, 2002, Rocher, p. 72)

Cette supercherie, le travestissement d'un bureaucrate en chef et d'un traître à répétition en simple « militant » qui défend « l'indépendance » est typique de Lambert. Sur ce terrain comme sur tous les autres, Lambert n'incarne pas la continuité mais la rupture avec la 4^e Internationale.

Les syndicats opportunistes peuvent, sous l'impact de la décadence du capitalisme, et doivent, si nous menons dans les syndicats une politique correcte, se rapprocher de nos normes programmatiques et jouer un rôle historique progressiste. Cela suppose bien entendu un changement complet de direction. Il faut que les travailleurs des États-Unis, de France, d'Angleterre, réussissent à chasser Green, Citrine, Jouhaux et compagnie. (Léon Trotsky, « Un État non ouvrier et non bourgeois ? », 25 novembre 1937, *Œuvres* t. 15, ILT, p. 314)

Quand les résolutions de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1917, celles de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, le programme de 1938 et le manifeste de 1940 de la 4^e Internationale évoquent Jouhaux, les termes sont diamétralement opposés.

En France, la bureaucratie syndicale de Léon Jouhaux est devenue depuis longtemps une agence de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, OCI, p. 44)

En 1914, Jouhaux entraîne la CGT, officiellement anarchiste, dans l'union sacrée. Après la 1^{re} guerre mondiale, il persécute les militants révolutionnaires du jeune Parti communiste (SFIC). Avec l'aide du gouvernement Blum et du PCF stalinisé dirigé par Thorez, il met fin à la grève générale de 1936, l'empêchant de se transformer en révolution qui aurait pu prévenir la 2^e Guerre mondiale.

La politique profondément basse, couarde et traîtresse de Léon Blum et de Léon Jouhaux, activement soutenue par la section française de l'IC, a conduit à l'effondrement d'un des mouvements les plus prometteurs de la dernière décennie. (QI, « La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », mai 1940, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, t. 1, La Brèche, p. 362)

Jouhaux se rallie de nouveau à l'union sacrée en 1939 et exclut les syndicalistes PCF de la CGT. Dévoilant ses liens à l'État bourgeois, la direction de la CGT escorte le gouvernement et les hauts fonctionnaires quand ils déménagent face à l'avancée de l'armée allemande. Le 10 juillet 1940, le parlement de la 3^e République bourgeoise (le modèle de la République parlementaire qui est l'objectif du POI et du POID) donne le pouvoir au maréchal Pétain. Un dirigeant de la CGT, Belin, entre au gouvernement, tandis que les autres offrent leurs services au gouvernement Pétain-Laval-Belin.

Après la débâcle, le Bureau confédéral suit le gouvernement à Bordeaux... La CGT offre sa collaboration au gouvernement. Elle déclare renoncer à l'article premier de ses statuts de 1936 qui lui assignait comme but « la disparition du salariat et du patronat »... La CGT préconise une « Communauté française du travail » qui serait ouverte à tous les syndicats et toutes les associations qui concourent à la vie économique. (Georges Lefranc, *Le Syndicalisme en France*, 1981, PUF, p. 82-83)

Mais le régime fasciste dissout les confédérations syndicales le 9 novembre 1940. Dans ces conditions, même le syndicalisme chrétien lié à l'Église catholique s'oppose. La CFTC et la majorité de la bureaucratie CGT sont obligées, sous peine de se liquider, de rompre avec Pétain.

Quand l'Allemagne envahit l'URSS en 1941, les deux fractions de la CGT se mettent au service du général De Gaulle et se réconcilient... jusqu'à la « guerre froide ».

Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale communiste. (Léon Trotsky, « Lettre à la rédaction de La Vérité », 25 août 1929, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 341)

1947-1948 : LA DIVISION SYNDICALE AU COMPTE DE L'IMPÉRIALISME

L'apparition de nouveaux syndicats est parfois progressiste, quand ils recourent davantage à la lutte ou quand ils organisent les travailleurs peu qualifiés, les femmes, les ethnies opprimées et pas seulement l'aristocratie ouvrière : Nouveau syndicalisme en Grande-Bretagne dans les années 1880, CIO aux États-Unis dans les années 1930, FOSATU dans les années 1980 en Afrique du Sud, CUT dans les années 1980 au Brésil...

Par contre, la scission FO de 1947-1948 en France est réactionnaire puisqu'elle découle de l'offensive contre-révolutionnaire et restaurationniste que vient de déclencher l'impérialisme américain contre l'URSS (« guerre froide ») et la révolution chinoise (guerre de Corée). La nouvelle confédération syndicale vient du départ (et non d'une exclusion) en décembre 1947 d'une minorité de la CGT dirigée par Léon Jouhaux et Robert Bothereau. La scission est soutenue par les sociaux-démocrates (PS-SFIO de Blum et Mollet) et par certains anarchistes (Révolution prolétarienne de Monatte).

Le moment présent de l'histoire impose à notre parti [PS-SFIO], sur deux fronts, une double bataille défensive. Défense du socialisme et de la démocratie contre le communisme. Défense de la démocratie et de la République contre le gaullisme. (Léon Blum, *Le Populaire*, 13 novembre 1947)

Le premier secrétaire général de FO, Bothereau, justifie en 1949 le départ par une raison politique, le choix du camp « de la démocratie » contre le camp « du communisme ».

Ce qui était en cause n'était pas la condition ouvrière... Nous devons nous dresser fermement, irréductiblement, contre la position de la CGT, sous peine de voir notre France démocratique devenir ce que l'on a déjà appelé une Pologne de la côte atlantique. (Robert Bothereau cité par Jean-Luc Validire, *André Bergeon, une force ouvrière*, 1984, Plon, p. 104)

Bien que la bureaucratie stalinienne de la CGT repousse nombre de travailleurs, FO n'occupera que la troisième place derrière la CGT et le syndicalisme chrétien (la CFTC qui se renommera CFDT). La scission est bien accueillie par le CGPF (le prédécesseur du CNPF-Medef). En guise d'indépendance, la minorité scissionniste est financée par la bureaucratie de la confédération américaine AFL et par l'État bourgeois français.

Le 12 avril 1948, c'est la création de la CGT-FO. Le ministre du Travail, le socialiste Daniel Mayer, la porte à sa manière sur les fonts baptismaux : 40 millions de francs de subventions, alors que de 1945 à 1948, la CGT n'a re-

çu que 10 millions. Les syndicats américains aussi se penchent généreusement sur le berceau. (Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste*, 1983, Le Sycomore, p. 184)

Le PCI-SFQI combat cette division délibérée du mouvement syndical.

*Le comité central du PCI a chargé le bureau politique de s'adresser à l'ASR et aux JS en vue de proposer une action commune immédiate pour la défense de l'unité syndicale. (« Action commune pour défendre l'unité syndicale », *La Vérité*, 31 décembre 1947)*

L'unité syndicale, à elle seule, n'est pas suffisante pour assurer la victoire des luttes prolétariennes. Elle en est cependant une condition nécessaire. Reforgée en 1935 et en 1943, l'unité syndicale représentant un pas en avant : la CGT rassemblait l'énorme majorité des travailleurs de toutes opinions... Dans une CGT unifiée, les travailleurs de toutes tendances frappent ensemble et peuvent, en confrontant les résultats de leurs expériences, forger une direction capable de mener leurs luttes à la victoire. La rupture de l'unité syndicale représente le coup le plus rude infligé au prolétariat français depuis la « libération ». (Pierre Lambert, « Congrès extraordinaire et démocratique de la CGT », *La Vérité*, 31 décembre 1947)

Dans la Fédération de l'éducation nationale de la CGT, les communistes internationalistes, avec l'aide de certains anarchistes (ils forment alors ensemble la tendance École émancipée), parviennent à empêcher les manœuvres scissionnistes de guerre froide.

L'autonomie de la FEN devint l'expression d'une unité maintenue à la base dans l'attente de la réunification des forces ouvrières. C'était au fond le triomphe de la doctrine de l'École émancipée. (Alain Bergounioux, *Force ouvrière*, 1975, Seuil, p. 114)

Contre le combat d'alors du PCI-SFQI, Lambert vante en 2002 les mérites de trois promoteurs de la scission : Monatte, Jouhaux, Bothereau.

La question de l'indépendance des organisations syndicales par rapport à l'État, au gouvernement, aux patrons, aux institutions internationales n'est ni une question nouvelle, ni l'apanage des seuls militants de la 4^e Internationale. On pourrait évoquer les figures de Monatte, syndicaliste révolutionnaire, ou de Jouhaux, militant réformiste, ou de Robert Bothereau, secrétaire général de la CGT-Force ouvrière durant de longues années. (Daniel Gluckstein & Pierre Lambert, *Itinéraires*, 2002, Rocher, p. 72)

En mai-juin 1968, rien d'essentiel ne différencie la direction FO de la CGT, sinon l'influence.

Dès le début du mouvement, les organisations Force ouvrière ont assumé leurs responsabilités avec sérieux et résolution. Elles se sont opposées à tout ce qui pouvait provoquer la violence... Elles ont maintenu la grève sur un plan strictement syndical... (André Bergeron, « Une victoire syndicale », FO Hebdo, 19 juin 1968)

Loin d'être indépendante du patronat et de l'État, FO est plus que jamais subventionnée, FO cogère avec le Medef la Caisse nationale d'assurance vieillesse, FO siège au Conseil économique, social et environnemental, au Conseil d'orientation des retraites, au Conseil d'orientation pour l'emploi, etc.

Les faits démontrent que des syndicats politiquement « indépendants » n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. (Léon Trotsky, « Syndicalisme et communisme », 14 octobre 1929, Classe, ouvrière, parti et syndicat, LC, p. 34)

Lacaze et Gluckstein n'emploient jamais le terme de *bureaucrates* pour désigner les dirigeants de FO et de la CGT, alors que la bureaucratie est l'explication matérialiste de la pratique procapitaliste des directions syndicales, de leur dépendance envers l'État bourgeois. La corruption des appareils syndicaux à l'époque impérialiste, un phénomène convergent avec la transformation des appareils des grands partis ouvriers en bureaucraties, en fait des agences de la bourgeoisie dans la classe ouvrière.

Les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ». (Vladimir Lénine, « L'Impérialisme et la scission du socialisme », octobre 1916, Œuvres, Progrès, t. 23, p. 129)

Par la bande, les travailleurs ont ainsi découvert qu'un des secrétaires généraux de FO présents aux obsèques de Lambert avait son chauffeur payé... par la mairie de Paris.

Le fait d'avoir bénéficié pendant des années d'un chauffeur garde du corps personnel rémunéré par la Ville de Paris, lui vaut en effet d'être renvoyé sous l'accusation de recel d'abus de confiance et recel de détournement de fonds publics, aux côtés de neuf autres prévenus, dont Jacques Chirac. Pour l'ancien syndicaliste... les choses sont simples : « Le président Jacques Chirac a voulu être agréable à mon organisation, c'est vrai. À ma demande, c'est vrai ! Avec le président Chirac, ça a été : tope là ! ». (Le Monde, 14 septembre 2011)

1947 : LA CENSURE DE LÉNINE ?

Les communistes représentent en face des groupes d'intérêt divers (nationaux ou locaux) les intérêts communs au prolétariat tout entier... Le rapport des syndicats au parti socialiste est donc celui d'une partie au tout... La théorie de l'action parallèle du parti et des syndicats et de leur « égalité des droits » se fonde sur une illusion née dans la période calme et « normale » de la société bourgeoise. (Rosa Luxemburg, « Grève de masse, parti et syndicats », 1906, Œuvres, Maspero, t. 1, p. 161-162)

L'hagiographe Patrick Hébert attribue à Lambert une continuité sans faille « pour faire respecter en toutes circonstances, l'indépendance des partis et des syndicats ». Elle remonterait à novembre 1947 quand, à l'âge de 27 ans, « au congrès de l'organisation trotskyste, il fait voter un amendement afin de modifier la prise de position, prise par l'Internationale communiste, appelée les 21 conditions ». L'hommage de la « QI » lambertiste reprend l'argument, sans l'étayer davantage.

On sait que c'est à la demande de Pierre Lambert que la section française de la IV^e Internationale modifia en ce qui la concerne les conditions d'admission d'une section à l'Internationale telles qu'elles avaient été définies par l'Internationale communiste (dans les 21 conditions, deux d'entre elles — n°9 et 10 — se prononçaient, de fait, pour la subordination du syndicat au parti). (Olivier Doriane, « Le combat pour la construction et la défense des organisations syndicales », La Vérité, mars 2008)

En 1920, le 2^e congrès de l'Internationale communiste adopte des statuts, une résolution sur les tâches principales des sections, une résolution sur le mouvement syndical et les comités, une résolution sur le parlementarisme, toutes choses qui à la fois précisent le programme et délimitent des « réformistes ».

Les parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale, ne peuvent pas plus être conquis par

le prolétariat que l'État bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires. (« Le parti communiste et le parlementarisme », juillet 1920, Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 67)

En outre, l'IC impose 21 conditions aux partis désireux de la rejoindre pour écarter les dirigeants sociaux-patriotes et centristes qui rusent (dont ceux du PSI d'Italie, du PS-SFIO de France ou de l'USPD d'Allemagne).

Ces 21 conditions imposaient à des partis qui étaient pénétrés d'une pratique quotidienne réformiste, parlementaire, des tâches qui, quelques années plus tard, étaient devenues la norme des partis communistes : propagande et agitation communistes quotidiennes, combinaisons de l'action légale et illégale, travail dans les armées, soutien des mouvements des colonies, lutte de classes dans les campagnes, travail dans les syndicats et les organisations de masse, dénonciation du social-patriotisme et du social-pacifisme, dénonciation de la SdN [aujourd'hui ONU], subordination des fractions parlementaires à la direction des partis, soutien inconditionnel à la Russie soviétique, application du centralisme démocratique et des décisions de l'IC, approbation du programme du parti par les organes suprêmes de l'IC. (Pierre Frank, Histoire de l'Internationale communiste, 1979, La Brèche, t. 1, p. 110)

Le groupe La Commune soutient que « lorsqu'il écrit les biographies de Staline, puis de Lénine, puis de Trotsky, Jean Jacques Marie est un exemple d'honnêteté intellectuelle, de rigueur, de quête de vérité et livre des sources pertinentes » (Chronique hebdo, 13 février 2016). Il est douteux qu'un réformiste et un social-patriote puisse juger honnêtement de Lénine. Ainsi, l'historien lambertiste décrète qu'il ne faut pas accorder trop d'importance aux 21 conditions.

Lénine rédige un projet de 16 conditions d'admission qui, au cours du congrès, deviendront 18 puis 21. Ces conditions ont donc en partie un aspect circonstanciel et non universel. (Jean-Jacques Marie, Lénine, 2004, Balland, p. 340)

La vérité oblige à dire que c'était là plus un texte lié aux circonstances qu'un texte ayant vocation définitive. Un certain nombre de « conditions » avaient, de toute évidence, une portée générale, d'autres étaient plus conjoncturelles. (Charles Menet, « Il y a huit ans, disparaissait Pierre Lambert », La Tribune des travailleurs, 2 février 2016)

Le message de l'organe du POID est qu'il ne faut plus s'en soucier. Certes, rien ne vaut pour l'éternité mais quelles sont les conditions qui, selon Marie et Gluckstein, sont si « circonstancielles » en 1920 qu'elles seraient dépassées en 2004 ? Mystère, et tant pis pour « la rigueur » chère au GLC lamberto-moréniste. En tout cas, Lénine, lui, trouvait les conditions décisives.

Dans une série de résolutions très précises, le congrès a fermé toute voie d'accès à l'opportunisme et exigé la rupture avec lui. (Vladimir Lénine, « Le 2^e congrès de l'Internationale communiste », août 1920, Œuvres t. 31, Progrès, p. 280)

L'opportunisme n'a pas disparu, donc la plupart des 21 conditions restent pertinentes. La preuve : ni LO, ni le NPA, ni le POI, ni le POID n'aurait été accepté.

1 / ...La propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité de la dictature du prolétariat en ressorte pour tout travailleur, toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne...

6 / Tout parti désireux d'appartenir à la 3^e Internationale a pour devoir de dénoncer autant le social-patriotisme avoué que le pacifisme hypocrite et faux. Il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des nations [aujourd'hui ONU] ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes. (« Conditions d'adhésion », juillet 1920, Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 40)

Selon une vantardise répétée, reprise sans vérification par Patrick Hébert, Lambert aurait fait annuler en 1947 deux d'entre elles, à l'unanimité, par un congrès de « l'organisation trotskyste en France ».

J'ai estimé qu'il fallait réviser la position qui avait été prise par l'Internationale communiste (les 21 conditions). En 1947, au congrès de l'organisation trotskyste en France, j'ai proposé de réviser cette condition : j'ai proposé un amendement qui a été adopté à l'unanimité, substituant aux points 9 et 10 des 21 conditions, la reconnaissance, en France, de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 50-51)

1947 : L'EXPLOIT DE LAMBERT PASSE INAPERÇU

Rappelons les deux conditions que Lambert aurait supprimées.

9 / Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une activité persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations ouvrières de masse. Des noyaux communistes doivent être formés en leur sein, par un travail opiniâtre et constant, pour gagner les syndicats, etc. à la cause du communisme. Au cours de leur travail quotidien, ces noyaux devront révéler systématiquement la trahison des sociaux-patriotes et les hésitations des « centristes ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

10 / Tout parti appartenant à l'Internationale communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit exposer avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit soutenir l'Internationale syndicale rouge, actuellement en voie de formation et affiliée à l'Internationale communiste. (« Conditions d'adhésion des partis à l'IC », juillet 1920, Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 40, traduction revue)

S'agit-il d'une falsification ou d'un trouble de mémoire d'un vieil opportuniste qui rêve d'avoir revu et corrigé Lénine ? En tout cas, le prétendu exploit n'est attesté que par... Lambert.

Celui qui croit les gens sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer. (Vladimir Lénine, « La crise du parti », 19 janvier 1921, Œuvres t. 32, Progrès, p. 37) (Lénine, La crise du parti, 19 janvier 1921).

- N'est-il pas absurde qu'une organisation nationale se permette d'amender un texte international déjà adopté ? N'était-ce pas plutôt à une conférence de la 4^e Internationale de corriger, si nécessaire, la résolution de l'Internationale communiste ?
- Le 2^e congrès de l'Internationale communiste vote en 1920 une résolution spécifique sur les syndicats (et le 4^e congrès, en 1922, une autre).

Il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme. (« Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines », juillet 1920, Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 54)

Pourquoi Lambert, en 1947, n'amende pas celles-ci, s'il convient de préciser la question de

l'attitude des communistes envers les syndicats ?

- En 1947, la condition 10 est évidemment caduque puisque l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale jaune d'Amsterdam ont disparu. L'ISR (résultant de l'exclusion des révolutionnaires par les bureaucrates syndicaux) est dissoute en 1937 par Staline, en application de la politique de front populaire. La Fédération syndicale internationale (« l'Internationale d'Amsterdam ») disparaît en 1945, constituant la Fédération syndicale mondiale avec les syndicats de l'URSS. Il est peu probable qu'un congrès du PCI-SFQI de 1947 perde du temps à supprimer une condition si visiblement obsolette.
- Il n'y a rien à redire à la condition 9. En 1947 comme en 2016, elle délimite les révolutionnaires des réformistes et des centristes : la plupart des syndicats sont aux mains de bureaucraties sociales-patriotes ; les centristes capitulent devant les bureaucrates ; les communistes affrontent les directions syndicales ; ils doivent s'organiser pour cela ; ils n'ont pas plusieurs programmes.

À l'époque du capitalisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la 4^e Internationale est non seulement le programme d'activité du parti, mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale. (Léon Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, 1940, OCI, p. 29)

- Un an auparavant, en octobre 1946, la conférence du PCI-SFQI sur les syndicats se fixe pour objectif une « opposition syndicale nationale » au sein des syndicats contre « la bureaucratie qui fusionne de plus en plus avec l'appareil d'État bourgeois ».
- Il est surprenant que le 4^e congrès du PCI-SFQI, une organisation démocratique et dont les militants sont éduqués au marxisme, vote « à l'unanimité » contre la condition 9, qui fait partie de leur programme.

Les premiers congrès de l'IC nous ont laissé un héritage programmatique inappréciable : la caractérisation de l'époque contemporaine comme époque de l'impérialisme, c'est-à-dire du déclin du capitalisme ; la nature du réformisme contemporain et les méthodes de la lutte contre lui ; les rapports entre démocratie et dictature prolétarienne ; le rôle du parti dans la révolution prolétarienne ; les rapports

entre le parti et la petite bourgeoisie, avant tout la paysannerie ; le problème national et la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation ; le travail dans les syndicats ; la politique de front unique ; l'attitude vis-à-vis du parlementarisme, etc. (Léon Trotsky, « Pour une nouvelle Internationale », 17 août 1933, *Œuvres* t. 2, EDI, p. 83-84)

- Il n'y a aucune trace d'amendement aux 21 conditions dans les bulletins intérieurs de 1947 du PCI-SFQI dont le Groupe marxiste internationaliste, son héritier politique, dispose.
- L'essai d'un participant au 4^e congrès du PCI-SFQI sur le trotskysme français de 1944 à 1947 (Yvan Craipeau, *La Libération confisquée*, 1978, Savelli & Syros) ne mentionne pas cette correction, pourtant de dimension historique selon Lambert, Gluckstein et Hébert.
- L'étude sur l'histoire du « trotskysme » français rédigée sous le contrôle de Lambert en personne (*Quelques enseignements de notre histoire*, 1970, OCI), omet cet événement présenté comme fondateur en 2002 par le même Lambert.
- Le testament politique de Lambert (à 82 ans) sous forme d'entrevues avec Gluckstein (*Itinéraires*, Rocher, 2002), malgré nombre de citations et d'annexes, ne comprend pas le texte de l'amendement dont il se vante.
- Quand les thuriféraires de Lambert (Gluckstein, Lacaze, Doriane... alors associés) collectent après sa mort ses écrits (*Pierre Lambert, militant ouvrier, combattant de la IV^e Internationale*, QI, 2008), ils se révèlent incapables de publier l'intervention au 4^e congrès du PCI-SFQI et la correction apportée à l'IC.

Par contre, des témoins et des documents attestent de faits mieux établis.

1951 : UN RÔLE TARDIF DANS LA LUTTE CONTRE LE PABLISME

La « QI » lambertiste et le POI s'emploient à peindre Lambert en dirigeant international de la lutte contre le tournant opportuniste de la direction de la 4^e Internationale.

Pierre Lambert anime la majorité du PCI qui refuse la politique de Michel Pablo. (« Pierre Lambert 1920-2008 », *La Vérité*, mars 2008)

Tous les permanents du POI (Clément, Gauquelin, Gauthier, Gluckstein, etc.) qui sont membres du comité de rédaction de la « revue théorique de la 4^e Internationale » (sic) et qui ont à leur disposition du temps et le riche fonds du Cermtri, comme Jean-Jacques Marie, qui anime le Cermtri, ont les moyens de connaître les faits.

La 4^e Internationale, malgré la répression des États démocratiques et l'extermination fasciste et stalinienne de ses militants, sort globalement renforcée de la guerre grâce à la fidélité à son programme (en particulier au *Manifeste* de 1940). Par exemple, la section française comporte environ 700 militants et est prolétarisée quand, en 1945, au 2^e congrès du PCI-SFQI, Lambert est élu pour la première fois au comité central. Il participe à la commission ouvrière du PCI avec, entre autres, Daniel Renard et Marcel Gibelin. Cette dernière a pour charge l'intervention dans les entreprises. Le PCI-SFQI joue un grand rôle, avec l'UCI, dans la grève de Renault de 1947.

Mais, au « 2^e congrès mondial » de 1948, ni le secrétariat international, ni la section américaine (SWP), ni la section française (PCI) ne comprennent le reflux de la révolution et la stabilisation du capitalisme, malgré les avertissements de Jock Haston et Bill Hunter, délégués de la majorité de la section britannique (RCP), appuyée par le délégué de la section palestinienne (Dan) et celui d'un groupe argentin (Moreno) qui ne sera pas reconnu comme section.

À ce congrès, aucune autocritique ne fut faite des analyses abstraites et irréelles de 1945-1946 qui, par exemple, n'avaient toute possibilité de reconstruction de l'Europe en régime capitaliste et refusaient de reconnaître toute possibilité de croissance réelle de l'économie européenne, alors que celle-ci était en plein développement. (Gérard Bloch, « La crise du mouvement trotskyste international et les tâches », 1962, *Écrits*, Selio, vol. 2, p. 107)

L'écart grandissant entre l'analyse et la réalité nourrit des tentations opportunistes : alléger le programme, abandonner le cadre de la 4^e Internationale. En 1948, une fraction du PCI, cédant à la recherche d'un raccourci devant les difficultés de la construction du parti ouvrier révolutionnaire, rejoint le RDR fondé par Jean-Paul Sartre et David Rousset avec les JS.

Les « droitiers » sont à la recherche d'un « grand parti » tout construit... Le trotskysme est jeté par-dessus bord. (*Quelques enseignements de notre histoire*, 1970, OCI, p. 78-79)

À partir de 1949, pour les mêmes raisons, mais avec des conséquences encore plus graves, la direction de la 4^e Internationale (Pablo, Mandel, Frank, Maitan...) qui siège à Paris commence à s'aligner sur le stalinisme : cela commence avec la bureaucratie étatique yougoslave quand Tito s'oppose à Staline.

Cette direction internationale, extrêmement faible, qui, sans avoir de racines ni dans la classe ouvrière ni dans les sections nationales, s'élevait au-dessus du mouvement et prétendait régler tous les problèmes, devenait natu-

rellement d'autant plus sensible aux forces hostiles au mouvement qu'elle s'isolait de celui-ci et se soustrayait à son contrôle. Incapable de jouer le rôle qu'elle avait prétendu assumer, elle était vouée à rechercher à l'extérieur du mouvement une force sociale, un groupe, un parti, un appareil à qui l'on conférerait le soin, au lieu et place de la 4^e Internationale, d'accomplir les tâches historiques de l'avant-garde marxiste défailante. Ce substitut, le secrétariat international crut d'abord l'avoir trouvé à Belgrade. (Gérard Bloch, « La crise du mouvement trotskyste international et les tâches », 1962, *Écrits*, Selio, vol. 2, p. 108)

À cette occasion, Lambert vit sa première expérience internationale puisqu'il conduit une délégation de militants syndicaux en Yougoslavie en 1950. Lambert s'investit au retour dans un regroupement intersyndical (de syndicalistes FO ou FEN) hostile au PCF qui publie *L'Unité* avec l'aide financière de l'État yougoslave.

Quand Tito pactise en 1950 avec l'impérialisme américain lors de son attaque contre la Corée et la Chine, le secrétaire international Michel Pablo conserve « l'autogestion » de la bureaucratie yougoslave, mais transfère ses espérances à la bureaucratie chinoise en voie de constitution et dans la bureaucratie russe que les conférences de 1938 et de 1940 de la 4^e Internationale appelaient à renverser par une révolution prolétarienne. Ce tournant est formulé dans son article « Où allons-nous ? », *Quatrième internationale*, février 1951. En 1940, une majorité du secrétariat international avait suivi la minorité stalinophobe de la section américaine (Burnham, Shachtman) et avait remis en question la défense de l'URSS contre la bourgeoisie mondiale ; en 1951, la direction internationale reprend les thèses stalinophiles de renégats de l'Internationale (Rousset, Deutscher) et confie le sort de la révolution mondiale aux bureaucraties étatiques et à l'appareil international du Kremlin.

Dans le secrétariat international, Pablo rallie Frank et Mandel, initialement réticents, à ses vues. L'adaptation au stalinisme et au nationalisme bourgeois des pays dominés est formulée en termes prudents dans les projets de résolution (d'apparence bien plus marxiste que celles du MPPT-PT-POI). En avril 1951, la majorité du comité central du PCI-SFQI (dont Bleibtreu, Lequenne, Bloch, Just...) vote contre les projets ; Lambert s'abstient.

Un certain nombre de militants exclus de la CGT s'étaient repliés à FO et commençaient à y rassembler une tendance de gauche. Ces militants et ceux de la FEN, qui luttèrent sur le mot d'ordre d'unité syndicale, avaient depuis la fin de 1950, un organe, « L'Unité », codirigé

*par Lambert et par un syndicaliste de FO, violemment anticomuniste, du nom de Michel Morin, fort peu susceptible d'influencer les militants de la CGT... C'était là le type de voie militante que Pablo voulait éliminer comme allant à l'inverse de sa perspective. Pourtant, Pablo n'engagea pas immédiatement le fer avec Lambert sur ce thème. C'est que celui-ci était resté neutre dans le débat... (Michel Lequenne, *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, 2005, Syllepse, p. 243)*

Marcel Bleibtreu réfute la révision du programme avec « Où va le camarade Pablo ? », publié en juin 1951 dans le bulletin intérieur du PCI-SFQI. Après avoir tenté de pactiser avec Pablo, Lambert finit par se rallier, en juin 1951, à la majorité de son organisation qui lutte sans lui depuis des mois.

*Lambert n'a pas réagi immédiatement... il a réagi quand il a compris que la liquidation de « L'Unité » lui tirerait le tapis sous les pieds. (Raoul, 1992, cité par Pierre Broué, *Cahiers Léon Trotsky*, juillet 1995)*

*Pour sauver le bastion de son journal, Lambert tenta une médiation secrète avec Pablo... Mais, avec Pablo, il avait affaire à un homme qui ne transigeait pas sur ce qu'il jugeait essentiel, doublé d'un politique machiavélien... Celui-ci prit le temps de réfléchir au problème, le fit traîner en longueur, puis dénonça l'homme et son marché en pleine assemblée générale. C'est ainsi que Lambert entra dans la majorité française. (Michel Lequenne, *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, 2005, Syllepse, p. 244)*

La ligne de Pablo est ratifiée par le congrès mondial d'août 1951, malgré l'opposition de la section suisse (MAS) et de la majorité de la section française (PCI). La délégation française est composée, pour la majorité : de Bleibtreu, Garrive, Marin (Gibelin) et Renard ; pour la minorité (favorable à Pablo) : de Mestre, Minguet et Privas. Lambert n'est pas délégué au 3^e congrès mondial.

Fort de son succès, Pablo décide de faire appliquer sa ligne. Le comité exécutif international ratifie en février 1952 son « rapport sur les applications tactiques de la ligne du 3^e congrès mondial » : il faut entrer dans les partis staliniens là où ils sont majoritaires ou au pouvoir, en cachant ou en reniant son programme. En mars 1952, il publie *La Guerre qui vient*, qui révèle plus clairement ses présupposés.

S'engageant dans la voie de la capitulation devant les appareils, le secrétariat international devait, en même temps, entreprendre la lutte contre les sections trotskystes qui refusaient d'aliéner leur indépendance politique et de renoncer à leur rôle historique. (Gérard Bloch, « La crise du mouvement trotskyste in-

ternational et les tâches », 1962, *Écrits*, Selio, vol. 2, p. 108)

Pablo commence par la section française, qui ne cède pas. Le PCI-SFQI est exclu en juin 1952 de l'Internationale. Il est isolé et d'autant ébranlé que Frank prend la tête de la minorité qui usurpe le nom de PCI ainsi que son organe (*La Vérité*) et que la section américaine (SWP), malgré un appel de Renard à Cannon, ratifie l'expulsion. La fraction Frank-Mestre est reconnue immédiatement comme section par le secrétariat international (cette scission minoritaire est l'origine historique des fondateurs du NPA).

1953 : UN RÔLE MINEUR DANS LA DÉFENSE DE LA 4^E INTERNATIONALE

En août 1953, les travailleurs des PTT (alors une administration publique, aujourd'hui séparée entre deux entreprises : La Poste et Orange) déclenchent la grève contre les décrets-lois Laniel qui prévoyaient de s'en prendre aux régimes de retraite, particulièrement ceux des fonctionnaires. Le PCI majoritaire combat pour la grève générale et les comités de grève, tandis que les pablistes qui usurpent le nom de PCI s'alignent sur la bureaucratie de la CGT. Celle-ci, avec les directions de FO et de la CFTC, s'emploie à faire refluer le mouvement.

Les chances de préserver la 4^e Internationale comme organisation communiste augmentent pourtant quand le vétéran Cannon impulse le combat dans la section américaine (dirigée alors par Dobbs) contre la fraction opportuniste soutenue par le secrétaire international de la QI (voir James Cannon, *Speeches to the Party*, 1952-1953) et que Gerry Healy fait de même dans la section britannique.

Fin 1953, le PCI majoritaire est enfin rejoint par la section américaine (SWP), la britannique (Club) et la suisse (MAS). Ils forment une fraction internationale, le Comité international de la 4^e Internationale (CIQI), qui tente de défendre tant bien que mal le programme et l'internationale. Le CIQI est renforcé dans les mois qui suivent par la section canadienne (RWP) et la chinoise (PCR). Lambert ne joue encore qu'un rôle mineur, contrairement à ce que prétendent les affabulateurs du POI et de la « QI » lambertiste.

*En 1951-1953, Pierre Lambert refuse de suivre le courant qui, au sein de la IV^e Internationale, s'adapte au stalinisme. Il sera dès lors le principal dirigeant de la IV^e Internationale dans le combat pour sa reconstruction, puis sa reproclamation en 1993. (François de Massot, « Il y a un an, le 16 janvier 2008, disparaissait notre camarade Pierre Lambert », *Informations ouvrières*, 15 janvier 2009)*

*Pierre Lambert préside à la constitution du Comité international pour la reconstruction de la 4^e Internationale. (« Pierre Lambert 1920-2008 », *La Vérité*, mars 2008)*

Le nom de l'organisation fondée à Londres le 23 novembre 1953 est travesti par la « QI » lambertiste de 2008 car il n'y est aucunement question de « reconstruction ».

*Représentant la grande majorité des forces trotskystes de l'Internationale, nous avons décidé de constituer un Comité international de la 4^e Internationale. (CIQI, « Résolution de constitution », *groupemarxiste.info* ou *Trotskyism vs Revisionism*, vol. 1, 1974, New Park, p. 314-315)*

Surtout, il suffit de consulter ce document pour savoir que le participant français à la fondation du CIQI est Marcel Bleibtreu. D'ailleurs, le panégyrique dressé par les lambertistes dans le numéro spécial de *La Vérité* ne comporte pas le moindre texte de Lambert de 1951 à 1953, ce qui est bien curieux pour « l'animateur de la majorité » française qui, de surcroît, « préside à la constitution du Comité international »...

François de Massot, qui a bien connu Betty Hamilton, témoin direct de la fondation du Comité international à Londres en 1953, sait que Lambert n'y a joué aucun rôle. Comme anglophone et responsable du travail international, il sait aussi que Lambert n'a jamais occupé la place de « *principal dirigeant* » d'un quelconque regroupement international avant 1972.

Traumatisées par l'hyper-centralisme de Pablo qui a failli les détruire, les sections qui fondent le CIQI tombent dans la déviation inverse, le fédéralisme. Ainsi, le PCI-CIQI, en passant sous la coupe d'un opportuniste comme Lambert, disparaît rapidement comme organisation communiste révolutionnaire, sans que l'organisation internationale puisse empêcher sa dégénérescence.

1954 : LAMBERT SUBORDONNE LA SECTION FRANÇAISE AU NATIONALISME ALGÉRIEN

*La crise de la 4^e Internationale privait le PCI du cadre des rapports politiques qui lui auraient permis de pallier ses faiblesses et de surmonter ses contradictions. (Stéphane Just, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, 1984, GB, p. 55)*

Le Comité international de la 4^e Internationale a le mérite de refuser la révision du programme envers l'URSS, la bureaucratie étatique dans les États ouvriers et les partis stalinisés des États bourgeois. Néanmoins, il ne met pas en cause l'alliance avec la bourgeoisie que préconise le 3^e congrès en Amérique latine et qui remet en cause la stratégie de la révolution permanente dans les pays dominés. Pablo exhume, pour donner une

apparence orthodoxe à l'alignement de la 4^e Internationale sur le stalinisme dans les pays dominés, le « front uni anti-impérialiste » (inventé par Radek et Zinoviev en 1921 et ratifié par le 4^e congrès de l'IC). L'Opposition de gauche de l'IC, après la catastrophe de 1927 en Chine, l'avait abandonné ; la 4^e Internationale avait adopté explicitement la révolution permanente. Cette ambiguïté du CIQI va faciliter les erreurs du POR bolivien durant la révolution de 1971, l'adaptation au nationalisme bourgeois arabe du PCI français dès les années 1950 et de la SLL britannique dans les années 1970.

Lambert prend le contrôle du PCI (CIQI) en 1953 sans jamais avoir participé à une conférence internationale. Dès 1954, Lambert oriente le PCI vers le soutien inconditionnel au nationalisme bourgeois algérien teinté d'islamisme, le MLTD-MNA de Messali Hadj.

Lambert se concerte avec Messali Hadj dès les 3 et 4 novembre 1954. Les liens entre les deux organisations se resserrent encore. La direction du PCI explique à ses militants que les messalistes participent depuis longtemps aux luttes du prolétariat français. De plus, la composition du MLTD est prolétarienne. Il constitue un parti prolétarien révolutionnaire. (Jean Hentzgen, Agir au sein de la classe, les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955, 2006, mémoire Université Paris I, p. 140)

Ceux qui s'y opposent –Bleibtreu, Lequenne, Raoul...– sont mis en minorité.

Le PPA est un « parti prolétarien révolutionnaire » en fonction des deux critères suivants : son « programme », sa « composition sociale »... La dénonciation du FLN est une constante de la position des lambertistes... La Tendance bolchevik-léniniste dirigée par Lequenne et Favre-Bleibtreu ne veut pas d'un soutien inconditionnel au MNA et privilégie un soutien critique. (Sylvain Pattieu, Les Camarades des frères, trotskistes et libertaires, 2002, Syllepse, p. 60-62)

En 1955, Lambert parvient à se débarrasser de Marcel Bleibtreu, Lucien Fontanel et Michel Lequenne. Dans les semaines qui suivent, ses partisans sont exclus. Une quinzaine de militants protestent, dont Raoul.

Raoul fait une déclaration, avec trois autres membres du comité central. Elle constate que Bleibtreu et les deux autres ont été exclus en violation des statuts... Elle poursuit : « L'article de "La Vérité" intitulé "Ceux qui désertent" a fait planer le doute sur la moralité révolutionnaire de camarades à qui on ne peut reprocher un seul instant d'avoir fait courir des risques du point de vue de la ré-

pression, soit d'avoir capitulé devant cette dernière. La publication de cet article est un acte irresponsable relevant de méthodes étrangères au mouvement révolutionnaire... » (Pierre Broué, « Raoul, militant trotskyste », Cahiers Léon Trotsky, juillet 1995)

Lambert passe outre cette opposition interne et celle de l'organisation internationale à laquelle le PCI est rattaché.

Les sections sont pour le moins troublées à cause du rôle important de M. Bleibtreu dans la création du Comité international... La crise du PCI provoque un débat au sein du groupe italien. Surtout, les exclusions choquent la section anglaise... Lors de la réunion du 21 mai 1955, le Comité international vote une déclaration où il exprime son indignation au sujet des exclusions de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel. Il demande à la direction du PCI de réintégrer les exclus. (Jean Hentzgen, Agir au sein de la classe, les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955, 2006, mémoire soutenu à l'Université Paris I, p. 154)

La composition sociale de l'ENA-MLTD-PPA-MNA à partir des années 1920 (puis du FLN à la fin des années 1950) est, certes, majoritairement prolétarienne en France, même si sa base comporte aussi des petits bourgeois (commerçants, etc.) mais son programme n'a rien de communiste. Le congrès de son ancêtre, L'Étoile nord-africaine, adopte en 1933 un programme qui avance, à juste titre, des mots d'ordre démocratiques. Cependant, il ne détermine pas les forces sociales capables de réaliser un programme démocratique conséquent. En matière de propriété, l'ENA se borne à réclamer la remise au futur État algérien des banques, des mines, des infrastructures et la restitution des terres confisquées aux paysans. C'est un programme bourgeois. Le programme du PPA de 1937 se borne à un gouvernement autonome par rapport à la France, à un parlement algérien, au respect de la langue arabe et de la religion musulmane, à l'abrogation du Code de l'Indigénat et des lois d'exception. C'est un programme bourgeois.

Lambert fait l'impasse sur le cléricalisme du nationalisme algérien.

Pour se libérer du joug, les musulmans doivent s'organiser. L'Étoile nord-africaine est là pour les guider et les conduire à la victoire. (Messali Hadj, 23 décembre 1933, cité par Benjamin Stora, Messali Hadj, Le Sycomore, 1982, p. 109)

En 1934, le drapeau du nationalisme algérien (croissant, étoile, vert) renvoie à la religion. En 1935, Messali fréquente assidument Chekib Arskan, idéologue panarabe et islamiste. L'ENA renforce encore le cléricalisme qu'elle avait adopté

dès sa fondation en 1933. Son biographe de 1982 (alors lambertiste, depuis reconverti en conseiller du président PS Hollande pour la politique algérienne de l'impérialisme français) se contorsionne pour en attribuer la responsabilité... aux travailleurs algériens.

Pour Messali, placer la démonstration sur le plan religieux, c'est la situer exactement là où elle a le plus de chance d'être comprise. Il sent qu'il doit adapter ses méthodes aux populations auxquelles il veut s'adresser. (Benjamin Stora, Messali Hadj, Le Sycomore, 1982, p. 138)

L'implantation de l'ENA-PPA-MLTD-MNA en Algérie à partir de 1936 lui procure une base sociale de commerçants, de propriétaires fonciers, de fonctionnaires subalternes et d'imams qui conforteront l'orientation tracée par Messali. Dès lors, leurs fils fournissent l'encadrement qui soumet la base de travailleurs (paysans et déclassés urbains en Algérie, ouvriers en France) au projet capitaliste de la petite bourgeoisie urbaine.

1958 : LA SECTION FRANÇAISE EST DÉTRUITE

Lambert et Bloch comparent le MNA au Parti bolchevik et Messali à Lénine. Pour justifier son suivisme vis-à-vis du MNA, Lambert recourt pour la première fois à la rhétorique de « l'indépendance » qui sera mise à toutes les sauces pour justifier ses capitulations successives.

Le MNA n'a pas de fil à la patte. Il est indépendant, farouchement indépendant de tous les États, de tous les gouvernements, de tous les appareils bureaucratiques. Il n'est dépendant que du seul peuple algérien. Messali Hadj n'est soucieux que des intérêts de son peuple, des intérêts de tous les peuples. (La Vérité, 14 novembre 1957)

Un parti disposant d'une longue expérience politique, d'une tradition de combat anti-impérialiste, de cadres prolétariens, formés depuis 1923, à l'école du messalisme, le MNA, se dresse toujours comme l'espoir de tout un peuple parce qu'il est indépendant de tout État étranger, parce qu'il ne prend conseil que des intérêts du peuple algérien. (Pierre Lambert, La Vérité, 20 février 1958)

C'est Lambert qui a un fil à la patte et qui subordonne le PCI (CIQI) au nationalisme bourgeois et clérical.

Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés. (Vladimir Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », 1913, Œuvres, Progrès, t. 20, p. 19)

Affaibli par son exclusion de l'Internationale, réprimé par la bourgeoisie, purgé par Lambert, le

peu qui reste du PCI est exsangue. Surtout, il est politiquement dénaturé.

Le mode de fonctionnement du MNA -un chef historique disposant d'un puissant appareil qui lui est étroitement subordonné- impressionnait Lambert. Lambert voyait dans Messali et ses rapports avec son appareil un exemple dont on devait tirer beaucoup pour la construction d'un parti révolutionnaire en France.

Pour autant que la disproportion des forces de l'époque entre le MNA et le PCI le permettait, Lambert s'efforçait d'établir des rapports de chef à chef, d'appareil à appareil. Étant donné la faiblesse du PCI, cela aboutissait à la subordination de celui-ci au MNA politiquement et organisationnellement, sous prétexte d'aide à la révolution algérienne.

Les militants du PCI étaient transformés en « porteurs de valises ». La crise de la 4^e Internationale a sans aucun doute porté un coup terrible au PCI, mais la politique de subordination étroite politiquement et organisationnellement du PCI au MNA a contribué considérablement à l'affaiblir, à la réduire à 50 militants en 1958. D'autant plus que cette politique a fait faillite. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 10)

Aujourd'hui, le parlementarisme bourgeois est la perspective politique des deux POI, l'Assemblée constituante est leur mot d'ordre commun. Pourtant, les travailleuses et travailleurs avancés doivent se souvenir que c'est un régime de ce type, issu d'une assemblée constituante (1945-1946), qui mène alors la guerre d'Algérie, qui emprisonne, noie, torture et assassine les combattants algériens ; qui réprime les organisations qui, en France, font preuve d'un minimum d'internationalisme.

Les manifestations des travailleurs algériens sont matraquées. Chez les anarchistes, la Fédération communiste libertaire (FCL) est détruite sous les coups de l'appareil répressif de l'État bourgeois, tandis que la Fédération anarchiste (FA), qui reste neutre, n'est pas inquiétée. Le PCI (CIQI) et le PCI (SIQI) sont persécutés par la police et poursuivis par la justice : *La Vérité* est saisie systématiquement, l'ouvrier Henri Geneste est condamné à trois ans de prison pour avoir imprimé des tracts du MNA ; par contre, VO (la mère de LO), qui renvoie jusqu'en 1958 dos à dos le nationalisme français et le nationalisme algérien et ne dénonce la torture qu'en 1959, échappe à la répression.

Il y a trois attitudes différentes des organisations d'extrême-gauche au début de la guerre d'Algérie. La première est celle de la FA qui

renvoie dos à dos les « deux nationalismes », celui des Algériens et des Français... Dans une moindre mesure, c'est aussi la position du groupe trotskiste La Voix ouvrière. (Sylvain Pattieu, Les Camarades des frères, trotskistes et libertaires, 2002, Syllepse, p. 66)

De la même manière qu'il n'y avait aucun noyau communiste internationaliste conséquent en France durant la 1^{re} Guerre mondiale, il n'y a pas d'organisation bolchevik-léniniste dans le mouvement ouvrier face à la guerre coloniale en Algérie.

- Le 12 mars 1956, les députés des deux partis ouvriers traditionnels, PCF et PS-SFIO, votent les pouvoirs spéciaux.
- La secte nationale « trotskyste » VO dissimule la capitulation devant son impérialisme sous un vocable gauchiste.
- Certes, les deux PCI suivent l'orientation de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale en défendant l'indépendance des colonies, mais aucun n'entreprend de construire une organisation prolétarienne révolutionnaire chez les travailleurs algériens.

Pablo et Lambert parent tous deux des couleurs du communisme le nationalisme bourgeois algérien. La lutte anti-impérialiste du MNA est censée, pour les opportunistes, se transformer automatiquement en révolution permanente en Algérie et en révolution socialiste en France.

Il faut avoir présent à l'esprit la nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratiques bourgeois des pays arriérés... L'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais ne pas fusionner avec eux et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien. (Vladimir Lénine, « Première ébauche de thèses sur les questions nationale et coloniale », 5 juin 1920, Œuvres t. 31, Progrès, p. 151)

À l'époque, la différence du PCI (CIQI) avec le PCI (SIQI) et toute la « QI » pabliste qui s'alignent aussi sur le nationalisme algérien, est que ces derniers choisissent, avec plus de flair, l'aile rivale (CRUA-FLN). Le FLN déclenche la guérilla contre l'impérialisme français en 1954 et débute l'élimination physique de son rival dès 1955. Le MNA supplie l'ONU d'intervenir contre la France. Le 6 juin 1958, Messali décide de négocier avec le général De Gaulle.

Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'État algérien, pour aller ensuite à un Com-

monwealth, du type anglais, France-Maghreb et France-Afrique. (Bulletin d'information du MNA, 15 juin 1958)

Le PCI (CIQI) est obligé de rompre avec le MNA. Il cesse toute activité sur ce terrain.

Les dirigeants du PCI majoritaire espèrent que le chef du MNA va se ressaisir. Dans ce but, P. Lambert rencontre Messali Hadj mais ce dernier maintient sa volonté de dialogue avec les autorités françaises... La politique de soutien au MNA se termine mais la direction lambertiste empêche la tenue d'une discussion sur ce sujet... Certains militants le regrettent, comme Boris Fraenkel ou Jacques Simon. (Jean Hetzgen, « 1958 : le tournant lambertiste », Dissidences, avril 2009)

Pablo, avec l'assentiment du SIQI, monte une usine d'armements au Maroc pour le FLN ; puis, passant par-dessus la tête de son organisation, monte une usine de fausse monnaie aux Pays-Bas. Pablo deviendra, en 1961, conseiller personnel du premier président algérien, Ben Bella.

À partir de 1955, Pablo s'identifie au FLN algérien pour lequel il travaille, imprimant de la fausse monnaie aux Pays-Bas, ce qui lui vaut, en 1959, quinze mois de prison. Il va alors en Algérie où il se lie d'une réelle amitié avec Ahmed Ben Bella, dont il est l'éminence grise et qu'il tente d'orienter vers l'autogestion. (Pierre Broué, « Michel Pablo 1911-1996 », Cahiers Léon Trotsky, mars 1996)

Le SIQI pabliste considère en 1961 que l'Algérie indépendante se transforme en un État ouvrier. Dans les années 1970, Pablo aide Andréas Papan-dréou à lancer le parti nationaliste bourgeois PASOK en Grèce. À la fin de sa vie, il soutient l'épuration ethnique Radovan Karadzic de Serbie.

De son côté, Lambert part à la recherche d'autres substituts que le nationalisme algérien à la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire (et du parti ouvrier révolutionnaire). Alors que Pablo et Mandel défendent que le stalinisme joue un rôle globalement révolutionnaire et que la bureaucratie des États ouvriers peut être réformée, Lambert va s'adapter à la sociale-démocratie européenne et à la bureaucratie des syndicats français (FEN, FO) qui se rallient à l'impérialisme américain pour défendre le « monde libre ».

1958 : UNE « TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES » TAILLÉE SUR MESURE POUR LES RÉFORMISTES DE LA GUERRE FROIDE

Le ralliement de Lambert en 2002 aux oripeaux minables de l'anarcho-syndicalisme et du réformisme découle de sa pratique. Ce que dissimule Lambert dans son testament politique de 2002, c'est que, exclu en 1950 de la CGT pour

« titisme », il est réintégré en 1954 par relation individuelle avec Benoît Frachon, le secrétaire général de la confédération (et membre du bureau politique du PCF).

[Au comité central des 25-26 septembre 1954], M. Lequenne accuse la direction du PCI de vouloir « monter » dans l'appareil de la confédération. P. Lambert reconnaît que sa réintégration a été décidée par B. Frachon. Finalement, le comité central adopte une résolution de Renard qui juge celle de M. Lequenne malhonnête car elle accuse P. Lambert de capitulation devant l'appareil stalinien. (Jean Hentzgen, Agir au sein de la classe, les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955, 2006, mémoire soutenu à l'Université Paris I, p. 124)

Autrement dit, Lambert qui vient de se débarrasser de Danos et Gibelin pour indiscipline, qui va exclure Bleibtreu et Lequenne sous le même prétexte, négocie son sort personnel (Renard, Just, etc. ne sont pas réintégrés, eux), par-dessus la tête de son organisation, directement avec le chef suprême de la bureaucratie de la CGT. Il y a donc, à partir de 1953, une exigence de discipline pour les autres dont Lambert s'exempte. Chacun a son défaut où toujours il revient.

La faveur de Frachon permet à Lambert de devenir responsable de la CGT et de FO à la fois. Il s'en vante sur le tard, sans soupçonner l'effet que cela peut procurer aux militants révolutionnaires et aux syndicalistes honnêtes.

J'ai été secrétaire du syndicat des monteurs-leveurs CGT et secrétaire de la chambre syndicale des employés et cadres Force ouvrière de la région parisienne. Un bureau au troisième étage de la Bourse du travail et un bureau au cinquième étage ! (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 64)

En 1958, Lambert dissout de fait le PCI (CIQI). Il transforme son organe (*La Vérité*) en une « revue trotskyste » sans référence d'organisation et fonde un nouveau journal, *Informations ouvrières*. Cet hebdomadaire n'est pas l'organe d'une organisation communiste qui affiche clairement son nom et son programme. En effet, *Informations ouvrières* se présente comme une « tribune libre de la lutte des classes ».

Les trotskystes décident de se donner les moyens d'un organe de presse, pôle et levier du regroupement d'une avant-garde plus large. (Quelques enseignements de notre histoire, 1970, OCI, p. 111)

L'idée que, pour s'adresser à « l'avant-garde large » (dont il est douteux qu'elle se situe en 1958 dans le PS-SFIO et dans FO), il faille aban-

donner toute référence à l'organisation parce qu'elle est trop faible est récurrente chez les opportunistes, en *rupture* avec toute la tradition communiste d'après 1848. Dans des conditions autrement difficiles pour organiser l'avant-garde, puisque le parti et la presse révolutionnaires sont interdits, Lénine préconise en 1899 (de Sibérie, où il est déporté) la création d'un organe du parti.

Nous devons nous assigner pour objectif immédiat la mise sur pied d'un organe du parti paraissant régulièrement et étroitement lié à tous les groupes locaux. (Vladimir Lénine, « Notre tâche immédiate », 1899, Œuvres, Progrès, t. 4, p. 224)

Quand le noyau marxiste russe réuni à Genève autour de Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch, Lénine et Martov s'attèle à construire en 1901 le parti ouvrier révolutionnaire (POSDR), il fonde pour cela un journal qui se réclame explicitement du mouvement communiste (« social-démocrate » dans le langage de l'époque).

À notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie... Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. (Vladimir Lénine, « Par où commencer ? », mai 1901, Œuvres, Progrès, t. 5, p. 17-18)

L'Iskra (Étincelle) est ouvertement l'organe du POSDR, ce que ne mentionne jamais Marie dans sa biographie de Lénine (Balland, p. 62-73). Aujourd'hui, Gluckstein revendique la filiation avec le liquidateur Lambert.

L'élément central de notre intervention et de notre construction, c'est la « Tribune des travailleurs »... nous ne faisons que reprendre l'orientation de Lambert reconstruisant l'organisation trotskyste en France à partir du bulletin « Informations ouvrières ». (TCI, Déclaration constitutive, novembre 2015, p. 14-15)

La Tribune des travailleurs a pour précurseurs, outre *Informations ouvrières* de 1958, deux oubliées : *La Commune*, publiée comme « organe de masse » par Molinier et Frank en 1935 (le groupe *La Commune* constitue la première expérience « trotskyste » de Lambert) et *L'Unité* publiée en 1950 par Lambert lui-même avec l'aide de la bureaucratie titiste. Du moins, *La Commune* se prononçait pour les milices ouvrières et le pouvoir des conseils, deux tabous pour le lambertisme.

C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire que de faire en sorte que son journal politique soit aussi accessible que possible aux masses... L'impatience opportuniste mène à cette conclusion que les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre sont trop avancés. Il faudrait donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, bref, jeter du lest. Au fond, cela signifie que nos mots d'ordre doivent correspondre, non à la situation objective, non au rapport des classes analysé par la méthode marxiste, mais à des appréciations subjectives, très superficielles et très insuffisantes, de ce que les masses peuvent accepter ou non. (Léon Trotsky, « Qu'est-ce qu'un journal de masse ? », 30 novembre 1935, Œuvres, ILT, t. 7, p. 174)

Lambert n'a pas fini de « lâcher du lest ». Au passage, la remarque de Trotsky ne s'applique pas seulement à *Informations ouvrières*, mais aussi à l'ultérieure *Lutte ouvrière* (présenté durant un quart de siècle comme le « journal d'Arlette »).

*Pendant des années, de 1958 à 1966, publiquement et officiellement, aucune organisation trotskyste n'existait plus. En 1958, « La Vérité » est devenue une « revue trotskyste »... Officiellement et publiquement, il n'y avait plus d'organe d'une organisation ou d'un groupe trotskyste, si faible soit-il, combattant pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et la reconstruction de la 4^e Internationale... Comme obstacle à la construction, il est difficile de faire pire. (Stéphane Just, « De l'opportunisme au révisionnisme, au liquidationnisme », *Combattre pour le socialisme*, 10 mars 1992)*

La Commune correspondait au refus de Molinier de rompre avec le centriste Pivert (dont un grand portrait accueille les visiteurs au CERMTRI) ; *Informations ouvrières* traduit l'adaptation politique de Lambert aux bureaucraties syndicales de FO et de la FEN.

1950-1992 : UN DIRIGEANT OCCULTE DE L'OCI-PCI, LE BUREAUCRATE SYNDICAL ET FRANC-MAÇON ALEXANDRE HÉBERT

Alexandre Hébert, né en 1921, rejoint la « gauche » de Pivert dans le PS-SFIO en 1936, devient anarchiste et franc-maçon en 1938.

Alexandre démissionne des Jeunesses socialistes... Un groupe anarchiste se constitue qui établit son siège à Elbeuf. Louis Dubost l'anime. Alexandre le rejoint... Le premier convainc le second de la valeur de la franc-maçonnerie. (Joël Bonnemaïson, Alexandre Hébert, 1996, Rocher, p. 39)

Hébert participe à la fondation de la Fédération anarchiste en 1945. Il est nommé secrétaire de l'union départementale Force ouvrière en 1948 et restera permanent toute sa vie. Au tout début des années 1950 (ni Lambert en 2002, ni Hébert en 2004, ni la brochure de 1982 du PCI de Nantes ne précisent la date), Alexandre Hébert, secrétaire de l'union départementale de Loire atlantique de FO et adhérent de la Fédération anarchiste, fait la connaissance de Lambert. À cette époque, presque tous les militants du PCI-SFQI de Nantes et Saint-Nazaire militent à la CGT (aujourd'hui, les militants des POI et POID de Nantes sont à FO).

*Ma rencontre avec Lambert s'est soldée sur un accord, sur la base de la « nécessité de reconstruire la Première Internationale »... On était sur l'orientation « surmonter la querelle entre Marx et Bakounine ». En fait, ils sont plus sectaires que nous, mais enfin il était sur cette orientation-là et on a passé un accord. Ça s'est terminé à 1 heure du matin place du Commerce à Nantes et l'accord a duré tant bien que mal. On n'était que tous les deux, et nous étions tous les deux avec un petit groupe. (Alexandre Hébert, « Entretien », 7 avril 2004, Karim Landais, *Passions militantes et rigueur historienne*, t. 1, STE tirage, p. 377)*

En 1959, Hébert vote au congrès national de FO pour le rapport de Bothereau alors que celui-ci vient de refuser de donner une consigne de vote au référendum de De Gaulle qui met en place la 5^e République. Les militants du « groupe Lambert » (Daniel Renard, René Dumont) s'abstiennent. Les anciens du PCI (SFQI) exclus par Lambert (Michel Lequenne, Marcel Gibelin) votent à juste titre contre avec l'opposition lutte de classe (*Appel des 58*).

*Un courant s'est bien dégagé dans FO pour que la centrale appelle au Non en septembre 1958, avec un appel de 58 responsables... Mais ni Hébert, ni Renard, ni Dumont ne figurent dans la liste... Au congrès de 1959, l'opposition de gauche est vive... et les votes contre le rapport moral sont nombreux (environ 11,5 % des mandats...). C'est dans ce contexte précis qu'Alexandre Hébert choisit de se déclarer satisfait de l'orientation confédérale... Hébert apporte aussi son soutien à une résolution rejetant « toute action commune avec la CGT communiste ». (Vincent Présumey, « Pierre Lambert 1920-2008 », *Démocratie et socialisme*, février-mars 2008)*

Lambert approuve Hébert.

Fait plus alarmant encore, dans « La Vérité » n° 517-518 –juin-septembre 1959– un article digne d'un contorsionniste, signé Pierre Lambert, s'emploie à justifier le vote du rapport

moral par Alexandre Hébert au congrès confédéral de Force ouvrière. (Stéphane Just, « De l'opportunisme au révisionnisme, au liquidationnisme », Combattre pour le socialisme, 10 mars 1992)

Début 1965, Alexandre Hébert soutient –au nom de « la démocratie », bien entendu– la candidature d'André Morice à la mairie de Nantes.

Morice symbolise aux yeux de tous l'Algérie française. Il a été le ministre qui s'est investi largement contre la rébellion algérienne... Pour Morice, l'hégémonie gaulliste à l'Assemblée est trop pesante... il juge nécessaire de conquérir quelques grandes mairies... Alexandre partage cette conception. Pas trop de pouvoir concentré en une seule main ! Il se fend alors d'une déclaration... (Joël Bonne-maison, Alexandre Hébert, 1996, Rocher, p. 107-108)

Morice, capitaliste du bâtiment (son entreprise a fait partie des constructeurs du Mur de l'Atlantique au compte du 3^e Reich), au Parti radical de 1924 à 1956, au gouvernement dès 1947, a été ministre de la Défense nationale durant la guerre d'Algérie, a conçu la « ligne Morice » en 1957 pour isoler le FLN de la Tunisie, a couvert la torture de masse et ne s'est opposé à De Gaulle que parce que ce dernier concède l'indépendance. La liste de « toutes les forces anticomunistes et antigauillistes » gagne l'élection municipale de mars 1965, Morice devient maire de Nantes jusqu'en 1977.

Le soutien affiché à un politicien bourgeois colonialiste n'empêche pas Hébert, en mai 1965, à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle, de soutenir la position de la direction de FO selon laquelle les syndicats n'ont pas à se mêler de la vie politique (à une exception : contre le PCF).

Disons ce que nous pensons en matière de politique économique et sociale. Et laissons le citoyen utiliser son bulletin de vote. (André Bergeron cité par Alain Bergounioux, Force ouvrière, 1975, Seuil, p. 157)

Hébert est hostile à la révolte de la jeunesse et réticent envers la grève générale de mai-juin 1968, conformément à la ligne de Bergeron et de la direction nationale de FO qui s'opposent à toute menace révolutionnaire, assimilée à un coup de force de l'URSS et du PCF.

Depuis de très nombreuses années, et notamment lors des événements les plus difficiles, nous avons été largement d'accord avec la démarche confédérale... (Alexandre Hébert, FO hebdo, 1^{er} octobre 1986)

À partir de cette date, Alexandre Hébert, qui n'est pas élu par le congrès, siège pourtant au bureau

politique de l'OCI, par la grâce de Lambert, comme en témoignent Berg, Just... et l'intéressé lui-même.

En 1968 j'étais d'accord avec Lambert. Je me suis aperçu de ça à distance. Comme moi il n'a pas beaucoup cédé [...] mais comme on n'avait pas de liens organiques, on était isolé l'un et l'autre. Lui, y compris avec ses militants ! Avec les trotskystes ici, et les anars. J'ai compris que j'aurais intérêt à formaliser un peu plus mes rapports avec eux. J'ai dit à Lambert : « Il faudrait qu'on se voie plus souvent. » Il m'a dit : « Tu viens quand tu veux, tu es invité. » Ça s'est passé comme ça... Ils m'autorisaient à aller à leur truc, surtout au Bureau politique. (Alexandre Hébert, « Entretien », 7 avril 2004, Karim Landais, Passions militantes et rigueur historienne, t. 1, STE tirage, p. 382)

Lambert au premier chef, mais aussi tous les membres du comité central et surtout du bureau politique de l'OCI-PCI, en cachant aux militants et en promouvant (Lambert) ou en tolérant (Berg, Just, de Massot, etc.) un bakouniniste et un franc-maçon, se trouvent en totale rupture avec l'AIT, la 2^e Internationale, l'Internationale communiste et la 4^e Internationale.

L'incompatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme était considérée comme évidente dans la plupart des partis de la Deuxième Internationale... Le fait, qui s'est révélé d'une façon inattendue au 4^e Congrès de l'Internationale communiste, de l'appartenance d'un nombre considérable de communistes français aux loges maçonniques est le témoignage le plus manifeste et en même temps le plus pitoyable que notre parti français a conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes, extrêmement compromettantes pour la tête du parti, avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie du Parti radical. L'Internationale considère comme indispensable de mettre fin, une fois pour toutes, à ces liaisons compromettantes et démoralisatrices de la tête du Parti communiste avec les organisations politiques de la bourgeoisie. L'honneur du prolétariat de France exige qu'il épure toutes ses organisations de classe des éléments qui veulent appartenir à la fois aux deux camps en lutte. (IC, « Résolution sur la question française », novembre 1922, Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 197)

Circonstance aggravante, dans le cas de Hébert, le Front national tient la place du Parti radical. Dans les années 1980, Alexandre Hébert confie L'Ouest

syndicaliste, le journal de FO en Loire-Atlantique, à un ancien du FN, Joël Bonnemaïson. L'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) d'Alexandre Hébert, Serge Mahé et Joachim Salamero manifeste une certaine indulgence pour le FN.

En termes simples, la thèse de la « préférence nationale » du Front national peut s'articuler ainsi : « Il n'y a pas assez de boulot pour tout le monde ? Les caisses de l'État sont vides ? Donnons la priorité aux citoyens français ! » Cette thèse est-elle xénophobe, raciste, antirépublicaine par essence ? La réponse est bien entendu « Non ». Ce n'est que l'application stricte d'un contrat social qui ne lie entre eux que les citoyens. (Michel Halevi, « Zoom médiatique sur le FN », L'Anarcho-syndicaliste, mai 1998)

Autrement dit, la nation qui est censée être incarnée par « l'État » l'emporte sur la lutte des classes entre les travailleurs de tous les pays et les capitalistes de tous les pays. Pour les anarcho-patriotes de l'UAS (membres du MPPT-PT-POI), les travailleurs immigrés ne font pas partie des « citoyens » qui ont passé librement un « contrat » entre eux. Par conséquent, le fasciste Jean-Marie Le Pen, nostalgique du 3^e Reich, ancien tortionnaire des combattants algériens et fondateur du FN, n'a pas tort de vouloir exclure les étrangers des emplois et des prestations sociales.

En réalité, l'État est le produit des contradictions de classe dont le rôle est de maintenir l'exploitation et la subordination des producteurs.

Du seul fait qu'elle est une classe et non plus un ordre, la bourgeoisie est contrainte de s'organiser à l'échelle non plus locale, mais nationale, et à donner une forme générale à ses intérêts communs. La propriété privée s'étant libérée de la communauté, l'État a acquis une existence particulière à côté de la société civile ; mais il n'est rien de plus que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité, pour garantir mutuellement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. (Karl Marx, « L'idéologie allemande », 1845, Œuvres, Gallimard, t. 3, p. 1109)

En septembre 1999, Hébert donne une entrevue à la presse du parti fascisant et xénophobe.

Le bureau confédéral de FO a pris ses distances hier avec l'interview d'un ancien responsable de l'organisation, Alexandre Hébert, au magazine du Front national, « Français d'abord », en laissant « l'entière responsabilité des propos publiés à son auteur ». (Les Échos, 12 octobre 1999)

Une conséquence de l'adaptation aux bureaucraties syndicales est l'indifférence de l'OCI-PCI aux besoins et aux aspirations des couches les plus opprimées des travailleurs : femmes, immigrés, homosexuels...

1965-1973 : LA CONTRADICTION ENTRE LA CLIQUE HÉBERT-LAMBERT ET LA FER-AJS

Comme VO hardyste (l'ancêtre de LO) ou le PCI (SUQI) pabliste et la JCR castriste (les prédécesseurs de la LC-LCR), le groupe lambertiste issu de la destruction du PCI-SFQI se renforce au cours de la vague révolutionnaire mondiale des années 1960, en recrutant dans la jeunesse ouvrière et étudiante, notamment dans les écoles normales d'instituteurs et de professeurs de sport.

Étant donné mes succès, Lambert me laissait carte blanche. (Boris Fraenkel, Profession : révolutionnaire, 2004, Le Bord de l'eau, p. 103)

Ainsi, le groupe est-il en mesure de se transformer en 1965 en Organisation communiste internationaliste (OCI, section française du CIQI) dont le projet de manifeste (1967) est rédigé par Gérard Bloch. Pour attirer les jeunes en formation et les jeunes travailleurs, dans une période de montée révolutionnaire mondiale, il faut plutôt se référer à la révolution plutôt qu'à la défense de la démocratie parlementaire et plutôt aux figures de Marx, Engels, Lénine, Trotsky qu'à Blum, Mollet, Jouxhaux ou Bergeron. D'où l'autonomie laissée alors à Fraenkel, la rédaction du *Manifeste de l'OCI* confiée à Bloch, la création d'une organisation de jeunesse (CLER, 1961 ; FER, 1968 ; AJS, 1969)...

Gérard Bloch édite la revue *La Vérité*. Boris Fraenkel recrute et forme les jeunes ; il fait connaître aux francophones Lukacs, Reich, Marcuse... Stéphane Just, qui restera employé puis ouvrier toute sa vie (à la RATP, les transports publics parisiens), analyse l'économie capitaliste et polémique avec le pablisme-mandélisme (entre autres : *Défense du trotskysme*, 1965 ; *Révisionnisme liquidateur contre trotskysme*, 1971). Pierre Broué, qui consacre sa vie à étudier le mouvement ouvrier révolutionnaire, publie dans les années 1960-1970 sur la révolution espagnole, la révolution hongroise, l'histoire du Parti bolchevik, la révolution allemande, etc. ; il collecte et présente les écrits de Trotsky sur deux pays (*Le Mouvement communiste en France*, 1967 et *La Révolution espagnole*, 1975) ; il édite les débats de l'Internationale communiste sur la Chine, réédite et présente l'*ABC du communisme* de Boukharine et Preobrajensky... Leur cadet Jean-Jacques Marie apprend le russe et commence à publier (une édition soignée de *Que faire ?* de Lénine en 1966, une biographie de Staline en 1967, etc.). À la même époque, le gourou de VO-LO, Hardy (Robert Bar-

cia), qui est aussi incapable que Lambert d'écrire un livre, interdit à ses cadres de le faire.

En outre, l'OCI s'appuie sur la SLL britannique qui a gagné en 1956-1957, au moment de l'écrasement de la révolution hongroise, un certain nombre de militants du CPGB par un combat pied à pied en direction du parti stalinien (que le groupe de Lambert n'a pas mené). La SLL a aussi conquis en 1962 la direction de l'organisation de jeunesse travailliste (YS). Enfin, elle a maintenu en 1963 le Comité international de la 4^e Internationale malgré la désertion du SWP américain. Pour le meilleur et pour le pire, le combat pour préserver le CIQI est mené par la SLL.

Sans aucun doute, la lutte internationale contre le pablisme menée par la section anglaise fut d'une importance décisive. (Stéphane Just, *Défense du trotskysme* t. 1, 1965, OCI, p. 251)

Grâce à l'apport de la jeunesse, s'appuyant sur le CIQI et sur des cadres du PCO-SFQI (Bloch, Broué, Just...), l'OCI atteint son apogée. Pourtant, elle va peu à peu sombrer car elle est aux mains d'un opportuniste qui ne sera pas contesté. La dynamique révolutionnaire coexiste avec la perspective de mettre en place soi-même une organisation centriste (« *la transition dans le parti* » selon Lambert, ce qui est très différent d'intervenir éventuellement dans un parti centriste existant), une conception opportuniste du front unique (érigé en stratégie) et surtout des alliances douteuses (nouées, souvent en coulisse, par Lambert).

Le moyen le plus sûr de discréditer une nouvelle idée politique et de lui nuire, c'est de la défendre en la poussant à l'absurde. En effet, toute vérité, si on la rend « exorbitante », si on l'exagère, si on l'étend au-delà des limites de son application réelle, peut être poussée à l'absurde, et, dans ces conditions, se change même infailliblement en absurdité. (Vladimir Lénine, « La maladie infantile du communisme », avril 1920, *Œuvres*, Progrès, t. 31, p. 58)

Si le front unique ouvrier était une stratégie, il figurerait dans le programme de 1938 et le manifeste de 1940. Tel n'est pas le cas : il n'est mentionné en tant que tel ni dans l'un ni dans l'autre et il est même totalement absent du manifeste de la conférence d'alarme de la 4^e Internationale, le dernier écrit programmatique de Trotsky. La stratégie de la 4^e Internationale repose sur la construction du parti mondial de la révolution socialiste, la lutte contre les agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, l'armement du peuple, les conseils de travailleurs, l'insurrection, la prise du pouvoir, la destruction de l'État bour-

geois, l'expropriation du grand capital, la révolution mondiale.

On peut résumer la substance de notre programme en deux mots : dictature du prolétariat. (QI, « La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », mai 1940, *Les Congrès de la 4^e Internationale* t. 1, La Brèche, p. 370)

L'aspiration de l'avant-garde de la jeunesse à la révolution socialiste mondiale, à construire une internationale et un parti contre les directions traîtres se heurte forcément à la soumission aux directions de FO et de la FEN, à la sociale-démocratie européenne. D'où le recours par Lambert à l'invention de la « *stratégie du front unique* » qui vise à se cantonner à la pression sur les bureaucraties, censées pouvoir se substituer à la classe ouvrière et à la révolution par cette pression des « trotskystes ».

L'AJS, l'Alliance ouvrière, l'OT sont désormais en mesure d'être un facteur objectif de la lutte des classes. La conclusion la plus simpliste et la plus fausse peut être arbitrairement tirée de cette appréciation : savoir qu'elles auraient immédiatement et directement à organiser les luttes des jeunes et de la classe ouvrière... Non ! Bien comprendre que l'AJS, l'AO et l'OT sont des « composantes du mouvement ouvrier » signifie... qu'elles sont les instruments intervenant consciemment afin que se réalise le Front Unique Ouvrier. (« Résolution politique de l'Organisation trotskyste », *La Vérité*, juin 1969)

Comme le prouveront la décision du 10 mai 1968 contre l'opinion de Chisserey et de Berg puis les exclusions de l'AJS des partisans de la LRSB en 1972, Lambert et Just ne laissent pas l'organisation de jeunesse faire ses propres expériences. Lambert sent un danger potentiel dans la jeunesse attirée par le marxisme révolutionnaire dont Claude Chisserey est emblématique dans les années 1960. Ainsi, son successeur des années 1980, Cambadélis, est avant tout un bureaucrate syndical pour qui le « trotskysme », comme pour son maître, n'est qu'une rhétorique pour habiller l'opportunisme. Berg est, rétrospectivement, une transition entre les deux.

L'organisation de ce groupe est tenue par Pierre Lambert qui est en même temps l'homme clef du second pilier, un réseau amicalo-syndicaliste qui devient l'opposition officielle, alliée à la direction dans FO, tout en étant bien présent aussi à la FEN. Ce réseau repose sur des compromis avec les appareils syndicaux... Son développement n'est pas contrôlé par l'organisation, mais par Lambert personnellement ; mais tous les autres respon-

sables politiques, Stéphane Just comme Pierre Broué, acceptent qu'Alexandre Hébert assiste fréquemment aux réunions du bureau politique de l'OCI... Progressivement, le premier pilier (construction d'un parti révolutionnaire) sera adapté et sacrifié au second pilier (le réseau bureaucratique-amical dont Lambert est le centre). (Vincent Prémey, « Pierre Lambert 1920-2008 », *Démocratie et socialisme*, février-mars 2008)

Lambert mettra un terme définitif à l'aspiration à la révolution au sein de sa propre organisation en fondant le MPPT-PT avec l'aide d'Alexandre Hébert (FO) et de Roger Sandri (FO).

1968 : LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE DÉSAÏE L'OCI

Les faiblesses théoriques et politiques de l'OCI sont révélées au grand jour durant la révolte de la jeunesse de mai 1968 et la grève générale de mai-juin 1968. La crise révolutionnaire s'inscrit dans une montée internationale que ses dirigeants ne perçoivent pas, obnubilés par le recul en France qu'avait constitué le coup d'État de 1958. Alors que De Gaulle a besoin d'un second tour pour être élu à la présidentielle de 1965, le groupe Lambert perçoit l'événement comme un renforcement et un prélude à une offensive qui confine au fascisme.

Le 19 décembre, De Gaulle a reçu le blanc-seing qui doit lui permettre de matraquer les travailleurs, d'entreprendre la phase ultime de destruction des dernières lignes de défense du prolétariat. (Informations ouvrières, 24 janvier 1966)

Le 7 mai 1968, le bureau confédéral de FO dénonce la révolte des étudiants, convergeant ainsi avec le PCF. La nuit du 10 au 11 mai, la jeunesse parisienne (étudiante, lycéenne et salariée) affronte la police au Quartier latin. La Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) est partisane d'y participer. Mais la direction de l'OCI décide ce jour-là à la place de la FER.

Lorsque le cortège de la FER sortant d'un meeting arrive au carrefour Odéon-St-Michel, les affrontements entre les milliers d'étudiants et la police sont déjà engagés. C'est l'affrontement de la jeunesse contre l'État bourgeois. La FER est respectée dans le milieu. Nous avons jusque-là joué un rôle majeur. Sur le terrain en participant à toutes les mobilisations étudiantes et toujours, en mettant en avant la solidarité, le lien nécessaire entre les étudiants et la classe ouvrière... Claude Chisserey est le plus talentueux d'entre tous... Notre influence dans l'UNEF est considérable comparé à nos forces militantes. Stéphane Just ce soir décide que nous n'avons

*rien à faire au Quartier Latin. Notre mot d'ordre « 500 000 travailleurs au Quartier latin » est aux antipodes de « l'affrontement gauchiste » qui oppose « quelques milliers d'étudiants aux forces de l'ordre ». Il faut partir. Appeler les étudiants à dissoudre la manifestation ! Il y a quatre membres du BP. Stéphane, De Massot, Xavier et Claude, moi je suis membre du CC. Les trois membres du BP s'alignent sur Just. Claude et moi sommes contre. Évidemment nous appliquons. Ce jour, cet épisode, est une catastrophe politique qui va nous couper de dizaines, de centaines de milliers d'étudiants et jeunes travailleurs ! Et cette défaite pèsera lourd, pendant des années. Elle nous a marginalisé, coupé des luttes culturelles, du féminisme, de la lutte contre l'homophobie, etc... Claude ne s'en remettra jamais. (Charles Berg, « La dégénérescence de l'OCI », 27 octobre 2015, *Club politique Bastille*)*

Lambert ne quitte pas pour si peu le 40^e congrès de la Fédération des employés et cadres de FO qui se tient à Toulouse. À Paris, la JCR de Krivine, Bensaïd et Weber s'aligne sur les bakouninistes (incarnés alors par Daniel Cohn-Bendit) qui n'ont pour politique que de défier la police et l'État.

Mais il ne faut pas croire que tous les anarchistes se réjouissent de l'insoumission de la jeunesse et de la grève générale : le partenaire anarcho-syndicaliste de Lambert dans FO, Alexandre Hébert, leur est résolument hostile.

La petite bourgeoisie évacue sa déjection sur les pavés du « Boul'Mich »... Les grèves de 1968 –grèves étudiantes– sont un mouvement de désespérance qui tiennent du folklore... C'est ainsi en tout cas que Hébert analyse les agitations du printemps 1968... Alexandre pousse plus loin son analyse : « 1968 est le prélude à une mouvance réactionnaire qui culminera en 1981 »... Il se retrouve ici tiré par les amis, là poussé par les militants dans un comité intersyndical... Pendant Mai 68, Hébert maintient une priorité : l'organisation syndicale dont il a la charge. Il comprend l'inutilité de cet embrasement. (Joël Bonne-maison, Alexandre Hébert, 1996, Rocher, p. 91, 95, 97)

N'en déplaise à Georges Marchais (et à Hébert), la classe ouvrière oblige les organisations de masse à protéger la jeunesse. Les travailleurs s'engouffrent dans la brèche que la révolte d'une partie des jeunes a ouverte. Alors, Hébert s'efforce de préserver la bureaucratie FO contre l'auto-organisation... et s'emploie à rassurer le préfet.

Un jour de mai, des militants sont ramassés par les forces de police nantaises. Alexandre intervient, appelle la préfecture. Il obtient le préfet, Jean-Émile Vié... « Comment allez-

vous, monsieur le préfet ? » Suffoqué de cet apparent détachement du syndicaliste nantais, le préfet explose : « Comment osez-vous me demander si ça va ? Mais c'est la révolution ! » « Là, ça fait longtemps que je vous avais prévenu, et ne me faites pas croire que vous pensez que c'est une révolution. Me prenez-vous pour un con ? ». (Joël Bonnemaison, Alexandre Hébert, 1996, Rocher, p. 93)

Face à la grève générale spontanée, Hébert et la bureaucratie de FO s'affairent, comme le PCF et la direction stalinienne de la CGT, à protéger le capitalisme français en bornant le mouvement à des revendications économiques. Grande figure de la franc-maçonnerie et des congrès syndicaux, Hébert ne joue qu'un rôle réduit lors de la crise révolutionnaire. Par contre, en Loire atlantique, les militants de l'OCI, dont Yvon Rocton, jouent un rôle décisif dans la première occupation, le 14 mai, à l'usine Sud-Aviation (aujourd'hui Airbus) de Nantes. En dépit de Hébert père, la Loire atlantique est un des endroits où s'esquisse un double pouvoir, avec le comité central de grève ouvriers-paysans-étudiants.

L'union locale FO (dirigée ici par des trotskistes lambertistes) a proposé à la CGT et la CFDT d'organiser un comité central de grève local et départemental s'appuyant sur les comités de base des usines, des bureaux et des chantiers, dans le but de contrôler les prix, la distribution de l'essence, l'alimentation et les secours aux familles de grévistes. Le comité de grève siège à la mairie et semble jouer le rôle d'une administration parallèle... Les délégués de salariés travaillent avec les représentants des paysans pour organiser le ravitaillement dans les quartiers populaires. (Philippe Artières & Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, 2008, La Découverte, p. 253)

Reste que, en mai et juin 1968, l'OCI n'intervient quasiment pas sous son nom ; elle apparaît surtout sous deux faux nez : la Fédération des étudiants révolutionnaires et les Comités d'alliance ouvrière.

Pendant la grève générale, nous avons, à juste titre, mis en avant le mot d'ordre de la constitution d'un comité central de la grève générale. Nous n'avons pas répondu à la question du gouvernement... Dès lors, que nous le voulions ou non, notre politique avait un caractère trade-unioniste. Nous versions dans l'illusion que la grève générale « organisée » par le CC de grève se suffirait à elle-même. De plus, nous n'avons pris aucune initiative réelle qui ouvre la voie à la réalisation de ce comité central de la grève générale. (Stéphane Just,

Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 11)

En fait, Lambert évite soigneusement de heurter les bureaucraties de FO et de la FEN. Au moment décisif, le lambertisme tourne le dos à la révolution. Avec l'aide du PCF et de la direction de la CGT, et dans une moindre mesure, du PS-SFIO et de la direction de FO, le gouvernement De Gaulle-Pompidou convoque les élections législatives. Il interdit l'OCI, la FER, le PCI (SUQI), la JCR, VO et toutes les autres organisations qui se réclament de la révolution.

Pendant près d'un an, il n'y eut pas d'organisation trotskyste officielle. Ce n'est que le 12 mai 1969 que nous avons proclamé « l'Organisation trotskyste, pour la reconstruction de la 4^e Internationale ». Ainsi, nous avons accepté de nous taire pendant près d'un an en tant qu'organisation trotskyste combattant pour la reconstruction de la 4^e Internationale et sur son programme. « L'OCI était en culottes courtes » : elle s'abritait derrière l'AJS [Alliance des jeunes pour le socialisme] et, dans une certaine mesure, derrière la Fédération des Comités d'alliance ouvrière. C'est une attitude typiquement opportuniste. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 44)

En 1969, Lambert et Hébert votent au congrès FO le rapport moral. Autrement dit, ils approuvent le bilan de la direction sortante pour les deux années qui précèdent, dont l'orientation de défense du capitalisme et de l'État bourgeois suivie en mai-juin 1968. Ils ne cesseront plus de voter les rapports moraux. De même, plus d'une fois, les responsables enseignants de l'OCI votent les rapports de la direction de la FEN.

En 1969, Lambert et Just décrètent « l'imminence de la révolution ». Pour Lambert, en France, la direction de FO et de la FEN, le PS expriment ce processus, le reflètent. Le lambertisme omet soigneusement l'enseignement de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale : les « reformistes » s'opposent à la révolution et cet aspect de leur politique est déterminant. C'est pourquoi l'OT lambertiste se prononce pour un candidat unique du PS-SFIO et du PCF à l'élection présidentielle de 1969, alors que la LC présente le conscrit Alain Krivine, qui lui permet de mener une campagne nationale et d'étendre son implantation. La direction de LO, qui n'est pas renommée pour son sens de l'initiative, ne perdra pas la leçon.

En 1970, l'OCI est légalisée, sans apparaître beaucoup plus. Elle laisse la LC (SUQI) occuper le terrain de l'organisation léniniste affichée. En mai 1971, pour le centenaire de la Commune, tandis que la LC réussit une manifestation internationale

avec la participation de l'YSA américaine (liée au SWP membre de la « QI » pabliste), des sections européennes de la « QI » pabliste et de LO, Lambert fait défiler l'AJS avec la franc-maçonnerie (GOF).

En mai 1971, l'Alliance des jeunes pour le socialisme et l'OCI à l'occasion du centenaire de la Commune défilent aux côtés des Radicaux de gauche, de Force ouvrière, du Grand Orient et de la Grande Loge. (Frédéric Charprier, Histoire de l'extrême-gauche trotskiste, 2002, Éditions 1, p. 335)

L'AJS (pas l'OCI elle-même) prend sa revanche avec le rassemblement d'Essen (Allemagne) en juillet 1971, appelé avec les jeunes du POUM et le syndicat étudiant américain NSA (aujourd'hui USSA). Mais le succès numérique est terni par la dispute avec les YS de Grande-Bretagne (l'organisation de jeunesse de la SLL dirigée par Healy) qui réclament que la priorité soit accordée à la théorie marxiste.

Quelques mois plus tard, Healy scissionne le CI-QI.

1971 : LA TENDANCE AU « NATIONAL-TROTSKYSME » S'AFFIRME

Le Comité international de la 4^e Internationale (CIQI) mis en place en 1953 par les sections américaine (SWP), britannique (Club), française (PCI) et suisse (MAS) est empreint de graves faiblesses :

- il renonce au combat pied à pied contre le pabliste au sein de la 4^e Internationale et de chaque section,
- il adopte le fédéralisme,
- il ne met pas en cause le front uni anti-impérialiste adopté au congrès de 1951.

Le MAS de Suisse, par crainte de la répression, n'intervient pas ouvertement, mais par un parti légal large (la PA-SAK-SAB) ; il décline au fil du temps et finit par disparaître. Le PCI de France se met au service du nationalisme algérien, puis le groupe Lambert et l'OCI multiplient les liens avec la bureaucratie syndicale de guerre froide et la sociale-démocratie européenne ; le SWP des États-Unis s'adapte à l'aile la plus droitière du stalinisme puis capitule devant le castrisme ; le Club de Grande-Bretagne s'adapte dans les années 1950 à la gauche travailliste, au point de ne plus avoir d'organe propre, son successeur le WRP se fait financer à partir du milieu des années 1970 par les régimes despotiques du Proche-Orient (Husseïn, Kadhafi...) ; le POR d'Argentine rejoint le mouvement nationaliste bourgeois du général Perón en 1956, puis Palabra Obrera se rallie au castrisme et Moreno critique la révolution permanente en 1962, fusionne avec des castristes pour former le PRT en 1965...

Le fédéralisme empêche la correction des erreurs commises par les sections, ce qui conduit à d'autres encore plus graves et à la destruction du CIQI lui-même en 1963... Il contraste avec l'hypercentralisme pratiqué au sein des organisations nationales qui le composent.

Le mouvement s'est construit comme une addition de sections nationales. Pas comme des sections d'un parti mondial de la révolution en construction, en discussion. Non. Comme des organisations « nationales-trotskyistes ». L'Internationale était simplement un plus. Chacun veillant à rester maître chez lui ! Et ces organisations bâties sur le principe du centralisme démocratique avaient des chefs inamovibles qui incarnaient cette politique nationale. (Charles Berg, « La dégénérescence de l'OCI », 27 octobre 2015, Club politique Bastille)

Lambert est forcé de rompre avec le MNA en 1958. Mais il ne cessera jamais de prétendre que la révolution entraîne telle ou telle direction du mouvement à remplir un rôle progressiste, ce en quoi il rejoint les autres épigones révisionnistes et liquidateurs de la 4^e Internationale (Deutscher, Pablo, Grant, Cliff, Healy, Mandel, Moreno...). Pour cela, ils isolent des autres tel ou tel mot d'ordre, conçu chez Lénine et Trotsky pour frayer la voie à la révolution, et le travestissent en solutions réalistes et réalisables au sein du capitalisme. Lambert ne se différencie des autres usurpateurs que par l'étroitesse nationale.

Pierre Lambert voyageait assez peu à l'extérieur de la France et il ne connaissait aucune langue étrangère. (Benjamin Stora, La Dernière génération d'octobre, 2008, Hachette, p. 195)

De 1961 à 1968, la SLL domine le Comité international. La position de Healy (SLL) pour résister à l'adaptation au castrisme et au sabotage du CIQI par Hansen (SWP) est... qu'il n'y a aucune révolution sociale à Cuba.

Malgré les analyses correctes de la minorité du SWP des États-Unis (Tim Wohlforth, *Cuba and the Deformed Workers States*, 20 juillet 1961) et du POR de Bolivie (Guillermo Lora, *Lección Cubana*, décembre 1962), qu'elle connaît fort bien, la direction de l'OCI défend que « l'équipe de Batista a été balayée, mais les structures de l'État bourgeois ne se sont pas volatilisées » (« Rapport sur la situation internationale au 20^e congrès de l'OCI », *La Vérité*, novembre 1975).

En 1966, en pleine conférence du CIQI à Londres, Healy chasse de manière scandaleuse le groupe Spartacist des États-Unis (aujourd'hui SL), avec l'approbation de la délégation de l'OCI.

La SLL de Grande-Bretagne scissionne délibérément le CIQI en 1971. L'OCI le lui abandonne et crée le Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale (CORQI). Déjà, l'activité internationale était peu discutée par la base de la SLL et de l'OCI, contrairement à ce qui se passait dans les sections au temps de la 4^e Internationale. L'éclatement du CIQI libère les tendances centrifuges à l'oeuvre dès sa constitution sur la base du fédéralisme en 1953.

Il y avait, aggravée considérablement par la dislocation de l'Internationale, la tendance à ne pas considérer l'Internationale et la lutte pour sa construction comme une dimension essentielle de la construction et de l'activité de chaque section, mais comme un couronnement de cette construction et de cette activité. (Stéphane Just, « Crise et reconstruction de la 4^e Internationale », *La Vérité*, novembre 1975)

Dès lors, Lambert, de Massot et Just subordonnent la question de l'Internationale à la construction de l'OCI-PCI, comme Healy, Banda et Slaughter à celle de la SLL-WRP. En plus de la surestimation des élections, celle de la France affleure.

Les élections législatives françaises de 1973 sont au centre de la crise du capitalisme, de la bourgeoisie mondiale. (Programme d'action de la classe ouvrière, 1973, OCI, p. 15)

Désormais sans frein, Lambert étend à l'échelle internationale les méthodes opportunistes et destructrices dont il use depuis 1953 en France.

- En 1972, la LRSH de Hongrie, qui s'oppose à l'abandon du CIQI, est expulsée. Elle fonde en 1973 la LIRQI avec la plupart des autres militants du CO de l'Europe de l'Est, une poignée de militants jeunes de l'OCI de France et le PORE d'Espagne.
- En 1973, Lambert contribue à la reconstruction de la sociale-démocratie (PSP) au Portugal.

Aveugle serait celui qui refuserait de voir que sur les problèmes brûlants de la révolution, aujourd'hui, le PS portugais a engagé un combat qui rejoint les intérêts fondamentaux du prolétariat : démocratie ouvrière dans les syndicats, élections municipales, respect de la Constituante, liberté de la presse, etc. (Informations ouvrières, 10 septembre 1975)

Aveugle qui refuse de voir que le parti ouvrier bourgeois PSP de Soares emploie toute son influence à trahir la révolution portugaise de 1974-1975, complétant la politique contre-révolutionnaire du stalinisme (PCP) qui subordonne la classe ouvrière à une partie de l'état-major (MFA). D'ailleurs, une fois l'État bourgeois sauvé, Soares se débarrasse de ses « trotskystes » en janvier 1977.

- En 1974-1977, Lambert tente de ressusciter – en vain – le POUM en Espagne par l'intermédiaire de Germinal (Marius Lleget), un autre noyau rejoignant la sociale-démocratie (PSOE).
- En 1978, le CORQI exclut la LO de Palestine-Israël.
- En 1978, la classe ouvrière est le moteur de la révolution qui débute en Iran. Le noyau de militants iraniens du CORQI, éduqué dans le légalisme, le front uni anti-impérialiste, la révolution par étapes et le suivisme envers le nationalisme bourgeois est envoyé en 1979 rejoindre le HKS de la « QI » pabliste. Ses militants disparaissent dans l'écrasement du mouvement ouvrier mené par l'islamo-fascisme de 1979 à 1988. Aucune leçon n'est tirée par le QI-CIR de la révolution iranienne et de la contre-révolution islamiste, un des événements les plus importants de la fin du 20^e siècle, ce qui pèsera lourd dans la politique ultérieure du PT d'Algérie.
- En 1979, le CORQI exclut PO d'Argentine, ce qui entraîne le départ du POR de Bolivie.

1971 : LAMBERT, SUPPLÉTIF DE MITTERRAND

Pendant ce temps, Lambert, en sous-main, contribue au renforcement de la sociale-démocratie en Europe et en France. Il envoie au PS, à partir de 1971, plusieurs dizaines de militants, dont le plus connu est Lionel Jospin.

Nous avons mené campagne pour l'unité pour chasser Giscard et appelé à voter Mitterrand au premier tour en 1981. C'est dans ces mêmes conditions que nous avons estimé correct, en 1971-1972, d'engager Jospin à pratiquer la tactique de l'entrisme. (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, *Itinéraires*, 2002, Rocher, p. 139)

Cette opération est étrangère à l'entrée temporaire des bolcheviks-léninistes dans les années 1930 dans les partis réformistes, contrairement à ce que prétend Lambert. En effet, les militants envoyés dans le PS ont pour consigne d'oublier le programme communiste et de ne pas s'opposer à Mitterrand.

Il s'agissait effectivement d'un travail d'implantation secret. Une fraction. Rien à voir avec l'entrisme. Et ce travail a porté ses fruits. Jospin est entré sur cette ligne dans le PS. Il avait le talent et le profil pour grimper, vite, dans l'appareil. Mitterrand avait besoin d'un dirigeant pour résister au PC. Ça tombait bien... Cette orientation a changé du tout au tout en mai 1981. La « ligne » était claire, limpide. Un militant pouvait accéder aux responsabilités exceptées celles qui l'obligent à appliquer la politique d'un gouvernement de front

populaire ! En acceptant la proposition de F. Mitterrand de lui succéder, Jospin a radicalement rompu avec cette orientation. Mais ce n'est pas lui qui a décidé ! Un BP extraordinaire s'est tenu. Il était présent. À l'initiative de Lambert, le BP a voté à l'unanimité que Lionel devait accepter d'être 1^{er} secrétaire ! (Charles Berg, « La dégénérescence de l'OCI », 27 octobre 2015, *Club politique Bastille*)

Lors de la constitution en 1972 de l'Union de la gauche, un front populaire entre le PS, le PCF et le MRG (aujourd'hui PRG), le premier mouvement de Lambert converge avec la position de la LCR : pousser le front populaire vers la gauche (« *Union de la gauche, appliquez votre programme !* »). Just parvient à convaincre qu'il faut opposer frontalement à l'UG le gouvernement ouvrier et paysan, une position inspirée de la 4^e Internationale de 1936-1940 qui renforce l'OCI durant les années 1970 face à la LCR et à LO.

Contre les fronts populaires et la gestion loyale du capitalisme, il est nécessaire d'appeler les organisations de masse de la classe ouvrière à rompre avec la bourgeoisie et même à gouverner.

*De tous les partis et organisations qui s'ap-
puient sur les ouvriers et les paysans et par-
lent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent
politiquement avec la bourgeoisie et entrent
dans la voie de la lutte pour le gouvernement
ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur
promettons un soutien complet contre la réac-
tion capitaliste. En même temps, nous dé-
ployons une agitation inlassable autour des
revendications transitoires qui devraient à
notre avis constituer le programme du gou-
vernement ouvrier et paysan. (QI, L'Agonie
du capitalisme et les tâches de la 4^e Interna-
tionale, septembre 1938, OCI, p. 33)*

Mais les centristes en tirent parfois argument pour couvrir leur opportunisme :

- en surestimant l'importance des élections, alors que la question de la rupture avec la bourgeoisie n'est pas seulement ni même principalement une question électorale ;
- en mettant de plus en plus en veilleuse les revendications transitoires, alors qu'il faut déployer, en même temps que l'exigence de la rupture, une agitation inlassable pour le programme qui devrait être celui d'un gouvernement ouvrier ;
- en interprétant l'accès des partis ouvriers bourgeois au gouvernement de l'État bourgeois comme ouvrant la possibilité d'un gouvernement ouvrier.

En 1971, l'AJS publie une brochure sur le gouvernement ouvrier. En 1973, tout en présentant 20

candidats aux élections législatives, l'OCI adopte déjà une perspective différente, celle du « *gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois* ».

Après les manifestations ouvrières de 1934 qui imposent le front unique au PCF, Trotsky propose à la LC(BL) d'adopter un programme pour répondre à la nouvelle situation. Il n'est aucunement question de gouvernement PCF-PS.

Il faut un gouvernement du peuple travailleur, un gouvernement ouvrier et paysan... Le gouvernement directement issu du peuple travailleur... Le gouvernement ouvrier et paysan pourra.. (Léon Trotsky, « Pour un programme d'action », mars 1934, *Œuvres*, EDI, t. 4, p. 94)

Le prolétariat peut s'engager devant les paysans à ce que la transformation ultérieure de l'agriculture tic puisse se produire qu'avec le consentement des paysans eux-mêmes, et ces contrats honnêtes entre deux classes doivent trouver leur réalisation et en même temps leur garantie dans le gouvernement ouvrier et paysan. (p. 95)

Quand Pierre Naville rédige ce programme, celui-ci ne contient pas de mot d'ordre de gouvernement PCF-PS. Il revendique une nouvelle Commune de Paris, « *une Commune ouvrière et paysanne* », sans que Trotsky, à notre connaissance, y trouve à redire.

La lutte pour la Commune ouvrière et paysanne. (LC, *Programme d'action*, juin 1934, GB, p. 21)

Par le contrôle ouvrier et paysan ! Par l'alliance ouvrière ! Par l'armement du prolétariat ! Par la milice antifasciste du peuple ! En avant, vers la Commune ouvrière et paysanne ! (p. 26)

L'unique fois où Trotsky avance, dans les années 1930, la perspective d'un « *gouvernement socialiste-communiste* », ce n'est pas en tant que programme des bolcheviks-léninistes. Il use d'un procédé pédagogique : il se place du point de vue des militants du PCF ou du PS-SFIO et leur décrit ce que devrait faire le front unique des deux partis s'il se prenait au sérieux.

Quels sont les objectifs de ce front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre lui... Le but du front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce front unique se prend au sérieux —et c'est à cette seule condi-

tion que les masses populaires le prendront au sérieux—, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. (Léon Trotsky, « Où va la France ? », octobre 1934, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 471-472)

Aussitôt après, Trotsky indique qu'il ne s'agit pas essentiellement d'élections, au rebours des tromperies des deux partis ouvriers-bourgeois et rappelle que le parlement est impuissant.

Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. (p. 472)

Un peu plus loin, il affirme qu'il faut surtout exiger du front entre PCF et PS-SFIO qu'il défende les revendications qui mettent forcément en cause la propriété privée.

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que si une opposition contre l'aggravation de la situation des masses dans le cadre du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui avec un gouvernement ouvrier et paysan-

doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme. (p. 473)

Enfin, il rappelle qu'il faut se défendre et s'armer.

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte, car ces derniers nous sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial : une campagne de la presse ouvrière, orchestrée, frappant sur le même clou ; des discours authentiquement socialistes à la Chambre, non de députés apprivoisés, mais de chefs du peuple ; l'utilisation pour la propagande révolutionnaire de toutes les campagnes électorales ; des meetings répétés, où les masses ne viennent pas simplement pour entendre les orateurs, mais pour recevoir les mots d'ordre et directives de l'heure ; la création et le renforcement de la milice ouvrière ; des manifestations bien organisées, balayant de la rue les bandes réactionnaires ; des grèves de protestation : une campagne ouverte pour l'unification et l'élargissement des rangs des syndicats sous le signe d'une lutte de classes résolue ; des actions opiniâtres et bien calculées pour gagner l'armée à la cause du peuple ; des grèves plus larges ; des manifestations plus puissantes ; la grève générale des travailleurs des villes et des champs ; une offensive générale contre le gouvernement bonapartiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. (p. 474)

Le programme de 1937 du POI-SFQI est fidèle aux conseils de Trotsky... et ne comporte aucune mention d'un gouvernement du PCF et du PS, encore moins d'une majorité des partis ouvriers bourgeois à l'Assemblée.

Cette politique ne peut être menée que grâce à une lutte acharnée pour instaurer le socialisme et exproprier la grande bourgeoisie. Pour se défendre dans cette lutte, le prolétariat doit mettre à l'ordre du jour la question de l'organisation de ses milices prolétariennes, de son armement. Sur tous les lieux de travail, dans les quartiers et les villages, dans l'armée, doivent être construits et développés des comités de masse qui seront l'expression « soviétique » de la volonté révolutionnaire du prolétariat. (Parti ouvrier internationaliste, Ce que veut le POI, 1937, p. 14)

La République ouvrière et paysanne détruira jusqu'au fond l'État bourgeois actuel. (p. 16)

En 1975, la confusion de l'OCI augmente, car l'éventuel gouvernement PS-PCF est décrit comme un « gouvernement ouvrier-bourgeois » et il est même envisagé qu'un tel gouvernement exproprie le capital. En 1976, le processus objectif serait d'une telle vigueur que les partis les plus pourris peuvent servir la révolution.



*On ne peut exclure qu'en différentes parties du monde de nouveaux pans du système impérialiste s'effondrent et que des États ouvriers bureaucratiques se constituent... L'éventualité la plus vraisemblable en Europe est celle d'une dislocation du système impérialiste, d'une crise économique monstrueuse... En France, en Italie, en Espagne, au Portugal, etc., la formation de gouvernements des partis ouvriers sans représentant des partis bourgeois ne peut être envisagée qu'à la suite d'un krach politique de la bourgeoisie, d'une crise révolutionnaire. Dans ces conditions, il est impossible d'écarter l'hypothèse qu'un tel gouvernement soit contraint d'aller plus loin qu'il ne le veut dans la rupture avec la bourgeoisie... (« Rapport sur la situation internationale au 20^e congrès de l'OCI », *La Vérité*, novembre 1975)*

Un tel gouvernement du PS et du PCF sans ministre bourgeois pourrait-il conduire au socialisme ? Oui, si les dirigeants des partis ouvriers décident de rompre avec la bourgeoisie et si les masses laborieuses et la jeunesse prennent en main leur sort... (Assises nationales pour le front unique, décembre 1976)

Envisager toutes les possibilités est un signe d'intelligence, par contre fonder une ligne sur la moins vraisemblable est passablement stupide. Comme chez les grantistes, la prévision apocalyptique type troisième période d'erreur de l'IC stalinisée (la crise mortelle de la 5^e République, la crise économique insurmontable) couvre l'opportunisme le plus trivial.

Dans tous les cas où des partis petits-bourgeois sont allés plus loin qu'ils ne le voulaient eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ils avaient les armes. Des partis comme le PS ou le PCF sont devenus sociaux-impérialistes depuis respectivement 1914 ou 1934, ils ont donné des ministres en 1944 à un bonaparte comme le général De Gaulle, ils ont défendu l'empire colonial. La possibilité qu'ils puissent s'appuyer sur les armes contre la bourgeoisie est infime. La question de l'armement est justement omise par l'OCI centriste, sans parler des MPPT-PT-POI ultérieurs, carrément réformistes.

Ni le programme d'action de la LC-BL de 1934, ni celui du POI-SFQI de 1937 ne revendique un gouvernement du PS-SFIO et du PCF. Par contre, le « gouvernement PS-PCF » devient en 1973 l'axe de la politique lambertiste et finit, logiquement, par aboutir à l'abandon de toute candidature de sa part, afin de ne pas gêner la formation d'une majorité parlementaire des partis ouvriers-bourgeois et leur accession légale à la gestion des affaires de la bourgeoisie.

1977 : POUR ENVOYER UNE « MAJORITÉ PS-PCF » AU PARLEMENT

Le Comité central réuni trois jours en septembre 1977 décrète que, aux législatives de mars 1978, l'OCI ne présentera pas de candidats, que seuls sont légitimes ceux des partis vendus à la bourgeoisie.

*Les masses exploitées voteront pour les candidats du PS et du PCF. L'OCI appelle à voter classe contre classe pour les partis ouvriers contre les partis bourgeois. L'OCI appelle à combattre pour une majorité PCF-PS aux élections législatives. (OCI, « Déclaration du CC », 3-5 septembre 1977, citée par Daniel Robin, *La Vérité*, octobre 1977)*

La direction de l'OCI oublie qu'il y a deux tours. En fait, contrairement au pronostic, presque un million de travailleurs et d'étudiants ne votent pas PS (22,8 % des suffrages) ou PCF (20,6 %) au premier tour de mars 1978, mais pour le PSU, LO ou la LCR (qui totalisent 3,3 %).

Surtout, le règne de la bourgeoisie ne repose pas sur les élections et sur le parlement. D'ailleurs, elle s'en passe parfois : despotisme, fascisme. Même dans les pays les plus démocratiques, la domination de la classe capitaliste s'exerce principalement par :

- son monopole des moyens de production qui oblige les producteurs à travailler pour elle et sous son contrôle ;
- sa supériorité idéologique entretenue par les institutions religieuses, les médias, le système scolaire, les partis bourgeois ;
- le renforcement de l'appareil d'État : la bureaucratie étatique (les hauts fonctionnaires) et surtout l'appareil répressif (tribunaux pénaux, services secrets, police, armée, prisons) ;
- la corruption et la tendance à l'intégration des appareils des organisations ouvrières de masse (transformées en bureaucraties)...

Ainsi, s'explique l'acceptation, désormais séculaire, par la bourgeoisie, de majorités et les gouvernements des partis « réformistes » (Parti travailliste, SPD, PS, PSOE, Parti du travail, etc.). Ce qu'elle ne peut pas tolérer, c'est le défi à son pouvoir que représentent le contrôle ouvrier et populaire, l'armement du peuple et les conseils de travailleurs.

Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction

était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir.

Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique.

Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la sociale-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle... (Léon Trotsky, *Leçons d'Octobre*, 1924, GB, p. 45-46)

Des néo-lambertistes (groupe Révoltes, GCPOR) propagent aujourd'hui encore l'illusion parlementariste inspirée non de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky mais de Lassalle, Jaurès, MacDonald, Bernstein, Webb ou Khrouchtchev.

Il était réservé à Bernstein de considérer la mare aux grenouilles du parlementarisme bourgeois comme l'instrument appelé à réaliser le bouleversement social le plus formidable de l'histoire, à savoir la transformation des structures capitalistes en structures socialistes. (Rosa Luxemburg, « Réforme sociale ou révolution ? », 1898, *Œuvres*, Maspero, t. 1, p. 77)

Comme en convient rétrospectivement Just qui avait voté au CC la déclaration de l'OCI « pour une majorité PS-PCF » et qui avait rédigé deux éditoriaux de *La Vérité* (octobre 1977, décembre 1977) pour l'appuyer :

Derrière cette décision, il y avait toute une orientation qui allait nous mener loin.

(Stéphane Just, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, 1984, GB, p. 23)

En effet, l'orientation de 1978, sinon de 1958 (« la tribune libre de la lutte des classes ») ou de 1969 (campagne « pour un candidat unique du PCF et du PS »), allait mener jusqu'à la dissolution du PCI-QI-CIR.

1. Si les élections sont si décisives, il n'y a pas besoin de révolution violente, d'insurrection. Il n'est pas nécessaire que le prolétariat s'arme et désarme ses adversaires, des bulletins de vote feront l'affaire.
2. Comme les « trotskystes » ne sont pas en mesure de gagner des élections, ils doivent concourir à la victoire électorale des partis ouvriers bourgeois. Tout le reste est diversion, division stalinienne et « gauchisme décomposé ».
3. Une fois la majorité obtenue au parlement, le parti ouvrier révolutionnaire reste superflu : les « trotskystes » ont pour rôle de pousser la majorité des députés des partis « réformistes » à agir dans l'intérêt des masses.
4. Enfin, si les partis existants n'obtempèrent pas, il faut les remplacer par un « vrai » parti réformiste.

Toutes ces phases, franchies par le lambertisme en moins de quinze ans (1978-1992), sont autant de ruptures avec le marxisme.

Pour les communistes, la participation du parti ouvrier révolutionnaire aux élections est légitime et nécessaire tant que des soviets n'ont pas remplacé avantageusement le parlement (et les municipalités).

*Que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, de préférence parmi les membres de la Ligue, et dont on devra favoriser l'élection par tous les moyens possibles. Même là où il n'existe pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de préserver leur indépendance, de compter leurs forces et de manifester au grand jour leur position révolutionnaire et leurs vues en tant que parti. Ce faisant, ils ne doivent pas se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, qu'ainsi on provoque la division... (Friedrich Engels & Karl Marx, « Adresse du comité central », mars 1850, Marx, *Œuvres*, Gallimard, t. 4, p. 555-556)*

Les candidatures servent à renforcer le parti, à mesurer les rapports entre les classes, à affaiblir la légitimité du règne de la minorité exploiteuse de la société.

Le suffrage universel est une arme splendide qu'on a entre les mains depuis 40 ans en France... ça vous indique avec l'exactitude la plus irréprochable le jour où il faut en appeler à la révolution par les armes. (Friedrich Engels, « Lettre à Paul Lafargue », 12 novembre 1892, Marx & Engels, *La 3^e République*, ES, p. 296)

Les campagnes électorales d'un parti ouvrier révolutionnaire et l'intervention des députés du parti préparent la révolution sociale. Celle-ci ne peut se dérouler à travers un parlement bourgeois.

Lorsque la lutte de classes se transforme en guerre civile, le prolétariat doit bâtir inévitablement sa propre organisation gouvernementale... la république des soviets est la forme de la dictature du prolétariat. (IC, « Le parti communiste et le parlementarisme », juillet 1920, *Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, p. 67)

Les candidats et les élus de partis sociaux-impérialistes qui trahissent (soit depuis 1914 soit depuis 1934) ne peuvent pas être assimilés aux campagnes et à la fraction parlementaire d'un parti ouvrier véritable, révolutionnaire et internationaliste. Par conséquent, une victoire électorale de partis ouvriers bourgeois témoigne certes d'une poussée de la classe ouvrière, mais celle-ci s'exprime forcément sous d'autres formes (grèves, manifestations...). Elle témoigne aussi de l'emprise temporaire du réformisme sur les masses.

La véritable dialectique de la révolution renverse cette sagesse de taupe parlementaire : la voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité. (Rosa Luxemburg, « La révolution russe », 1918, *Œuvres* t. 2, Maspero, p. 64)

Au lieu de semer des illusions sur les partis ouvriers bourgeois, sur les élections bourgeoises et sur le parlement, les communistes internationalistes ont pour devoir de prévenir les masses que l'éventuelle majorité parlementaire du ou des partis réformistes va servir la bourgeoisie.

Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la classe révolutionnaire ; si nous voulons entraîner à notre suite les masses (faute de quoi nous risquons de n'être plus que des bavards), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden [Parti travailliste] à battre Lloyd George [Parti libéral] et Churchill [Parti conservateur] et même, plus exactement : obliger les premiers - car ils redoutent leur propre victoire ! - à battre les seconds ; puis aider la majorité de la classe

ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison, c'est-à-dire que les Henderson et les Snowden ne sont bons à rien, que ce sont des petits bourgeois perfides et que leur faillite est certaine ; enfin, rapprocher le moment où, la majorité des ouvriers ayant perdu ses illusions sur le compte des Henderson, on pourra renverser d'emblée, avec de sérieuses chances de succès, le gouvernement des Henderson. (Vladimir Lénine, « La maladie infantile du communisme », mai 1920, *Œuvres* t. 31, Progrès, p. 81)

Si les révolutionnaires, faute de pouvoir présenter des candidats, sont obligés de soutenir des candidats réformistes, ils n'ont pas l'illusion de porter ainsi un coup décisif à la classe dominante. En effet, la domination de la bourgeoisie ne passe pas prioritairement par le parlement, surtout à l'époque impérialiste.

Le but des communistes est d'affaiblir l'autorité des partis traîtres sur les masses, de renverser leur gouvernement dès que possible s'ils accèdent au pouvoir.

En application de la théorie marxiste de l'État, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier n'a rien à voir avec une majorité quelconque au parlement.

Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. D'où ses avantages et aussi ses inconvénients. Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers qui ne se sont pas encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti dirigeant. Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux que l'on puisse imaginer... Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire. (Léon Trotsky, « Le Gouvernement ouvrier en France », 30 novembre 1922, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 214-215)

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement

dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, OCI, p. 33)

Les néo-lambertistes qui brandissent aujourd'hui « la majorité PS-PCF » ou « la majorité PS-Front de gauche » à l'Assemblée nationale sont d'autant plus dans l'impasse qu'il n'y a pas de majorité dans les urnes pour les partis ouvriers-bourgeois depuis des années. Ces groupes sont voués à rester des sectes, des sortes de fossiles politiques, ou sont destinés à suivre la même évolution chauvine et liquidatrice que Lambert lui-même en s'adaptant à une bureaucratie corrompue, syndicale ou politique.

1973 : L'OCI NÉGLIGE LES FEMMES TRAVAILLEUSES

Un des produits de la poussée révolutionnaire des années 1960-1970 est la résurgence d'un mouvement féministe à l'échelle mondiale (et l'apparition d'un mouvement homosexuel).

En France, les jeunes filles et les travailleuses sont particulièrement victimes de l'interdiction de l'avortement. Le 5 avril 1971, avec l'aide du Planning familial, 343 femmes signent le manifeste *Je me suis fait avorter*. En novembre 1972, cinq femmes sont jugées à Bobigny : une jeune femme mineure qui avait avorté après un viol, et quatre femmes majeures, dont sa mère, pour « complicité ou pratique de l'avortement ». Leur avocate est Gisèle Halimi, qui a défendu autrefois les militants du MNA algérien et qui vient de signer le manifeste de 1971. Le 3 février 1973, 331 médecins publient un manifeste pour le droit à l'avortement.

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) de 1973 constitue un cadre de front unique, mixte, où participent activement le PSU, la LCR, l'AMR, LO, le PS, la GP, de nombreuses syndicalistes CFDT, CGT, FEN, FO. Le MLAC joue un grand rôle dans le changement législatif de 1975. L'OCI est absente, comme le PCF, de ce combat démocratique, alors que le pouvoir des soviets, 55 ans avant, et le PCI-SFQI, 40 ans avant, prenaient clairement positions pour le droit à l'avortement.

Le pouvoir révolutionnaire a apporté à la femme le droit à l'avortement, l'un de ses droits civiques, politiques et culturels essentiels tant que durent la misère et l'oppression familiale, quoi qu'en puissent dire les eu-

nuques et les vieilles filles des deux sexes. (Léon Trotsky, La Révolution trahie, 1936, Minuit, p. 103)

Pour les femmes, mêmes droits économiques et politiques ; droit à l'avortement ; des allocations de maternité... (Du travail et du pain pour tous, 1944, PCI-SFQI, p. 17)

De même le lambertisme ne passe pas le test décisif des travailleurs étrangers.

1977 : L'OCI TOURNE LE DOS AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

L'analyse de Lénine des migrations découle du marxisme.

Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples... Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de kilomètres... Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon... Seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressiste de cette moderne migration des peuples... La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers conscients, comprenant qu'il est inévitable et progressiste que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades venant des pays arriérés. (Vladimir Lénine, « Le capitalisme et l'immigration des ouvriers », 29 octobre 1913, Œuvres, Progrès, t. 19, p. 488)

Trotsky critique le conservatisme du mouvement ouvrier français à cet égard.

Traditionnellement, les organisations françaises n'ont pas un caractère de masse. Dans une certaine mesure, elles ont pour base l'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'écrasante majorité de celle-ci demeure inorganisée et à l'écart des activités des organisations ouvrières et syndicales. En France, c'est la question cruciale. (Léon Trotsky, « Lettre à Klorkeit », 10 mai 1930, Sur la question juive et le sionisme, LCR, p. 21)

La section française de la 4^e Internationale ne peut qu'être fidèle aux principes de Lénine et de Trotsky et combattre les bureaucraties ouvrières qui s'appuient toujours sur l'aristocratie ouvrière. Avec la crise capitaliste mondiale de 1929, la plupart des gouvernements bourgeois emboîtent le pas aux fascistes et font des travailleurs étrangers des boucs émissaires. Le Parti ouvrier internationaliste-SFQI prend clairement position tant dans son programme d'action de 1937 que dans sa presse.

La grande bourgeoisie exploite en France 30 millions de travailleurs, parmi lesquels 2 mil-

lions d'immigrés (Ce que veut le POI, 1937, p. 4) ; À travail égal, salaire égal pour les femmes, les jeunes ainsi que pour les travailleurs immigrés... (p. 11) ; Droit démocratique d'asile ! Pour la carte d'identité à chaque travailleur immigré ! (La Lutte ouvrière, 2 avril 1937) ; Ouvriers communistes, socialistes, « trotskystes », front unique pour imposer les mêmes droits aux travailleurs étrangers ! (La Lutte ouvrière, 9 avril 1937) ; La France aux Français ? Non, la France aux travailleurs ! (La Lutte ouvrière, 7 octobre 1937) ; La bourgeoisie, aidée par les organisations fascistes, réformistes -surtout stalinienne- veut briser l'unité de front du prolétariat français et immigré... (La Lutte ouvrière, 11 novembre 1937)

En 1938, quand le gouvernement de la République parlementaire (le régime qui fait rêver aujourd'hui tant le POI que le POID) criminalise l'immigration, le POI-SFQI mène campagne contre le décret Daladier-Sarraut-Mandel du 2 mai 1938 et édite même une brochure (Pierre Naville, *Une loi barbare contre les immigrés en France*, 1938).

Le patriotisme bourgeois se manifeste avant tout par la brutalité avec laquelle il traite les étrangers sans défense. (4^e Internationale, « La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », mai 1940, *Les Congrès de la 4^e Internationale* t. 1, La Brèche, p. 347)

Après l'assassinat de Trotsky par Staline, le Parti communiste internationaliste-SFQI reprend cette tradition dans son programme.

Il est de l'intérêt et du devoir des travailleurs français de soutenir les luttes des immigrés et des coloniaux pour leurs droits : égalité des

droits économiques (salaires, allocations et indemnités égaux), égalité des droits politiques (droit de vote), lutte en commun contre toutes les forces du chauvinisme et du racisme. (PCI, *Du travail et du pain pour tous*, 1944, p. 17)

Le PCI la concrétise en contribuant à la construction du Groupe bolchevik-léniniste indochinois dans les camps de travailleurs vietnamiens (voir *Cahiers Léon Trotsky*, décembre 1989, p. 5-20 ; *Cahiers Léon Trotsky*, juillet 1995, p. 34-52).

À cause du rôle joué par les ouvriers étrangers dans les luttes ouvrières et de la crise capitaliste mondiale de 1973, l'État français s'en prend à la composante immigrée du prolétariat. En avril 1977, le gouvernement Giscard-Stoléru-Bonnet tente de bloquer l'immigration et de chasser une partie de la population étrangère résidant en France : rafles dans les quartiers populaires débouchant sur la reconduite immédiate à la frontière des étrangers « en situation irrégulière », loi d'encouragement au retour.

L'OCI ne pipe mot : pas de campagne systématique, pas d'intervention dans les syndicats, pas de brochure, pas de « une », pas même d'article dans *Informations ouvrières* contre les arrestations policières de travailleurs sans-papiers ni d'analyse de la loi Stoléru. Un entrefilet expédie l'affaire en quelques lignes (*Informations ouvrières*, 5 octobre 1977). LO et la LCR appellent à soutenir la manifestation du 19 novembre 1977 du Comité de coordination des foyers Sonacotra contre les mesures anti-immigrées, pas l'OCI. Après coup, l'OCI se contente d'un bref compte-rendu centré sur la répression, en particulier de deux journalistes blessés par les grenades des gardes mobiles (*Informations ouvrières*, 30 novembre 1977).

En s'alignant sur la bureaucratie de FO, la plus réactionnaire à cet égard, Lambert, tout en bavardant interminablement, comme les chefs réformistes et les francs-maçons, sur la démocratie, est conduit à se dérober, en pratique, au combat élémentaire pour l'égalité des droits de tous les travailleurs du pays.

La « ligne de la démocratie » aboutit à nier les droits démocratiques pour les immigrés, donc à toute une partie de la classe ouvrière. En réalité, cette ligne est une ligne de défense de la société bourgeoise, de l'État bourgeois, contre un éventuel mouvement révolutionnaire du prolétariat. Il n'est donc pas étonnant qu'elle dénie les droits politiques, dont celui du vote, aux immigrés. Le test décisif de la lutte contre l'impérialisme, c'est la lutte contre notre propre impérialisme. La lutte pour les droits politiques aux immigrés, dont le droit de vote, est un test décisif de la lutte



contre sa propre bourgeoisie. Ce déni du combat pour les droits politiques pleins et entiers pour les immigrés est de même nature que le refus de construire un authentique parti révolutionnaire en France auquel la direction du PCI entend substituer la construction d'un prétendu parti des travailleurs. (Combattre pour le socialisme, janvier 1985)

Il n'y a aucune continuité du lambertisme avec le bolchevisme-léninisme ; la rupture est flagrante avec le POI-SFQI et le PCI-SFQI.

1981 : LA CAPITULATION DEVANT LE FRONT POPULAIRE

En 1980, l'OCI est renforcée par la fusion avec la LCI, plusieurs centaines de militants venus de la LCR à cause du soutien en 1979 de la « QI » pabliste au front populaire du Nicaragua, ce qui permet de proclamer en 1981 un nouveau Parti communiste internationaliste.

Néanmoins, le PCI de 1981 a une tout autre orientation que le PCI-SFQI de 1944. Ce dernier présentait, à la mesure de ses moyens, des candidats contre ceux du PS-SFIO et du PCF. Mais le nouveau « PCI » fait campagne, dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, pour Mitterrand, un ancien haut fonctionnaire du maréchal Pétain (1942) et un ancien ministre des gouvernements qui menèrent la guerre en Algérie (1954-1958), devenu chef du PS (1971) et son candidat.

L'idée de présenter à l'élection présidentielle un candidat du front unique ouvrier est fondamentalement erronée. Le parti n'a pas le droit de renoncer à mobiliser ses partisans et à compter ses forces lors des élections. Une candidature du parti qui s'oppose à toutes les autres candidatures ne peut en aucun cas constituer un obstacle à un accord avec d'autres organisations pour les objectifs de la lutte. (Léon Trotsky, « La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », 27 janvier 1932, Comment vaincre le fascisme, Buchet-Chastel, p. 163)

La justification de Lambert pour refuser de présenter un(e) candidat(e) et pour soutenir le candidat du PS est un pronostic : la victoire électorale ouvrira une situation révolutionnaire.

Mitterrand est bien élu au second tour. Par contre, le pronostic se révèle faux : le président de la 5^e République Mitterrand et le gouvernement de front populaire PS-PCF-PSU-MRG jouant pleinement leur rôle, ils empêchent la crise révolutionnaire. Il n'y a même pas d'effondrement de la 5^e République.

Au passage, le syndicalisme « indépendant » se mêle soudain de politique. FO condamne, comme l'UDR gaulliste, l'entrée de ministres PCF au gouvernement qui suit les élections législatives.

Lorsque François Mitterrand a introduit quatre ministres communistes dans le second gouvernement Mauroy, la CGT-FO a lancé une solennelle mise en garde. (René Mouriaux, Le Syndicalisme face à la crise, 1986, La Découverte, p. 62)

Les partis ouvriers bourgeois, le PS et le PCF, comme il fallait s'y attendre, gouvernent au compte de la bourgeoisie française. Lambert axe le PCI (QI-CIR) sur la pression sur la « majorité PS-PCF » de l'Assemblée nationale et sur le gouvernement bourgeois.

La logique politique d'appel à voter dès le premier tour s'est développée : refus d'élaborer un programme d'action anticapitaliste, refus de mettre en cause le gouvernement « d'Union de la gauche », suppliques adressées au gouvernement, bavardages sur « l'Assemblée nationale doit voter telle loi, telle autre loi etc. » (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 31)

Depuis 1981 et le vote au premier tour pour Mitterrand, Just s'oppose sans succès au sein du bureau politique, sans en appeler à la base avant 1984. Lambert a donc les mains libres pour aider le gouvernement Union de la gauche et la bureaucratie FO.

Les oscillations et tendances opportunistes, le rôle de Lambert et certaines de ses tendances propres, le mode de fonctionnement de l'OCI et ensuite du PCI, les liens noués avec l'appareil FO et au moins certains milieux du PS, la constitution d'un mini-appareil entièrement entre les mains de Lambert prédisposaient à la subordination du PCI à la politique du front populaire. Tant que « l'Union de la gauche » et, en particulier le PS, étaient dans l'opposition compte tenu que l'OCI ne représente qu'une force politique limitée, l'orientation pouvait apparaître une orientation entachée d'opportunisme mais restant cependant dans le cadre général du « trotskysme ». L'épreuve de l'Union de la gauche, du front populaire a été décisive : les oscillations, les tendances opportunistes se sont transformées en révisionnisme ; le mini-appareil est devenu un instrument de subordination du PCI à cette politique et d'épuration de celui-ci des militants n'acceptant pas cette politique. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 50-51)

En 1982, l'UNEF-ID, qui est dirigée par le PCI (QICR), plonge dans la cogestion de l'université. Un dirigeant d'alors de l'UNEF et son futur président (de 1991 à 1994) en retrace les circonstances.

1981. Alain Savary, le ministre [PS] de l'Éducation nationale, attend une réponse de

*l'UNEF-ID pour présenter sa politique universitaire aux députés. Jean Poperen, ministre [PS] des Relations avec le parlement s'impatiente. Depuis 1971, la branche de l'UNEF animée par les lambertistes refuse la participation et se prononce pour le boycott des élections universitaires... Devant l'insistance pressante du gouvernement, le vice-président de l'UNEF-ID, Marc Rozenblat essaie désespérément de joindre Cambadélis [président de l'UNEF et membre du bureau politique du PCI]. Le portable n'existe pas encore... Depuis la Chambre des députés, « Rozen » téléphone alors au « 87 » [le local du PCI-QI-CIR]. Mais Lambert n'est pas là. Marc Gauquelin, alias Lacaze, numéro deux de l'organisation, lui répond. Mais il ne sait pas quoi dire... La tension monte. Jean Poperen revient à la charge. Alain Savary attend une réponse... « Rozen » finit par lâcher : « L'UNEF se présentera aux élections universitaires »... Le vice-président de l'UNEF retrouve enfin Cambadélis... « Rozen » est tendu et « Camba » dans ses petits souliers... Lambert exécute la pirouette doctrinale de circonstance... Il explique que le camarade a eu raison. Politiquement, les trotskistes combattent le front populaire mais lorsqu'ils dirigent un syndicat, ils doivent obtenir du « grain à moudre » pour reprendre la célèbre formule d'André Bergeron. (Philippe Campinchi, *Les Lambertistes*, 2001, Balland, p. 187-189)*

Le « grain à moudre » n'est pas pour les étudiants, mais pour l'appareil de l'UNEF et pour le « PCI » lambertiste. Telle est « l'indépendance » des syndicats pratiquée par Lambert.

Sauf dans les lycées professionnels, les syndicats FO sont squelettiques en 1981 dans l'enseignement public. En 1983-1984, en accord avec la direction Bergeron de FO, Lambert scissionne la FEN, cadre de front unique ouvrier dans l'enseignement depuis 1947. Le PCI (QI-CIR) a une implantation notable dans l'enseignement public et anime dans la FEN la tendance Front unique ouvrier. La majorité des militants quitte les syndicats de la FEN pour construire, comme le RPR, les syndicats FO qui ne reconnaissent pas le droit de tendance.

Tout démarre en 1982, quand le ministre de la Fonction publique, le communiste Anicet Le Pors, modifie les règles de composition du Conseil supérieur de la fonction publique... Tous les gouvernements de droite avaient « automatiquement » accordé à Force ouvrière la majorité des sièges... En donnant la priorité aux élections, le ministre communiste marginalise la CGT-FO. Le scrutin est sans appel : la FEN se taille la première place avec 29 % devant la CGT et la CFDT. FO passe à la

*4^e place. André Bergeron [le secrétaire général de FO] observe que le bon résultat de la CFDT provient largement de l'audience de son Syndicat général de l'Éducation nationale. Il a donc, non seulement intérêt à affaiblir la FEN, mais encore à développer son propre secteur éducation... (Christophe Bourseiller, *Cet étrange Monsieur Blondel, enquête sur le syndicat Force ouvrière*, 1997, Bartillat, p. 190)*

La scission de la FEN par le « PCI » lambertiste est antagonique à la politique du PCI-SFQI de 1947 ; une fois de plus, il n'y a pas continuité mais rupture. Elle contredit même la politique de l'OCI des années 1960-1970.

*Pour la bourgeoisie française en pleine crise politique, l'existence de la puissante FEN est intolérable. Elle sait qu'elle n'arrivera pas à imposer la destruction de l'enseignement sans briser le corps enseignant, sans briser la FEN qui constitue un élément fondamental du Front Unique de classe. (Michel Landron, *Syndicalisme et communisme dans l'enseignement*, 1975, OCI, p. 49)*

Le départ de la plupart des militants lambertistes de la FEN facilite sa destruction définitive en 1992-1993 par le PS (qui lance l'UNSA avec l'aide des transfuges du PCI passés avec Cambadélis au PS) et par le PCF (qui crée la FSU en 1993 avec l'appui enthousiaste des crypto-staliniens de la LCR et de LO). Aucune organisation ne s'oppose alors à la scission, à part le Comité pour la construction du POR, pour la construction de l'IOR de Just, Chénais et Ribes.

Tandis que la direction lambertiste continue à annoncer, chaque semaine, la crise économique mondiale, l'effondrement final de la 5^e République et la crise révolutionnaire... l'influence et l'effectif déclinent. LO, qui s'est moins compromise avec l'Union de la gauche, commence à disputer la prééminence à la LCR et au PCI.

1981 : LA FIN DU BLOC AVEC MORENO SONNE LE GLAS DES GRANDES MANOEUVRES INTERNATIONALES

Le SUQI est constitué en 1963 à la suite de la capitulation convergente envers le castrisme du SIQI et des destructeurs du CIQI (SWP américain, PO argentin, etc.). Mais l'internationale pabliste se divise sur la question de la guérilla dès 1969.

- La majorité dirigée par Mandel, Maitan, Bensaïd (TMI à partir de 1973) soutient la stratégie castriste de la guérilla rurale en Amérique latine (et, dans le cas de Bensaïd, même en Europe).
- La minorité fondée par Hansen et Moreno (FLT à partir de 1973) regroupe ceux qui, après s'être ralliés au castrisme quand il était populaire, re-

fusent de l'appliquer quand il devient dangereux à pratiquer.

Le SLATO de Moreno, au pied du mur, abandonne ses propres militants (Blanco, Pereyra) quand ils lancent comme convenu la guérilla au Pérou en 1962 ; Moreno scissionne le PRT quand celui-ci entreprend la lutte armée en Argentine en 1968 (la direction du SUQI reconnaît comme « section de la 4^e Internationale » le PRT-ERP castriste de Santucho).

Le SWP de Hansen et son organisation de jeunesse, l'YSA de Barnes, dirigent le mouvement américain contre la guerre du Vietnam avec le CPUS, l'Église catholique, les Quakers, une aile du Parti démocrate... L'organisation sociale-pacifiste de Hansen et Barnes ne veut en aucun cas être associée à la guérilla que les services secrets américains écrasent brutalement en Bolivie (le foco de Guevara) et sur place (le Black Panther Party).

Devant la division du SUQI, le regroupement international lambertiste découvre opportunément que le SWP est toujours... resté trotskyste.

Nous repoussons la caractérisation faite par Healy-Wohlforth du SWP comme étant devenue une organisation centriste. (CORQI, « Résolution sur l'étape présente de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale », La Vérité, avril 1973)

Le CORQI propose donc dès 1973 au SUQI d'ouvrir la discussion.

Le CORQI proposa au Secrétariat unifié d'engager une discussion avec lui et de participer au 10^e congrès mondial en qualité d'observateur... Le SU refusa... Plusieurs échanges et entrevues eurent lieu entre le SU et le CORQI, entre 1974 et 1976, mais rien de concret n'en sortit. (Daniel Coquema, De Trotsky à Laguiller, 1996, Plein Sud, p. 259-260)

Pourtant, la WL / États-Unis dirigée par Tim Wohlforth a raison. D'ailleurs, la révolution du Nicaragua de 1979, dirigée par un mouvement de guérilla petit-bourgeois (FSLN) avec l'appui de combattants venus de toute l'Amérique latine, ravive le castrisme tant de la majorité du SU que de la direction du SWP.

Par contre, le courant de Moreno (Fraction bolchevique) qui regroupe la quasi-majorité des sections latino-américaines du SUQI, se trouve persécuté au Nicaragua par le FSLN (qui met en place un gouvernement de front populaire) et par les services secrets cubains. La « 4^e Internationale » pabliste explose et ne s'en remettra pas.

La FB de Moreno, lui-même constructeur infatigable de partis « larges », nationaliste (PSRN), castriste (PRT) ou semi-réformistes (PST, MAS) en Argentine, se joint au CORQI pour fonder un

« comité paritaire » en 1979. Mais le morénisme demeure un pablisme de pays dominé, axé sur le nationalisme petit-bourgeois (et même bourgeois) en guise de raccourcis à la construction de partis prolétariens sur le programme du communisme, tandis que le lambertisme est façonné par la servilité envers le syndicalisme de guerre froide et la sociale-démocratie traditionnelle. Le bloc va donc se révéler éphémère.

En 1980, Lambert s'aligne servilement sur la direction cléricale de Solidarnosc en Pologne et tente –sans succès– de mettre sur pied un parti social-démocrate (PSSP) à travers Edmund Baluka sur un programme pro-capitaliste. Seule la LOR de Pologne (affiliée à la « 4^e Internationale » de Varga et Ramos, aujourd'hui disparue) s'efforce de construire un parti ouvrier révolutionnaire sous la bannière de Lénine et de Trotsky pour la révolution politique.

La « 4^e Internationale-Comité international » proclamée en 1980 par Lambert et Moreno est torpillée par ce dernier dès 1981. Pour justifier sa manœuvre, Nahuel Moreno ne se prive pas de dénoncer l'opportunisme de Lambert vis-à-vis de la sociale-démocratie (qu'il connaissait fort bien avant 1979) et la capitulation du PCI (QI-CIR) devant le front populaire (alors qu'il est intervenu au CC, de l'OCI, selon Just, pour le soutien dès le premier tour à Mitterrand qui la préparait).

En eux-mêmes, les gouvernements de front populaire ou ouvriers-capitalistes sociaux-démocrates ne sont, en aucune façon, incompatibles avec le régime capitaliste-impérialiste... Mais la seule chose qui soit véritablement incompatible avec le capitalisme, c'est l'apparition de l'insaisissable et presque volatile situation de double pouvoir... Quand la bourgeoisie et sa caste militaire décident et ont les moyens de déchaîner le coup d'État contre-révolutionnaire, ils écrasent le double pouvoir, la classe ouvrière et les gouvernements de front-populaire ou ouvriers-bourgeois. C'est ce qui égare de nombreux marxistes qui pensent que l'incompatibilité réside entre la forme front-populiste ou ouvrier-capitaliste du gouvernement et le régime bourgeois ou impérialiste. En réalité, ce que les capitalistes ne peuvent supporter, c'est la montée révolutionnaire du prolétariat et ses organes de pouvoir, qui généralement s'intensifient sous ces formes de gouvernement. (Miguel Capa [Moreno], « Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique », Correspondance internationale, octobre 1981)

Une partie des forces lambertistes d'Amérique latine rejoint le regroupement moréniste international (LIT-QI), fondé en 1982, qui prend aussi pied en Europe (Espagne, France...). Par exemple,

l'essentiel du POMR (CORQI) du Pérou passe avec Napuri au PST (LIT-QI) en 1982. Cet échec retentissant alimente les tendances nationales déjà marquées du « PCI », même si Lambert constitue précipitamment une « 4^e Internationale -Centre international de reconstruction » (QI-CIR) pour préserver une façade internationale « trotskyste ».

En 1987, Luis Favre, principal responsable latino-américain de la QI-CIR, rompt et rejoint la direction du PT, le parti ouvrier bourgeois du Brésil. En 2011, Favre organisera la campagne du futur président du Pérou, le commandant Ollanta Humalan, au nom du parti nationaliste bourgeois PNP.

L'organisation de QI-CIR au Canada (GST) se dissout en 1987 dans le parti social-démocrate (NPD).

Ce rétrécissement considérable aboutira, contre toute vraisemblance, à « la reproclamation de la 4^e Internationale » en 1993, alors que le centre du lambertisme international, le PCI, vient lui-même de disparaître.

1953-2015 : UN FONCTIONNEMENT ANTI-DÉMOCRATIQUE, DES PROCÉDÉS STALINIENS

La démocratie du parti est une condition préalable et nécessaire d'un développement sain des partis prolétariens révolutionnaires à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale. Sans liberté de critique, sans élection des responsables, sans contrôle de l'appareil par la base, aucun parti révolutionnaire véritable n'est possible. (« Déclaration des 4 sur la nécessité et les principes d'une nouvelle internationale », 26 août 1933, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 100-101)

La plupart des organisations centristes issues de la destruction de la 4^e Internationale sont peu démocratiques, une exception étant la « QI » pabliste après que Mandel en prend le contrôle vers 1961.

Le fonctionnement de l'OCI-PCI est plus proche des mœurs des partis staliniens des années 1930 que du Parti bolchevik du temps de Lénine ou de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

De la reconnaissance des services rendus à la prétention mégalomane d'incarner le trotskysme, il y a tout de même un pas... C'est Lambert qui, lors de la 2^e session de la pré-conférence du Comité international [1972], s'écriait hystérique : « C'est moi, l'OCI, c'est moi ! ». (Gérard Laffont, Nouvelle étape, 1985, LOR, p. 248)

Les années 1953-1964 sont les années où se constitue « le groupe Lambert ». Lambert rassemble tout en sa personne pour le meilleur et

pour le pire. Il fait absolument ce qu'il veut, quand il le veut. Il n'a qu'une règle, la sienne. Le groupe Lambert n'a aussi qu'une règle, celle de Lambert. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 14)

- Ceux qui bavardent tant sur « l'indépendance », quand ils contrôlent un syndicat, comme l'UNEF à la fin des années 1970, truquent les élections et les votes, comme toutes les bureaucraties syndicales.
- Une discipline bureaucratique s'applique au comité central et au bureau politique : un minoritaire doit cacher son opinion aux militants de base.
- Le bulletin intérieur ne s'ouvre que pour la préparation de congrès.
- Les relations entre militants de différentes villes sont découragées par la hiérarchie et dénoncées comme preuve de déloyauté dès que l'un(e) émet la moindre critique.
- Les responsables locaux sont désignés par les membres du comité central.
- La plupart du temps, les délégués au congrès national sont élus par des congrès régionaux qui ne rassemblent pas l'ensemble des militants de la région, mais des délégués des cellules (ce système de suffrage indirect permet à l'appareil de mieux contrôler le congrès).

Nous avons été invités, en délégation de la Ligue et du Secrétariat unifié, au congrès de Dijon de l'OCI en 1978 : nous étions stupéfaits de découvrir un langage codé, un extrême mimétisme entre toutes les interventions des 150 délégués qui répétaient les mêmes slogans simplifiés à l'extrême... (Gérard Filoche, 68-98, histoire sans fin, 1998, Flammarion, p. 216)

Le lambertisme recourt systématiquement à la calomnie et à la violence. Seul Gerry Healy souillera davantage le trotskysme.

- En 1953, le PCI exclut Marcel Gibelin pour indiscipline, ce qui entraîne le départ de Jacques Danos.
- En 1955, le PCI exclut Marcel Bleibtreu, Michel Lequenne et une dizaine de militants pour indiscipline.
- En 1966, l'OCI exclut Boris Fraenkel et Jean-Marie Brohm.
- En 1972, l'OCI déclenche une campagne de calomnies contre Varga accusé d'être un agent du KGB et de la CIA à la fois. L'OCI publie une brochure infâme (*Provocation dans le IV^e Internationale*, 1973) écrite par Just et de Massot.

- En 1976, le service d'ordre de l'OCI (dirigé par les frères Malapa) tabasse les militants de la LOR.

1^{er} octobre 1976, les varguistes, dont font partie les familles Goldman et Assouline, sont sauvagement chargés par le SO dirigé par Lionel Malapa. Venus diffuser un tract à un meeting de la Mutualité, ils repartent avec les mâchoires fracturées et de multiples contusions. (Philippe Campinchi, Les Lambertistes, 2001, Balland, p. 237)

- En 1979, l'OCI exclut Charles Berg, secrétaire national de l'organisation de jeunesse (AJS) et membre du bureau politique, pour malversations financières, alors que Berg fait en petit ce que Lambert fait en grand.
- En 1980, les lambertistes mettent sur la touche au sein de la LCI (la scission de la LCR) un certain nombre de cadres qui manifestent trop d'indépendance vis-vis de l'OCI : Da Silva, Letourneau...
- En 1981, Claude Chisserey se suicide.
- En 1981, l'OCI unifiée (après la fusion avec la LCI) exclut plusieurs dizaines de militants en accord avec les positions de Nahuel Moreno.
- En 1981, l'OCI unifiée calomnie Ricardo Napuri, dirigeant du POMR du Pérou, coupable d'avoir rejoint Moreno.
- En 1982, le principal cadre venu de la LCR, Leucate-Nemo, fuit le bureau politique et le PCI (QI-CIR) qu'il trouve irrespirables.
- En 1984, le PCI (QI-CIR) exclut et calomnie Mélusine, Just, Etienne Laurent (François Chesnais) et Jean Ribes.
- En 1987, le PCI (QI-CIR) exclut Luis Favre.
- En 1989, le PCI (QI-CIR) exclut et calomnie Broué et René Revol.
- En 1991, le PCI (QI-CIR) exclut Michel Panthou, Langevin (le rédacteur en chef d'*Informations ouvrières*) et Isaac qui publie *Démocratie* (sic).
- En 1992, le CCI exclut Alexis Corbière et Pedro Carrasquedo qui se retrouve bizarrement inculpé aussitôt pour « terrorisme ». Corbière est menacé par les nervis de Lambert sur le campus de Jussieu mais l'intervention d'étudiants le sauve.
- En 2000, le CCI exclut une poignée d'étudiants autour de Ludovic Wolfgang qui forment le groupe CRI en 2002.
- En 2015, le CCI refuse à la minorité animée par Gluckstein le droit de former une tendance.

Langlade (Philippe Besson) accuse dans le bulletin intérieur Gluckstein d'avoir comploté... pendant 35 ans.

1976 : LAMBERT PRIS LA MAIN DANS LE SAC

En 1966, Fraenkel remet pour l'OCI un héritage à Lambert... qui semble oublier d'en aviser le trésorier de l'époque.

J'ai demandé, avant que l'on vote mon exclusion, si l'argent du petit héritage de ma mère était bien entré dans les caisses du parti. Le trésorier, Gérard Bloch en personne, fut le premier étonné : il n'en avait jamais entendu parler. (Boris Fraenkel, Profession : révolutionnaire, 2004, Le Bord de l'eau, p. 114)

En 1976, il apparaît que Lambert touche deux revenus : un salaire au titre de permanent FO, un autre salaire versé par l'OCI (sans parler des à-côtés). Just, un militant irréprochable de ce point de vue, lance une offensive de salubrité. Le bureau politique met en place une commission de contrôle financier. Mais Just rebrousse chemin au milieu du gué et renonce à affronter Lambert.

L'affaire de la Commission de contrôle : pousser au bout, c'était mettre en cause l'existence même de l'OCI. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 50)

Mais quelle sorte d'organisation ouvrière ne peut pas supporter que ses finances soient vérifiées ? Les cadres qui avaient suivi Just face à Lambert se sentent trahis et en déduisent qu'il ne prendra jamais ses responsabilités. À la dernière conférence du Comité à laquelle il participera, le 23 mars 1997, Just dira son regret d'avoir raté cette opportunité. À l'époque, non seulement il ne prend pas ses responsabilités, mais il continue à servir Lambert.

En 1979, Berg, dont l'étoile grandit (il dirige l'organisation de jeunesse plus la province), est soudain mis en cause par le chef suprême sous prétexte qu'il truque les résultats de la province et qu'il s'est servi dans la caisse de l'OCI. Just cautionne.

C'est toute la tradition de l'OCI, tout ce qui a fait l'OCI, qui est en cause. (Stéphane Just, « Au 22^e congrès de l'OCI : une tumeur extirpée », La Vérité, avril 1979)

En réalité, Just dissimule aux militants de l'OCI que celle-ci est victime d'une tumeur qui s'appelle Lambert, qu'il n'a pas osé extirper. Berg chassé, loin de guérir, l'OCI est plus malade que jamais, tant sous l'angle de l'orientation que du fonctionnement.

À son échelle, l'OCI-PCI est victime d'une bureaucratie qui mime les grandes. Après 1968, quand

l'AJS était en avant, ses permanents peu nombreux changeaient souvent.

L'OCI est encore une organisation extrêmement faible, qui a peu de permanents Les permanents qu'on a sont pour la plupart à l'AJS... C'est quand ensuite l'appareil de l'OCI s'est constitué que ça a été plus compliqué. C'était un appareil adulte. Chez nous, à l'AJS, les gens restaient permanents deux ou trois ans et puis retournaient au boulot... Ils réussissaient leurs examens. (Jacques Kirsner, « Entretien », mars 2004, Karim Landais, Passions militantes et rigueur historienne, t. 1, STE tirage, p. 405-407)

L'affirmation de l'OCI entraîne aussi la pérennisation des permanents qui sont, pour la plupart, dépourvus d'expérience professionnelle.

Berg n'est pas le seul à avoir profité du système, il y a un « appareil », composé de permanents qui auront bientôt leur carte de tirage, avec des plafonds variables, sur la caisse de l'organisation, pour satisfaire leurs besoins, se payer l'hôtel... Ils sont loin, bien loin, de la misère qui avait pu être celle des rares permanents au sortir de la guerre. (Vincent Présumey, « Pierre Broué 1926-2005 », Lettre de liaison, janvier 2006)

Lambert façonne une petite bureaucratie à l'image de ses véritables maîtres.

Le plus important a été la constitution d'un mini-appareil... gigantesque par rapport aux forces du PCI. Immédiatement après mai-juin 1968, Lambert a sélectionné homme par homme cet appareil, de même qu'il a sélectionné le CC et les organismes dirigeants. Il n'a eu dans ce domaine qu'un seul rival [Charles Berg] qui, lui aussi, en utilisant sa position de dirigeant de l'AJS et ensuite de la Commission province, sélectionnait ses hommes... Aucun contrôle sur les ressources et les dépenses de l'organisation n'existait... Lambert, quel que soit le responsable en titre, disposait. Pas de Commission de contrôle financier. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 46-47)

La fusion en 1981 avec la LCI venue de la LCR ne change pas les mœurs. Si Seldjouk (Daniel Gluckstein) quitte son emploi pour devenir permanent, Ulysse (Lucien Gauthier) rejoint les dizaines de déclassés qui n'ont jamais travaillé auparavant (Lacaze, Moutot, Schapira...) ceux qui constitueront en 2015 la fraction majoritaire du CCI puis le POI maintenu. S'y ajoutent de nombreux permanents syndicaux, surtout FO.

Cette mini-bureaucratie, misogyne et homophobe, jouit de privilèges notables. Lambert la sélectionne, la couronne et l'incarne. Quand un

membre du comité central se déplace, il ne prend pas les transports en commun, mais un taxi ou il loue une grosse cylindrée ; quand il loge à l'hôtel, celui-ci a plusieurs étoiles ; quand il se restaure, ce n'est pas dans une cafétéria ou un restaurant ouvrier. Les cadres de l'OCI-PCI, qui arborent presque tous une moustache comme leur maître, sont aussi humbles et serviles envers le caudillo qu'arrogants et brutaux envers la base, à un niveau qui ne serait pas toléré à LO ou à la LCR. En particulier, le machisme affiché de la bureaucratie lambertiste repousse ou étouffe les femmes révolutionnaires.

Dès lors qu'un roi s'est déclaré tyran, tout le mauvais, toute la lie du royaume... possédés d'une ardente ambition et d'une notable avidité, se groupent autour de lui et le soutiennent pour avoir part au butin et être, sous le grand tyran, autant de petits tyranneaux. (Etienne de La Boétie, Discours de la servitude volontaire, 1574, Payot, p. 213-214)

Dans les années 1980, pour financer son appareil surdimensionné et dépensier (une centaine de personnes), la direction du PCI (QI-CIR) épuise et ponctionne les militants au nom de la « méthode objectifs-résultats » et de l'objectif du « parti des 10 000 ». Le PCI recrute à bras ouvert sans formation préalable, exige de la base, outre les multiples réunions, les diffusions de tracts, les collages d'affiches, toujours plus de ventes du journal, fait soutirer de l'argent sur les lieux de travail et les marchés locaux au moyen de pétitions incessantes...

On proclame des comités bidon, on passe sans esprit de suite d'une pétition à l'autre, on court d'un endroit à l'autre, on engueule les militants, on est incapable de discuter avec les militants d'autres organisations, le niveau de la formation est en baisse... (Vincent Présumey, « Pierre Broué 1926-2005 », Lettre de liaison, janvier 2006)

Les permanents donnent rarement l'exemple sur le terrain. Plus d'une militante, plus d'un militant paie de sa poche des exemplaires d'*Informations ouvrières* pour tenir les « objectifs » démesurés qui lui sont attribués par son ou sa responsable. La secte TLV d'Omar est l'héritière de ces pratiques.

1983-1984 : LA « LIGNE DE LA DÉMOCRATIE » BOURGEOISE

Les années 1980-1990 sont, à cause de la destruction de la 4^e Internationale et en l'absence de tout parti ouvrier révolutionnaire, marquées par un reflux mondial de la révolution : victoire de l'islamofascisme en Iran, contre-révolution au Nicaragua, offensive « néo-libérale » contre les acquis sociaux et les syndicats, défaite des mineurs britanniques, absorption de la RDA par la RFA, re-

connaissance d'Israël par l'OLP, restauration du capitalisme en Russie et en Chine, prise du pouvoir des Talibans en Afghanistan...

En retour, la crise de direction de la classe ouvrière mondiale s'accroît. Le mouvement ouvrier mondial tourne globalement à droite. Le stalinisme se disloque et ses partis éclatent et s'affaiblissent. La plupart des organisations de guérilla se reconvertissent en nationalistes bourgeois, sociaux-démocrates, démocrates bourgeois, trafiquants de drogue... Les directions syndicales accompagnent les attaques du capital.

Le centrisme, qui suit les appareils, est entraîné dans cette régression : le MAS argentin de Moreno s'allie au petit parti stalinien puis éclate, le « SWP » américain de Barnes renie ouvertement la révolution permanente pour devenir une secte castriste, le WRP britannique de Healy explose dans le scandale, le SWP britannique de Cliff crée un petit front populaire et connaît ensuite scission sur scission, Militant britannique de Grant scissionne et la plus dynamique des fractions se met à la recherche d'un « parti large », LO française de Barcia réclame plus de police, la LCR française de Bensaïd renie la dictature du prolétariat puis se dissout dans le NPA qui éclate au profit d'un petit front populaire (Front de gauche), Lambert adopte la « ligne de la démocratie » et met fin à l'existence de son « PCI » au profit du MPPT-PT.

Fin 1983, après avoir tant espéré de Mitterrand, du gouvernement de front populaire, du parlement et des partis ouvriers bourgeois, Lambert tourne brutalement sa veste en décrétant que le PS n'est plus un parti ouvrier (« la classe ouvrière n'est plus représentée ») et en redoublant d'opportunisme (« la ligne de la démocratie »). La « ligne de la démocratie » n'est que la énième resucée réformiste des mystifications bourgeoises incarnées au 19^e siècle par la démocratie bourgeoise (en France, le Parti radical et la franc-maçonnerie), puis reprises à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles par les « réformistes » (les sociaux-impérialistes de la CGT de 1914 et du PS-SFIO en France) et ensuite par le stalinisme (la bureaucratie de la CGT de 1945 et le PCF en France).

L'édifice républicain, ce sont principalement, ces trois niveaux : la commune, le département et la République... Or, à ce triptyque, on [sic] prétend substituer aujourd'hui un autre triptyque : Europe, région, communauté... Il s'agit ainsi de substituer à des institutions qui garantissent l'égalité des droits des citoyens et le contrôle démocratique exercé sur les délégués mandatés une architecture de type subsidiaire où tout part de l'Europe et tout ce qui est en dessous de l'Europe doit être un instrument d'application subsidiaire de l'Europe...

(Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, *Itinéraires*, 2002, Rocher, p. 219)

Le bonimenteur fait disparaître les classes ; la bourgeoisie française n'est plus l'ennemie ; la République bourgeoise est censée être sous le contrôle démocratique des citoyens.

*La république, comme toute autre forme de gouvernement, est déterminée par ce qu'elle contient ; tant qu'elle est la forme de la domination bourgeoise, elle nous est tout autant hostile que n'importe quelle monarchie (sauf les formes de cette hostilité). (Friedrich Engels, « Lettre à Paul Lafargue », 2 juin 1894, Marx & Engels, *La 3^e République*, ES, p. 323)*

Autrement dit, Lambert adopte un programme bourgeois contre l'analyse marxiste de l'État, en rupture avec le communisme.

*« Égalité des droits politiques, démocratie ! », nous scandèrent pendant des décades les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise. « Égalité des droits politiques, démocratie ! », leur scandent aujourd'hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann... La « démocratie », la domination du peuple, commence lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir politique... Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'extermination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie ! (Rosa Luxemburg, « Assemblée nationale ou gouvernement des conseils », 17 décembre 1918, *La Vérité*, février 1959)*

Selon Lambert et Gluckstein, seul l'étranger (l'Union européenne) vient menacer leur merveilleux « édifice républicain » national.

En réalité, la bourgeoisie étant incapable d'unifier l'Europe, l'UE n'est qu'une institution intergouvernementale et jamais elle n'a pris une décision importante sans l'accord du gouvernement français. La défense de l'État bourgeois national (« la République ») face à un prétendu danger étranger (l'UE) est totalement réactionnaire, elle est incompatible avec le programme de l'IC et de la 4^e Internationale.

*États-Unis soviétiques d'Europe, voilà le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe. (Léon Trotsky, « Le tournant de l'IC et la situation en Allemagne », septembre 1930, *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, p. 40)*

Il est impossible de construire un parti politique en référence à un programme et espérer qu'il serve un autre programme sans le plonger dans une crise. Le grand écart entre l'attachement au marxisme révolutionnaire de la plupart des cadres

survivants du PCI (SFQI) d'après-guerre ainsi que d'une grande partie des jeunes recrutés dans la vague révolutionnaire suivante et les appétits opportunistes et financiers de Lambert et de ses acolytes dans le « PCI », dans FO, dans l'UNEF (donc la MNEF, alors sécurité sociale et mutuelle unique des étudiants) et dans le PS devient intenable.

Toute une série de scissions affectent l'organisation lambertiste entre le vote pour Mitterrand en 1981 et la dissolution du « PCI » en 1992.

D'un côté, ceux qui prennent au sérieux le programme communiste :

- en 1984, quelques dizaines (toute la RATP, des militants de Lyon) sont exclus avec Just ils forment le Comité (qui subit la scission de la secte TLV) ;
- en 1987, un groupes d'exclus de Cambrai et Montpellier (Que faire) rejoint le Comité ;
- en 1991, une majorité de la ville de Clermont (Groupe trotskyste) adhère au Comité.

De l'autre, ceux qui désertent pour appliquer la « ligne de la démocratie » à leur propre compte. Pour les opportunistes, quitte à faire du réformisme, autant le faire avec succès et en tirer des avantages personnels.

- en 1986, plusieurs centaines suivent Cambadélis au PS, dont Benjamin Stora, Philippe Dariulat, Philippe Plantagenest, Marc Rozenblat, Alexis Fortin, Philippe Campinchi, Jean Grosset, Michel Broué, Pierre Raphaël, Laurent Mauduit... Ils livrent l'UNEF à Mitterrand. Lambert prétend alors que Cambadélis était infiltré dans le PCI par l'Élysée.
- en 1987, Jospin abandonne le PCI.

Entre les deux, on trouve les lambertistes sans Lambert.

- Broué est expulsé en 1989 avec quelques militants. Il continue son travail d'historien ; son activité politique se réduit à la fréquentation de sociaux-démocrates de gauche (Gérard Filoche du PS, Greg Oxley du PCF...). À sa mort, son éclectique revue *Le Marxisme aujourd'hui* disparaît.
- Langevin, exclu en 1991, lance le journal éphémère *Démocratie* (sic).
- Carrasquedo, chassé en 1992, affirme alors que « Lambert renie Lambert et la continuité révolutionnaire qu'il incarnait » ; le GLC a gardé l'europhobie et le culte de la Charte d'Amiens ; aujourd'hui, il est lié à l'aile la plus opportuniste et liquidatrice du pablisme-morénisme argentin (MST-QI) et est toujours à la recherche d'un « parti des travailleurs » (comme si un n'avait pas suffi)...

Aussi opportuniste soit-elle, une organisation qui se réclame de la révolution, du communisme, de l'internationalisme représente pour la classe dominante un potentiel dangereux, au cas où ses membres prendraient au sérieux le programme qu'elle affiche.

1985-1992 : LA LIQUIDATION DE L'OCI-PCI PAR SA PROPRE DIRECTION

Du tournant réformiste ouvert de 1983-84 (« ligne de la démocratie », « transition dans le parti ») découle la liquidation du PCI-QI-CIR qui reste trop rouge pour les francs-maçons, les réformistes et les anarchistes pro-FN auxquels s'adresse vraiment Lambert.

Il n'y a pas de parti du tout, si l'on fonde un parti sans programme, dont tout le monde peut être. (Friedrich Engels, « Lettre à Bernstein », 28 novembre 1882, Marx & Engels, *Le Mouvement ouvrier français*, Maspero, t. 2, p. 124)

Le premier stade est la mise sur pied de nouveaux faux nez : en 1984, aux élections « européennes », la liste « Pour un parti des travailleurs » conduite par Marc Gauquelin obtient 0,9 % des voix ; en 1985, malgré cet échec, le PCI crée avec des bureaucrates de FO le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) qui dénonce toutes « les solutions extrêmes ».

L'absence de toute perspective politique de progrès conduit, à un moment ou à un autre, et de façon implacable, vers le vide politique, favorisant ainsi les solutions les plus extrêmes où, en finalité, la démocratie et les libertés qui en sont le corollaire sortent toujours amoindries sinon écrasées. (Charte du MPPT, décembre 1985)

À qui est destinée cette dénonciation de la menace des « solutions les plus extrêmes » ? Pas à l'avant-garde des travailleurs ! Qu'est-elle d'autre qu'un reniement hypocrite de la révolution socialiste ?

En guise de perspective, le MPPT se contente de « rétablir la démocratie ». Par « rétablir », Lambert et Hébert ne désignent pas un retour à la Commune de Paris (une « solution extrême », probablement), mais plutôt le modèle des régimes parlementaires d'avant de Gaulle : la 3^e République née de l'écrasement de la Commune, colonialiste, belliciste, persécutrice des grévistes et des révolutionnaires, avant de donner le pouvoir au maréchal Pétain ; la 4^e République qui a réprimé les grèves dans les mines de charbon et les chantiers navals, qui a massacré les mouvements nationaux de Madagascar, d'Indochine et d'Algérie avant de remettre le pouvoir au général de Gaulle.

Le MPPT présente Lambert à l'élection présidentielle de 1988 (sous son vrai nom de Pierre Bous-

sel) : 0,38 % des voix. Au second tour, le PCI et le MPPT refusent de se prononcer entre Mitterrand (PS) et Chirac (RPR).

En novembre 1989, le MPPT soutient les patrons de laboratoire qui font pression sur le gouvernement pour défendre leurs superprofits.

Lionel Malapa, le chef du service d'ordre souvent loué à FO, qui a envoyé à l'hôpital les militants de la LOR, meurt. Le secrétaire général de FO envoie un télégramme à titre personnel à Lambert.

Bouleversé par la nouvelle, j'adresse mes condoléances... et je participe, cher Pierre, à ta peine. (Marc Blondel, août 1991, cité par Christophe Bourseiller, *Cet étrange Monsieur Blondel*, 1997, Bartillat, p. 258)

En novembre 1991, le MPPT est transformé en Parti des travailleurs sur la base de quatre points. Ce nouveau « parti » réformiste est proclamé avec nettement moins de membres (au plus 3 000) que le PCI de 1980. Le PCI livre au PT l'hebdomadaire *Informations ouvrières*. Lambert adopte comme stratégie la révolution par étapes... dans un pays qui a mené une révolution démocratique deux siècles avant. Parmi les quatre points, le plus radical est que le MPPT « reconnaît la lutte des classes ».

Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni la lutte entre elles... ce que je fis de nouveau, ce fut : 1/ de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2/ que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3/ que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe. (Karl Marx, « Lettre à Joseph Weydemeyer », 5 mars 1852, Marx & Engels, *Œuvres choisies*, Progrès, t. 1, p. 549)

Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. (Vladimir Lénine, « L'État et la révolution », août 1917, *Œuvres*, Progrès, t. 25, p. 445)

En 1992, au 2^e congrès du PT, Lambert et Gluckstein dissolvent le PCI qui fait place à simple « courant » du PT (CCI) aux côtés d'un minuscule courant anarcho-syndicaliste (UAS) et de deux fictions : un courant « socialiste » et un « communiste ».

On clame : « les courants de la 1^{re} à la 4^e Internationale sont rassemblés au sein du Parti des travailleurs »... C'est un théâtre d'ombres.

(Philippe Campinchi, *Les Lambertistes*, 2001, Balland, p. 182)

Cette construction artificielle assimile le PS au totalitarisme (une reprise du « social-fascisme » des staliniens de la 3^e période), défend « la République » (comme la franc-maçonnerie, le Parti radical, le PS et le PCF), s'axe contre l'Union européenne (comme le PCF, une partie du PS dont Mélenchon et Fabius, une partie du RPR dont Pasqua, le FN), s'associe à un parti bourgeois souverainiste (le MRC). Un de ses fondateurs, Hébert, flirte même avec le FN.

La proclamation du PT en lien avec la bureaucratie de FO met un point final aux ambiguïtés du « PCI » centriste, parachève le remplacement du programme de la dictature du prolétariat par celui du parlementarisme bourgeois. Pour la première fois dans l'histoire, on proclame un parti politique... pour que d'autres partis, non identifiés, occupent pacifiquement le pouvoir.

Le PT se prononce pour la convocation de l'Assemblée constituante souveraine... Le PT se prononce pour un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations, dont la configuration sera donnée par la lutte des classes. (PT, *Manifeste*, novembre 1991)

La demande d'une assemblée constituante n'a un sens progressiste que dans le cas où la population est privée des droits démocratiques.

Le mot d'ordre d'une assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, OCI, p. 36)

Elle se retourne facilement en arme de la bourgeoisie, comme l'ont montré la Russie en 1917, l'Allemagne en 1919, l'Italie en 1944, la France en 1945, la Tunisie en 2011, l'Égypte en 2012...

L'expérience démontre qu'au nom de « l'approfondissement » et « l'élargissement » de la démocratie, les éléments de démocratie que sont les Conseils et les Soviets peuvent être étranglés. (« Rapport politique au 18^e congrès », décembre 1972, *Documents politiques adoptés par les 17^e et 18^e congrès*, OCI, p. 123)

En France, les libertés démocratiques (liberté de la presse, élections, suffrage universel, droit de grève, droit d'organisation...) sont reconquises grâce à l'armement de la population en 1944-45. Le maintien en 1991 des droits démocratiques confère au mot d'ordre d'assemblée constituante du PT un contenu totalement réactionnaire.

La crise économique mondiale n'est pas due, pour le PT de Hébert et Lambert, aux contradictions du

mode de production capitaliste mais à des erreurs de l'État bourgeois, à de mauvaises décisions économiques.

Personne ne nie qu'il existe une crise économique... Ce n'est pas une fatalité, ce sont des décisions de désinvestissement, ce sont des décisions de fermetures d'entreprise. (Daniel Gluckstein, *Rapport au congrès de fondation du PT*, novembre 1991)

Le gouvernement perdrait toute base sociale, puisque « tout le monde » s'y oppose.

Ce gouvernement dresse tout le monde contre lui. (*Informations ouvrières*, 9 octobre 1991)

Selon Gluckstein & Lacaze, il ne serait pas un gouvernement au service de la classe dominante, de la bourgeoisie française. Dès sa fondation, le PT oublie la classe exploiteuse de son propre pays impérialiste pour désigner aux travailleurs des ennemis... à l'étranger. Ainsi, le gouvernement ne servirait pas la classe dominante, mais des organismes cosmopolites.

Tous les gouvernements appliquent scrupuleusement les plans de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Communauté européenne. (PT, *Manifeste*, 1991)

Opposer à l'Union européenne la défense de son État bourgeois (« la République ») est chauvin et contre-révolutionnaire. Le caractère bourgeois du programme du PT-POI est confirmé par « l'oubli » de l'armement des travailleurs et du peuple, qui était un axe déterminant de la 4^e Internationale et de sa section française.

C'est seulement si les travailleurs sont armés et qu'ils entraînent la masse, que les exploités -qui ne sont qu'une infime minorité- reculeront devant le déclenchement de la guerre civile. (Programme d'action de la Ligue communiste, 1934, GB, p. 25)

On ne doit pas confondre les libertés démocratiques pour les travailleurs avec l'État « démocratique » des exploités... Droits politiques aux soldats ; organisation de comités de soldats ; élection des commandants. Milice prolétarienne. (Que veut le POI ? 1937, Parti ouvrier internationaliste-SFQI, p. 15, 17)

Les comités ouvriers d'épuration ne peuvent intervenir efficacement que dans les cas où ils ont à leur disposition une force militaire capable d'appliquer leurs décisions. C'est là une des tâches de la milice ouvrière... Les milices prépareront l'armement général du peuple et le désarmement des mercenaires de la bourgeoisie. (Du travail et du pain pour tous, 1944, PCI-SFQI, p. 22)

La façon de formuler dépend de la conjoncture. Mais l'armement des exploités et des opprimés est

une question stratégique et non tactique. Il découle de la nécessité de la destruction de l'État bourgeois.

Que, dès 1852, Marx ait assigné à la révolution prolétarienne la tâche de « briser » la machine de l'État, de tout cela Kautsky ne souffle mot. Il en résulte que ce qui distingue fondamentalement le marxisme de l'opportunisme se trouve escamoté par Kautsky ! (Vladimir Lénine, « L'État et la révolution », août-septembre 1917, *Œuvres*, Progrès, t. 25, p. 517)

L'escamotage par tous les néo-kautskistes de l'armement et de la destruction de l'État bourgeois prouve que le NPA et le PT-POI sont dirigés par des renégats et que LO et le CCI sont des usurpateurs.

1993 : GLUCKSTEIN & LAMBERT PROCLAMENT UNE 4^E INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE

Les lambertistes lancent depuis trente ans des appels de « personnalités » et des « conférences internationales » pour la paix, contre l'UE, etc. Ces dernières évoquent, le succès en moins, les « forums sociaux ». Les uns et les autres se situent dans la lignée des mascarades inventées par le stalinisme des années 1930 qui provoquaient les sarcasmes de Trotsky.

La force du marxisme, c'est qu'il sait voir la réalité. « Crétinisme parlementaire », dans la bouche d'un marxiste, n'est pas une injure, mais la caractéristique d'un système politique qui substitue, à la réalité sociale des constructions juridiques et morales, un rituel, des phrases décoratives... La préparation du congrès Barbusse à Paris : voilà un exemple de crétinisme parlementaire capable d'ouvrir les yeux aux plus arriérés ! Inutile de penser que, pour qu'il y ait crétinisme parlementaire, il faut un Parlement : en général, il suffit de tribunes abritées, éloignées du théâtre de la lutte, sur lesquelles on peut prononcer des discours, étaler des formules vides, et conclure pour 24 heures des « alliances » avec des journalistes, des pacifistes, des radicaux offensés, des ténors et des barytons. (Léon Trotsky, « Crétinisme parlementaire et diplomatique », 13 juin 1933, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 413-414)

En 1988, Lambert cosigne une « invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendantes » avec Hébert, Dia (MDP du Sénégal), Joana (Monima de Madagascar), Murillo (PSF d'Espagne), Sénat (PLH de Haïti)... Elle ne dit pas un mot de la révolution prolétarienne puisqu'elle s'adresse à des partis qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière, comme le MDP du Sénégal dont le fondateur Mamadou Dia est un ancien premier ministre du Sé-

négal qui se réclame de l'islam pour déterminer son orientation politique.

En 1989, la QI-CIR soutient la destruction de l'État ouvrier allemand (RDA) par la bourgeoisie impérialiste de l'ouest (RFA) au motif qu'elle unifie la classe ouvrière ; le Comité de Stéphane Just également, malgré l'avis de la LWR d'Irlande et du GTO d'Autriche, ce qui met fin à l'espoir d'une fraction internationale dans la QI-CIR (avec le Comité et le Grupo Germinal de l'État espagnol).

En 1989, l'organisation d'Espagne (POSI) forme une coalition avec des sociaux-démocrates : l'Alliance pour la République. En 1992, il récidive pour lancer les Socialistes indépendants.

En 1989, le groupe de Grande-Bretagne (SLG) rejoint l'organisation pabliste (ISG) avant que la plupart de ses anciens membres passent, définitivement, au Parti travailliste.

En 1990, face à l'intervention impérialiste qui se prépare contre l'Irak, le PCI-MPPT et la LCR mettent sur pied avec le PCF non un front politique explicite, mais un « collectif de personnalités » pacifiste (Appel des 75, dont l'évêque Gaillot et les prêtres Carbonnel, Delorme, Lacombe, Biot) tel que le pratiquent les staliniens depuis les années 1930.

Le samedi 20 octobre, en France, nous devons toutes et tous signifier clairement à ceux qui nous gouvernent que nous refusons la guerre et exigeons la recherche d'une solution négociée... (Appel contre la guerre dans le Golfe, 8 octobre 1990)

L'accord se fait donc sur la base du PCF, qui entend rester dans le cadre de l'ordre mondial et de la défense en son sein des intérêts de la bourgeoisie impérialiste française.

*La formulation « solution négociée » signifie : défense et maintien des intérêts de l'impérialisme au Moyen-Orient ; reconnaissance et garantie de ces intérêts par Saddam Hussein ; lien entre cette reconnaissance et cette garantie avec le retrait des troupes impérialistes ; lien entre le retrait des troupes françaises et des troupes américaines et anglaises. (Stéphane Just, « À bas l'intervention impérialiste au Moyen-Orient », *Combattre pour le socialisme*, 14 novembre 1990)*

Les armées occidentales, dont la France, envahissent l'Irak en février 1991.

En soutenant l'appel des 75, la direction du PCI a repris à son compte le « pacifisme du diplomate, de l'universitaire, du journaliste » et des organisations contre-révolutionnaires staliniennes telles que le PCF... Lors des guerres impérialistes que mènent une ou plusieurs puissances impérialistes contre un ou plusieurs pays coloniaux ou semi-coloniaux,

*les organisations qui se réclament de la 4^e Internationale se situent inconditionnellement au côté des peuples coloniaux ou semi-coloniaux : la ligne du « pacifisme » est une trahison. (Stéphane Just, « La politique de la direction du PCI et l'agression impérialiste au Moyen-Orient », *Combattre pour le socialisme*, 19 mars 1991)*

En 1991, Lambert et Gluckstein lancent l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EITP).

En 1991, l'organisation lambertiste en Algérie (PT) soutient la « grève générale » appelée par le parti islamiste (FIS). En 1992, elle appelle à constituer un gouvernement bourgeois d'unité nationale.

*Le PT a répondu favorablement à la proposition de mettre en place un gouvernement provisoire, une administration neutre. (« Algérie, la répression », *Informations ouvrières*, 12 février 1992)*

Malgré cet effondrement (en termes de sections et surtout d'orientation), Lambert et Gluckstein proclament en 1993 une bizarre « 4^e Internationale » en prétendant qu'elle organise des forces infiniment plus importantes qu'en 1938.

La reproclamation de la IV^e Internationale de Trotsky serait un événement capital de la lutte des classes... s'il s'agissait bien de cette internationale. Mais le jour même de cette soi-disant « reproclamation », Pierre Lambert, mettait les choses au point : « Nous commençons un long chemin, le long chemin déjà parcouru avec beaucoup de difficultés, c'est celui de l'humanité pour son émancipation, c'est celui de la I^{re} Internationale... Cette Internationale ouvrière, celle de Marx, de Bakounine, celle de 1864 qui rassemblait syndicats et partis, dans le respect de leur indépendance réciproque et qui déclarait au monde ». Baragouin, redondance, style radical-socialiste de sous-préfecture marquent ce discours. L'essentiel est cependant la réconciliation entre Marx et Bakounine que Lambert veut réaliser. Le marxisme et le bakouninisme (l'anarchisme) sont, sur le plan théorique et politique, des ennemis irréconciliables. Le marxisme est la théorie, la méthode, la pratique révolutionnaires du prolétariat. L'anarchisme est la logique libérale poussée à l'extrême, autrement dit une exaspération de nature petite-bourgeoise. Que des accords tactiques et circonstanciels puissent être conclus entre marxistes et « bakouninistes » est une chose ; mais, fondamentalement, ils sont irréductiblement opposés. La I^{re} Internationale n'a pas « rassemblé » Marx et Bakounine. Bakounine et ses amis ne sont entrés en 1868 dans la I^{re} Internationale que pour la détruire. Cette

« reproclamation » et cette « IV^e Internationale » sont des leurres destinés à tromper les militants qui veulent construire l'Internationale ouvrière révolutionnaire indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, à la réalisation du socialisme. Quant aux réformistes, anarchistes, anarcho-syndicalistes de diverses variétés, aux apparatchiks syndicaux, etc., les Lambert et autres les rassurent : ne craignez rien, ce n'est qu'une parodie, nous nous situons politiquement sur le même plan que vous ; vivons cordialement dans ce capharnaüm qui a pour sigle « l'Entente internationale des travailleurs ». « Réconcilier » Marx et Bakounine, c'est nier le marxisme, c'est enterrer la IV^e Internationale de Trotsky, sa signification historique, ses acquis théoriques et politiques, son programme. (Stéphane Just, « Lambert et ses amis reproclament la IV^e Internationale », *Combattre pour le socialisme*, 15 décembre 1993)

En 1993, Lambert et Gluckstein excluent la majorité du groupe brésilien OT.

En 1995, le groupe américain (SO) soutient sans la moindre réserve un petit Parti travailliste (LP) formé par quelques dirigeants syndicaux. Mais ceux-ci refusent que ce Labor Party présente des candidats contre le Parti démocrate. Ne servant à rien, il dépérit rapidement.

En 1995, le PT d'Algérie adhère avec le FIS au Contrat national.

Dans le numéro de « Informations ouvrières » du 18 janvier est publié un « communiqué du Parti des travailleurs d'Algérie » daté du 17 janvier 1995 que signe Louisa Hanoune. Ce communiqué s'efforce de justifier le Contrat national (car tel est le nom de ce texte) rédigé à Rome par le Front islamiste du salut, le Front de libération nationale, le Mouvement pour la démocratie en Algérie et le Parti des travailleurs... Le PT d'Algérie, Louisa Hanoune ont fait un bloc politique avec les agents de la réaction religieuse noire (le FIS), avec d'autres tenants de l'islam que sont le FLN, le MDA (Ben Bella) avec le FFS (Hocine Aït Ahmed). Ensemble, ils ont déclaré : « Les éléments constitutifs de la personnalité algérienne sont : l'islam, l'arabité et la berbérerie »... La seule issue pour le prolétariat et les masses exploitées d'Algérie, c'est de s'organiser sur leur propre plan en rompant avec les forces bourgeoises et petites-bourgeoises —toutes plus ou moins agents de l'impérialisme— avec l'État algérien ; c'est de combattre pour leurs objectifs de classe, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan. Or, Louisa Hanoune et le PT d'Algérie pactisent avec leurs ennemis. (Stéphane Just,

« Complète dégénérescence », *Combattre pour le socialisme*, février 1995)

En 1999, l'EITP organise un congrès à Sallaumines (Pas-de-Calais) contre le traité de Maasticht à qui est reproché, entre autres, la mise en cause de la nation.

C'est la remise en cause du droit de grève... C'est la fermeture des hôpitaux... C'est l'éclatement des nations avec la régionalisation... (Informations ouvrières, 20 janvier 1999)

En 2013, la « QI » appelle à voter pour le candidat nationaliste bourgeois Maduro (PSUV) au Venezuela.

La 4^e Internationale aux mains de Pablo fut une tragédie ; une 4^e Internationale incarnée par Posadas, Torrance, North ou Lambert, c'est une farce.

2007 : UN « CANDIDAT DES MAIRES » SOUCIEUX DE « L'AVENIR DE LA FRANCE »

Le CCI et la « QI » lambertiste servent de camouflage « trotskyste » à l'opportunisme et de moyen de subordination de leurs militants et sections au PT-POI et à l'EITP.

Pour Lambert, Hébert et Gluckstein, l'ennemi principal n'est pas dans leur pays. Il faut défendre leur nation contre « l'Europe ». Ce chauvinisme est antagonique à l'internationalisme prolétarien.

Vers la fin du 19^e siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes. (QI, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940, Les Congrès de la 4^e Internationale, t. 1, La Brèche, p. 345)

Le PT ne part pas la lutte entre les deux grandes classes mondiales, la bourgeoisie et le prolétariat. Donc, le PT ne dénonce jamais la bourgeoisie impérialiste française, à laquelle il est subordonné par l'intermédiaire des bureaucrates de FO, voire ceux de la CGT et de la FSU.

Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres ; mais en tant que classe, les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité, que l'on voit se tourner au-dedans contre le prolétariat, se tourne en dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa nationalité. (Karl Marx, « À propos du système national de l'économie politique de Friedrich List », 1845, Œuvres, Gallimard, t. 3, p. 1436)

Pour le PT de Lambert et Hébert, comme pour les autres partis politiques sociaux-chauvins (PCF, PS, plus tard PdG), les seuls impérialismes qui comptent sont les États-Unis et l'Allemagne, l'Union européenne est « *totalitaire* ».

En 1992, le PT mène une campagne réformiste et chauvine pour le *Non* au référendum sur le traité de Maastricht (*Non* qui perd de peu), ce qui coïncide avec une aile du PS, le PCF mais aussi une clique du RPR (Seguin, Pasqua) et le FN tout entier. Sa ligne est à l'opposé de la tradition communiste.

La crise du capitalisme est internationale. Par conséquent, c'est la lutte du prolétariat international qui doit l'emporter. Exalter le nationalisme et le chauvinisme, c'est apporter de l'eau au moulin du fascisme. (Que veut le Parti ouvrier internationaliste ? 1937, POI-SFQI, p. 15)

Lors des élections européennes de 1994, le PT présente une liste conduite par Gluckstein sur une ligne chauvine. Avoir bradé le programme ne sert pas à trouver la voie des masses : la liste du PT obtient pitoyablement 0,4 % des voix.

Le franc est-il une conquête ouvrière ? En 1998, le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht (dans lequel on trouve le PT, dans lequel on trouve le CCI) proteste « *contre la monnaie unique* ».

Depuis sept ans, méthodiquement, Maastricht s'attaque à la démocratie... Maastricht remet en cause la souveraineté nationale. (Informations ouvrières, 18 novembre 2004)

En 2005, le PT mène une campagne réformiste et chauvine pour le *Non* au référendum sur le projet de constitution européenne (le *Non* l'emporte de peu).

Le non à la politique de déchéance à laquelle condamne la « Constitution » européenne. C'est une question de survie. (Informations ouvrières, 25 novembre 2004)

Le Parti des travailleurs milite pour que tous ceux qui sont engagés aujourd'hui dans l'action pour les revendications saisissent que l'origine des attaques dont ils sont l'objet, c'est l'Union européenne, que ces revendications, pour être satisfaites, exigent qu'un coup d'arrêt soit porté aux directives européennes. (Informations ouvrières, 10 mars 2005)

Ce dérivatif aux responsabilités de la bourgeoisie française coïncide avec la thématique d'une aile du PS et avec celle de tout le PCF.

Le 29 mai, il y a, dans notre pays, des vainqueurs et des vaincus... Vainqueurs, tous les peuples d'Europe, qui partagent avec le peuple

français la même aspiration à la souveraineté, à la défense des droits, des garanties, des conquêtes démocratiques, et les mêmes inquiétudes sur la machine à détruire toutes les conquêtes de civilisation humaine que représentent l'Union européenne et sa « Constitution »... Ce 29 mai 2005 restera comme l'un de ces grands moments où la force du peuple peut submerger la puissante coalition de ceux qui dominent et servent le régime de la propriété privée des moyens de production... (Informations ouvrières, 2 juin 2005)

Le PT travestit les faits : parmi les partis politiques qui ont appelé au *Non* figurent des serviteurs de la « *propriété privée* » : une aile importante de l'UDF, le MRC, le MplF et le FN.

En fait de victoire de « *la force du peuple* », les attaques contre la classe ouvrière se sont poursuivies après le référendum et les partis europhobes et racistes se sont renforcés en France et dans toute l'Europe.

Un an avant la mort de Lambert, le jeu des poupées russes atteint son paroxysme. Lors de la campagne présidentielle de 2007, les militants du CCI sont priés de s'activer pour Schivardi, un artisan (3 salariés) venu du PS qui se pose en « *candidat des maires* » : « *nos 36 000 communes avec leurs conseils municipaux élus sont les piliers de la République* ». Le PT est la seule organisation à soutenir le candidat des maires. Son directeur de campagne est Gluckstein qui s'y connaît, ayant atteint 0,4 % des voix aux élections européennes.

Schivardi et Gluckstein font crier dans les meetings : « *Ça suffit, l'Union européenne !* ». Durant la campagne électorale, Schivardi déclare notamment : « *le point central de mon programme : la rupture avec l'Union européenne* », « *tout a commencé à mal tourner après la signature du traité de Rome* », « *assurer l'avenir de la France* »... Son directeur de campagne n'est pas en reste.

Si l'on ne veut pas que notre pays se réduise prochainement à un champ de ruines sur lequel « flottera la bannière étoilée », peut-on ne pas rompre avec l'Union européenne ? (Informations ouvrières, 1 mars 2007)

Viticulteurs réduits à la ruine, ouvriers réduits au chômage, tandis que spéculateurs et fonds de pension se repaissent d'une économie dévastée par les directives de Bruxelles... N'est-il pas urgent d'arrêter ce massacre ? Qui osera dire qu'il n'est pas indispensable, le combat pour la rupture avec l'Union européenne ? (Informations ouvrières, 15 mars 2007)

Le social-patriotisme frôle la xénophobie anti-immigrée.

Refus d'une « libre circulation des personnes » dans l'espace européen... (« Le programme de Gérard Schivardi », Le Monde, 19 mars 2007)

Chauvinisme débridé et crétinisme parlementaire devraient couvrir de honte les militants à qui restent un peu de bon sens ou quelques souvenirs révolutionnaires de leur jeunesse.

L'Association des maires de France, comme il était prévisible, porte plainte et la Commission nationale de contrôle de la campagne présidentielle invalide le matériel de campagne, qui doit être remplacé, ce qui coûte cher au PT.

La marge des conseils municipaux et des maires, tant que l'État reste bourgeois, est étroite. S'ils imposent drastiquement les entreprises établies localement pour financer des dépenses sociales, les groupes fermeront les sites de travail et des entreprises se déplaceront, ce qui diminuera l'emploi local. Sinon, ils seront réduits à quémander au gouvernement en place. Ou alors, ils reportent le financement sur les familles des travailleurs.

Les maires sont, dès que la commune est de taille significative, affiliés soit à un parti « réformiste » ennemi de la révolution, soit à un parti bourgeois hostile au mouvement ouvrier tout entier.

Les maires ne sont pas simplement désignés par le conseil municipal des élus, ils sont aussi la/le représentant/e de l'État bourgeois dans la commune. Selon le droit, un/e maire est à la fois le pouvoir exécutif de la commune et le relais de l'État central.

Dans les communes, l'État ne délègue pas de représentants dotés de compétences générales, comme les préfets dans les départements et les régions. Le maire bénéficie d'une « double casquette » : il est à la fois agent de l'État et agent de la commune en tant que collectivité territoriale. (« Quelles sont les fonctions d'un maire ? », 12 février 2015, vie-publique.fr)

Les contorsions et ruses ne servent qu'à mystifier et escroquer les militants recrutés autrefois sur la base du communisme et de l'internationalisme. Le prolétariat n'en est pas dupe, il les ignore et continue à voter pour ses partis traditionnels ou, dans une moindre mesure, pour les candidats qui apparaissent plus ou moins révolutionnaires : Schivardi recueille 0,3 % des votes.

Cet épisode aussi pathétique que répugnant prouve, à lui seul, que seuls des ignorants (ou des opportunistes du même acabit) peuvent identifier dans le CCI-PT-POI une continuité révolutionnaire.

Il est faux d'opposer les institutions municipales ou communales de la bourgeoisie aux

organes gouvernementaux. À la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental. (IC, « Le parti communiste et le parlementarisme », juillet 1920, Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 67)

Le jeune Lambert avait commencé sa carrière « trotskyste » avant-guerre dans le groupe centriste de Molinier et Frank, né d'une tentative de raccourci à la construction patiente de la 4^e Internationale et du parti en France. Le vieux Lambert achève sa carrière politique en réformiste honteux mettant lui-même en place un « parti » non marxiste, en fait un parti qui s'oppose en tout au marxisme.

2015 : L'ÉCLATEMENT DU CCI-POI

En 2008, après sa mort, Gluckstein et Schivardi renomment le PT « Parti ouvrier indépendant » (POI). L'OCI-PCI devenue MPPT-PT-POI, c'est la dégénérescence irréversible d'une organisation centriste qui a troqué le programme de la prise du pouvoir par la classe ouvrière pour la « défense de la République », qui a substitué à l'internationalisme prolétarien la « défense de la souveraineté nationale ». Le parti est « indépendant » par antiphrase, puisqu'il est subordonné à la bureaucratie de FO qui est elle-même pieds et poings liés à l'État bourgeois. La nouvelle mouture du parti lamberto-réformiste reprend les mêmes phrases creuses que le MPPT et le PT.

Notre parti se constitue pour l'unité des peuples, des travailleurs et des organisations contre l'arbitraire, contre l'injustice, pour la démocratie et la souveraineté. (POI, Déclaration liminaire du congrès de fondation, 15 juin 2008)

Curieuse « unité des organisations » qui sont « pour la souveraineté ». Pris au pied de la lettre, c'est le front des souverainistes POI-PCF-PdG-MRC-DLF-FN, que préconise l'économiste Sapir. En tout cas, le POI s'allie avec le PdG dans plusieurs communes aux municipales de 2014 et quelques cantons aux départementales de 2015.

En pratique, le POI soutient toutes les journées d'action de FO et couvre les « négociations » par les bureaucraties syndicales des mauvais coups contre la classe ouvrière, se tait pudiquement sur la présence de FO au Conseil d'orientation des retraites, au Conseil d'orientation de l'emploi, au Conseil économique, social et environnemental, à la Caisse nationale de l'assurance vieillesse...

Les mises à l'écart et les purges de ceux qui manifestent de l'indépendance aboutissent, au fil du temps, à la médiocrité affligeante de la mini-bureaucratie. Au royaume des aveugles, les

borgnes sont rois : il faudra au chef vieillissant, pour sauver la boutique, la remettre à la fin des années 1990 à un dirigeant formé à la LC-LCR. L'intronisation de Gluckstein nourrit le ressentiment chez les membres de l'appareil recrutés dans les années 1960-1970 et en particulier du premier dauphin que Lambert avait désigné, Lacaze.

Cependant, quelles que soient les rivalités microcholines, pour comprendre pourquoi le POI et la prétendue QI explosent en 2015, il faut en revenir à la lutte des classes internationale. La crise mondiale de 2008, la faiblesse et la fragilité de la reprise qui s'en est suivie, ont conduit les bourgeoisies à accélérer leur offensive contre la classe ouvrière, directement comme capitalistes et collectivement par l'État national.

Mais pour parvenir à ses fins sans recourir au despotisme, la bourgeoisie a besoin de la collaboration servile des directions des organisations ouvrières, à commencer par les bureaucraties syndicales. En France, les chefs du PS au pouvoir mettent les bouchées doubles. Des pas supplémentaires doivent être franchis, il faut non seulement l'acceptation du « dialogue social », non seulement l'accompagnement des contre-réformes, non seulement le sabotage par les « journées d'action » et la dispersion des luttes auxquels LO, le NPA et les POI s'associent autant que le PCF et le PdG. Il faut faire signer les accords de licenciement, de baisse de salaire, d'augmentation du temps de travail, il faut l'avalissement complet des dirigeants syndicaux devant les exigences du capital. La pression s'exerce pour pousser les partis « réformistes » toujours plus loin, plus vite, plus profondément à la capitulation. Cela se vérifie aussi bien en Grèce qu'en France.

C'est à cette pression de la bourgeoisie, transmise par ses agences dans la classe ouvrière, que répond la résolution internationale dont se réclament les deux POI.

La seule force qui puisse épargner à la société en France comme dans toute l'Europe et dans le monde, le plongeon dans le chaos, les affrontements communautaires, c'est la classe ouvrière se rassemblant sur son plan de classe, avec ses organisations, rassemblant toutes ses composantes pour déployer toute sa puissance dans le combat qui doit la dresser contre ses gouvernements respectifs, pour les contraindre à abandonner les réformes dictées par l'Union européenne en Europe, instrument du capital financier, à rompre avec la coalition militaire impérialiste... ; c'est le premier pas permettant d'ouvrir la voie à la constitution en Europe de gouvernements qui s'engageront dans une libre et pacifique collaboration de tous les peuples du continent, point d'appui décisif pour l'organisation à l'échelle

mondiale de la collaboration pacifique de tous les peuples du monde libérés de la domination impérialiste. Toute la défense de la civilisation humaine se concentre là. (QI lambertiste, Résolution, 15 janvier 2015)

Pour les besoins de la polémique, la fraction Gluckstein-Schivardi s'est peinte durant l'été 2015 en « opposition de gauche » du CCI-POI. Ainsi, dit Gluckstein, le centre des campagnes politiques du parti doit être la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Très juste ! Mais c'est le même Gluckstein qui revendiquait dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 17 juin 2015, non pas la prise du pouvoir par la classe ouvrière, mais : « d'ouvrir la voie à la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ». Comme de coutume, puisque FO y participait, le POI d'avant la scission avait soutenu sans réserve la journée d'action du 9 avril.

Le 9 avril a montré, à tous ceux qui prétendent l'ignorer ou le contester, que la classe ouvrière organisée est une réalité, une force, et que dès lors que les organisations avancent clairement le mot d'ordre « Retrait du pacte de responsabilité et de la loi Macron ! », les travailleurs, les militants cherchent à se grouper dans une lutte de classe unie contre le gouvernement... (BN du POI, 11 avril 2015)

« Fallait-il jeter toutes nos forces dans la balance pour la réussite du 9 avril ? Oui, et nous l'avons fait. » répond en écho le POID qui ne voit là rien



à redire. Dès lors, le reproche que le POID adresse au POI maintenu : « *les trotskystes doivent cependant se garder de confondre la réalisation de l'unité d'action intersyndicale avec la réalisation de la lutte des classes elle-même* », la concerne tout autant.

La tâche la plus importante du parti révolutionnaire est la libération des ouvriers de l'influence réactionnaire de la bureaucratie syndicale. (Léon Trotsky, « L'ILP et la nouvelle internationale », 4 septembre 1933, Œuvres, EDI, t. 2, p. 178)

Le POID qui crie aujourd'hui au loup, qui prétend « *revenir à une politique de construction du parti* », entend par là un parti réformiste et social chauvin, sur une ligne d'opposition à la construction du parti révolutionnaire mondial, de destruction du communisme.

La conception du parti comme avant garde prolétarienne suppose son indépendance pleine et inconditionnelle à l'égard de toutes les autres organisations. Les différents accords (bloc, coalition, compromis) avec les autres organisations, inévitables au cours de la lutte de classes, ne sont admissibles qu'à la condition que le parti montre toujours son vrai visage, marche toujours sous son propre drapeau, agisse sous son propre nom et explique clairement aux masses dans quels buts et dans quelles limites il conclut l'accord donné. (Léon Trotsky, « Les erreurs des éléments droitiers de la LC dans la question syndicale », 4 janvier 1931, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 380)

Tant pour *La Tribune des travailleurs*, tribune libre de la lutte des classes que *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, tant pour Gluckstein que pour Gauquelin, il faut défendre « *l'unité et la souveraineté* » de l'État d'une bourgeoisie impérialiste. Cette position est typique de l'idéologie bourgeoise, en opposition flagrante avec l'internationalisme prolétarien.

« *L'ouvrier n'a pas de patrie* », cela veut dire que : a) sa situation économique (le salariat) n'est pas nationale, mais internationale ; b) son ennemi de classe est international ; c) les conditions de son émancipation le sont aussi ; d) l'unité internationale des travailleurs est plus importante que l'unité nationale. (Vladimir Lénine, « Lettre à Inessa Armand », 20 novembre 1916, Œuvres, Progrès, t. 35, p. 247)

Le POID s'efforce de se distinguer du POI par davantage de mise en cause de l'Union européenne. Mais sans combat pour le gouvernement ouvrier, pour l'armement du peuple, pour les États-Unis socialistes d'Europe, Gluckstein reste sur le terrain du crétinisme parlementaire et du social-

chauvinisme. Le POID continue à désorienter ses militants, la classe ouvrière et la jeunesse, à faciliter la politique nauséabonde du FN et des fascistes.

La nationalité du travailleur n'est pas française, anglaise, allemande, elle est le travail, le libre esclavage, le trafic de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais, allemand, c'est le capital. (Karl Marx, « À propos du système national de l'économie politique de Friedrich List », 1845, Œuvres, Gallimard, t. 3, p. 1435)

2016 : LE SOMBRE AVENIR DU LAMBERTISME INTERNATIONAL

Le nationalisme est renforcé dans la classe ouvrière par les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-impérialistes. Il est à l'opposé du programme de la LdC, de l'AIT, de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale.

L'internationalisme des partis communistes repose sur la faillite de l'État national qui est une survivance et qui freine le développement des forces productives. (Léon Trotsky, « Préface à l'édition française », 29 mars 1930, *La Révolution permanente*, Minuit, p. 10)

Les opportunistes capitulent devant les bureaucraties ouvrières (« *la classe ouvrière se rassemblant avec ses organisations, rassemblant toutes ses composantes...* »), alors que la scission du mouvement ouvrier a été engendrée de manière irréversible en 1914 par la trahison de la 2^e Internationale et aggravée par celle de l'Internationale communiste à partir de 1933.

Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière et compagnons de route petits bourgeois. Les dessous de classe du social chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « sa » bourgeoisie nationale contre la masse de la classe ouvrière ; alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière contre la classe qu'elle exploite. Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : collaboration des classes, renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, manque de confiance en le prolétariat, confiance en la bourgeoisie. (Vladimir Lénine, « L'opportunisme et la faillite de la 2^e Internationale », janvier 1916, Œuvres, Progrès, t. 22, p. 119-120)

À l'époque de l'impérialisme, depuis que la bourgeoisie a constitué des bureaucraties politiques et syndicales au sein du mouvement ouvrier, toute

prétention à faire revivre la 1^{re} ou la 2^e internationale n'aboutit qu'à la soumission des communistes internationalistes à la classe dominante au travers de ses agents « réformistes ».

Le seul véritable programme d'action serait un programme marxiste fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la 2^e Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une internationale marxiste sans les opportunistes et contre eux. (Vladimir Lénine & Gregori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915, GMI, p. 34)

Les petits bourgeois pacifistes adoptent les dupes de la franc-maçonnerie et de l'ONU (« *la collaboration de tous les peuples* ») comme si la guerre n'était pas le fruit inévitable du capitalisme décadent, comme si la paix pouvait être obtenue autrement que par la révolution prolétarienne, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs et le socialisme mondial.

La 4^e Internationale ne se tourne pas vers les gouvernements qui ont précipité les peuples dans le massacre, ni vers la bureaucratie ouvrière qui soutient la bourgeoisie en guerre... La 4^e Internationale construit sa politique sur la transformation de la guerre impérialiste en une guerre d'ouvriers contre les capitalistes, pour le renversement des classes dirigeantes et tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. (QI, « La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », mai 1940, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, t. 1, La Brèche, p. 337, 378)

Le crétinisme parlementaire repousse les mots d'ordre de soviets, d'armement du prolétariat, d'insurrection, de révolution socialiste. La falsification qui prétend être la 4^e Internationale enjoint à tout le lambertisme de « *s'immerger dans les organisations de classes* » :

Passer en revue toutes les forces dont les sections disposent, pour les engager dans le combat pour aider pratiquement au rassemblement des forces de classes pour les aider à submerger l'obstacle des directions inféodées et pour, -ce faisant-, s'immerger et s'ancrer sans attendre au coeur des grandes organisations de classes qui continuent à vertébrer la classe ouvrière et dont la crise ne peut que se développer sous la pression des événements. (QI lambertiste, *Résolution*, 15 janvier 2015)

La boucle est bouclée : on croirait lire du pablisme des années 1951-1953.

Avec le 3^e congrès de 1951, notre mouvement est parvenu au plus haut degré atteint jusqu'à présent de compréhension de sa tactique afin de s'insérer dans le réel mouvement des masses... Afin de s'intégrer dans le réel mouvement des masses, les « ruses » et les « capitulations » sont non seulement admises, mais nécessaires. (Michel Pablo, « Rapport au 10^e plenum du CEI », février 1952, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 4, p. 338, p. 356)

« *S'immerger et s'ancrer sans attendre au coeur des grandes organisations de classe* », c'est abandonner le drapeau du bolchevisme, fut-il le plus délavé et le plus décousu, pour sans plus d'obstacle, se couler dans l'unité des appareils contre la révolution socialiste...

BANNIÈRE ROUGE OU DRAPEAU TRICOLE, IL FAUT CHOISIR

Le lambertisme n'est pas le bolchevisme, mais une des pires caricatures que ses adversaires puissent imaginer. Le front unique ouvrier n'est pas la solution aux contradictions capitalistes. Il est par nature conjoncturel. Il recouvre une lutte réelle, concrète, sur des objectifs précis et clairs.

La politique de front unique avec les réformistes est indispensable. Mais elle se limite nécessairement à des objectifs particuliers, essentiellement au combat défensif. Il ne peut pas être question de réaliser la révolution socialiste au moyen du front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du parti révolutionnaire consiste à affranchir la classe ouvrière de l'influence des réformistes. (Léon Trotsky, « Où va l'ILP ? », 28 août 1933, *Œuvres*, EDI, t. 2, p. 143)

Le front unique ouvrier s'oppose radicalement à l'union des bureaucraties sur le programme de la démocratie bourgeoise, sans parler de l'unité des organisations souverainistes. Le front unique est une tactique pour affaiblir les réformistes, pour renforcer les communistes, pour préparer la prise du pouvoir qui n'est possible que si les bureaucraties (politiques et syndicales) ont été démasqués suffisamment par le parti ouvrier révolutionnaire.

La 4^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2^e et de la 3^e Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, à la démocratie alliée à la GPU, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, OCI, p. 44)

L'éclatement du POI et son prolongement inévitable dans la « QI » lambertiste sont l'occasion, pour les militants chez qui subsisterait du communisme, de l'internationalisme, de revenir dans la voie de Lénine et de Trotsky, de converger avec les bolcheviks-léninistes du Collectif révolution permanente (en France, du Groupe marxiste internationaliste).

Comme, avant eux, bien d'autres escrocs habiles en camouflage « trotskyste » de leur opportunisme (Pablo, Grant, Healy, Moreno, Lambert...), Lacaze et Gluckstein redoublent de pronostics apocalyptiques sur la crise économique et politique. Mais s'ils prenaient leur analyse au sérieux, alors la révolution socialiste serait d'actualité, pas la révolution démocratique.

Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. (IC, « Thèses sur la démocratie bourgeoise », mars 1919, Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, p. 9)

Le POI maintenu et le POID disent tous deux : oui à la liquidation de l'OCI-PCI en PT-POI, oui à la révision de la « ligne de la démocratie », oui à la jonction avec « les élus » de tout bord, oui à « l'Assemblée constituante souveraine », oui à « la République une et indivisible », oui à « la rupture avec l'Union européenne »... mais rien pour en finir avec l'État bourgeois, rien pour les États-Unis socialistes d'Europe, rien pour les comités de grève et les soviets, rien pour les piquets de grève et l'armement du peuple, etc.

Tout juste est-il concédé par Gluckstein l'utilité d'un vague gouvernement ouvrier, lequel devient un peu plus loin, au détour d'une phrase, le « gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie » !

Le mot d'ordre abstrait « pour la démocratie » suffit pour des journalistes libéraux, mais pas pour les ouvriers et paysans opprimés. (Léon Trotsky, « Encore une fois sur les causes de la défaite en Espagne », 4 mars 1939, Œuvres, ILT, t. 20, p. 202)

Assurément, l'orientation du POID, malgré son rappel de la nécessité d'un parti, ne peut constituer une planche de salut pour les militants qui chercheraient à tirer à l'aide du marxisme le bilan désastreux du lambertisme, à renouer avec l'internationalisme, à s'orienter vers la révolution et le pouvoir des travailleurs. Le POID reste sur le programme bourgeois du MPPT-PT-POI : capitulation devant les bureaucraties syndicales, parlementarisme, social-chauvinisme.

Le programme de « défense de la démocratie » pour les pays avancés est un programme de réaction. (Léon Trotsky, « Une leçon toute fraîche », 10 octobre 1938, Œuvres t. 19, ILT, p. 61)

De même que le NPA se retrouve avec moins de militants que la LCR, le PT-POI a finalement compté à la mort de Lambert moins de militants que le PCI (QI-CIR). Maintenant, il est fracturé et affaibli, au risque que des éléments et des fractions se fassent aspirer par le PCF, le PdG (ou pire). La dispute des oripeaux minables et révisionnistes de Lambert ne mène à rien. Ce que disait l'OCI du pablisme s'applique parfaitement au lambertisme.

Ce courant politique s'est forgé directement comme l'expression, dans les rangs mêmes de la 4^e Internationale, de la longue domination sur le mouvement ouvrier d'appareils contre-révolutionnaires. Il est par conséquent amené à tenir un rôle de « flanc-garde » des appareils. Mais cette subordination aux appareils bureaucratiques signifie, en dernière analyse, que c'est avec la bourgeoisie dont procèdent ces appareils qu'il noue des liens politiques. (Stéphane Just, « Crise et reconstruction de la 4^e Internationale », La Vérité, novembre 1975)

Le « lambertisme » peut se résumer en une formule :

La reconstruction d'un parti ouvrier indépendant ne saurait s'opérer sur le programme de la 4^e Internationale. (Pierre Lambert & Daniel Gluckstein, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 187)

Tout au contraire, il ne peut y avoir de parti réellement ouvrier que sur la base du programme de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste, de la 4^e Internationale.

Les communistes internationalistes peuvent être obligés d'intervenir dans des organisations centristes et des partis réformistes dans le but d'y gagner les éléments du véritable parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste. Ils ne peuvent le faire que sur la base de leur programme.

Il faut savoir porter un coup au réformisme et les circonstances ne permettent de porter ce coup que de l'intérieur, en sauvant en même temps le gros du parti de la décomposition et en le gagnant pour la révolution. (Léon Trotsky, « Lettre à Yvan Craipeau », 12 juillet 1934, Œuvres t. 4, EDI, p. 140)

Dans un pays où n'existe aucun parti ouvrier de masse (ce qui n'est pas le cas de la France), le mot d'ordre de rupture des syndicats avec les partis bourgeois et de construction de leur part d'un nouveau parti conserve un sens progressiste. Mais les communistes n'en font pas un passage obligé.

*Pour le SWP, le parti ouvrier doit d'une part devenir l'arène de recrutement d'éléments révolutionnaires et, de l'autre, un mécanisme de transmission pour influencer des couches plus larges de travailleurs. Dans son essence, un parti ouvrier ne peut conserver un rôle progressiste que durant une période transitoire brève. (« La question du parti ouvrier », avril 1938, *The Founding of the SWP*, Pathfinder, p. 241)*

Et lorsqu'ils recourent à ce mot d'ordre dans les pays sans parti ouvrier de masse, ce n'est pas pour le doter eux-mêmes d'un programme bourgeois.

*Si l'agitation et la propagande pour la création d'un parti ouvrier est une tâche primordiale du parti dans les syndicats, elles doivent s'accompagner de la lutte pour populariser notre programme de revendications transitoires comme une partie vitale de notre stratégie de rassemblement des travailleurs contre les conséquences de la crise sociale, économique et politique. (« Résolution syndicale », novembre 1938, *The Founding of the SWP*, Pathfinder, p. 274)*

Un communiste ne peut pas mettre sur le même plan Bakounine et Marx, Blum et Lénine, Jouhaux et Trotsky. Dans le but de construire l'internationale, il faut savoir converger avec d'autres forces ayant eu une histoire différente, mais la fusion s'opère sur le programme.

*Le noyau des organisations révolutionnaires doit s'unir autour d'un document précis qui formulerait les principes qu'elles ont en commun et poserait ouvertement la tâche d'une nouvelle internationale. (Léon Trotsky, « La construction de la nouvelle internationale et la politique de front unique », 24 août 1933, *Œuvres*, EDI, t. 2, p. 127)*

La démocratie est chose trop sérieuse pour être confiée aux démocrates bourgeois ou petits-bourgeois. La Ligue des communistes revendique l'armement du peuple (*Manifeste*, décembre

1847 ; *Revendications du parti communiste en Allemagne*, mars 1848 ; *Adresse du Comité Central*, mars 1850). Après la Commune de Paris, les partis qui se réclament du marxisme l'exigent dans leur programme *minimum* : PO de France en 1880, SDAP d'Autriche en 1889, SPD d'Allemagne en 1891, POSDR de Russie en 1903... Pourtant, l'armement du peuple disparaît des textes fondateurs du MPPT-PT-POI et des déclarations creuses de l'EITP.

À l'époque impérialiste, les revendications démocratiques n'ont pas perdu leur importance, mais elles n'ont de sens qu'en relation avec la révolution prolétarienne, le pouvoir des travailleurs, la destruction de l'État bourgeois, la transition vers le mode de production socialiste-communiste.

*Les formules de la démocratie ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat. (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, OCI, p. 39)*

Les tactiques nationales (mot d'ordre de gouvernement, grève générale, intervention dans un syndicat, front unique ouvrier, unité syndicale, participation aux élections, soutien électoral à une autre organisation ouvrière, entrisme, etc.) ne prennent leur sens qu'avec l'actualité de la révolution socialiste, que par leur insertion dans la stratégie de la révolution permanente et que dans le cadre du programme.

*Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et leurs intentions. Ils déclarent ouvertement que leurs fins ne peuvent être atteintes sans le renversement violent de tout l'ordre social. Ce n'est pas sans raison que les classes dirigeantes tremblent devant la menace d'une révolution communiste. (Ligue des communistes, *Manifeste du parti communiste*, février 1948, Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t. 1, p. 194-195)*

Abonnement à Révolution communiste bimestriel du Groupe marxiste internationaliste section française du Collectif révolution permanente

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros

à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM..... Prénom.....

Adresse postale.....
.....

Adresse électronique.....@.....

cahier révolution communiste

Probablement Marx dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces. (Friedrich Engels, *Lettre à Paul Lafargue*, 27 août 1890)

Le Parti ouvrier indépendant (POI) scissionne en 2015.

D'un côté, on trouve le POI maintenu, avec Marc Lacaze et le rédacteur en chef d'*Informations ouvrières* ; de l'autre le POID, autour de Daniel Gluckstein, avec Jean-Jacques Marie et François de Massot. Le 18 juillet paraît un nouveau journal, *La Tribune des travailleurs*, dans lequel Gluckstein, Markun et Schivardi, anciens secrétaires nationaux du POI, démis de leurs mandats par la fraction majoritaire, déclaraient que cette publication « s'inscrit dans la continuité, celle qui nous a vus participer dès 2008 à la fondation du Parti ouvrier indépendant et elle s'inscrit dans ce POI des origines ». Hélas !

Il est probable que l'explosion du POI entraînera la dislocation de ce qui reste du lambertisme international et qu'elle conduira en France plusieurs centaines de militants, âgés et las, à prendre leur retraite politique et à se contenter des banquets de la Libre pensée, tandis que plusieurs centaines d'autres en profiteront pour poursuivre leur carrière dans les appareils syndicaux en se débarrassant de toute contrainte politique.

L'OCI-PCI devenue MPPT-PT-POI, c'est la dégénérescence irréversible d'une organisation qui a troqué le programme de la prise du pouvoir par la classe ouvrière pour la « *défense de la République* », qui a substitué à l'internationalisme prolétarien la « *défense de la souveraineté nationale* ». Le lambertisme est une école de bureaucrates syndicaux et de politiciens sociaux-démocrates.

Le POID qui prétend « *revenir à une politique de construction du parti* », reste sur une politique de construction... de parti réformiste et social chauvin, donc sur une ligne de destruction du communisme, d'opposition à la construction du parti révolutionnaire mondial.

Le PT-POI est né comme le larbin de la bureaucratie de FO, il double le PCF sur le terrain du chauvinisme et il converge fâcheusement avec le FN.

Les dirigeants vieillissants du POI qui se disputent aujourd'hui un cadavre puant, un programme chauvin et, dans les coulisses, un patrimoine conséquent, ont tous vécu durant des dé-

cennies bien au-dessus des conditions d'existence des travailleurs ordinaires (logement, rémunération, restaurants, hôtels). Ils ont, durant des décennies, façonné un parti lugubre et décervelé la base. Ils sont ouvertement misogynes et homophobes. Ils ont de concert, depuis des décennies, exclu, calomnié, détruit politiquement tous ceux qui leur résistaient, spécialement ceux qui prenaient au sérieux la référence à la tradition communiste révolutionnaire.

Gluckstein et Lacaze disent tous deux : oui à la transformation du PCI en PT-POI, oui à la « *ligne de la démocratie* », oui à la jonction avec « *les élus* » de tout bord, oui à « *l'Assemblée constituante souveraine* », oui à « *la rupture avec l'Union européenne* », oui à « *la République une et indivisible* »... mais rien pour en finir avec l'État bourgeois, rien pour les États-Unis socialistes d'Europe, rien pour les comités de grève et les soviets, rien pour les piquets de grève et l'armement du peuple, etc.

Assurément, l'orientation du POID ne peut en aucun cas constituer une planche de salut pour les militants du POI qui chercheraient à renouer avec l'internationalisme, à s'orienter vers la révolution et le pouvoir des travailleurs.

Le programme de « défense de la démocratie » pour les pays avancés est un programme de réaction. (Léon Trotsky, *Une leçon toute fraîche*, 10 octobre 1938)

L'effondrement du lambertisme est l'occasion, pour les militantes et militants qui en sont encore capables, de revenir dans la voie de Lénine et de Trotsky, de briser le carcan du réformisme et du chauvinisme.

À ceux-là, il faut une boussole, un programme pour construire l'internationale de la révolution socialiste mondiale et dans ce pays un vrai parti ouvrier, c'est-à-dire ouvertement et fermement révolutionnaire. À ceux-là, le Collectif révolutionnaire permanente et le Groupe marxiste internationaliste peuvent être une aide précieuse.

Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure. (Vladimir Lénine et Grigori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915)